

# Actes

Forum régional  
en condition  
féminine

# 2022

—  
L'égalité,  
une responsabilité à partager



Table de concertation  
des groupes de femmes  
GASPÉSIE · ÎLES-DE-LA-MADELEINE





**COORDINATION DE PROJET :**

Catherine Beaulieu, agente de développement et de communications,  
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des  
Îles-de-la-Madeleine

**COMITÉ ORGANISATEUR :**

L'équipe de travail en collaboration Jocelyne Landry du Regroupement  
des femmes La Sentin'Elle des Îles et Linda Grenier du Centre Femmes  
Entre-Elles

**ACCOMPAGNEMENT ÉVÉNEMENTIEL :**

TONIQ Événements  
Maïté Samuel-Leduc de Maïté Événements | Communications  
Geneviève Bouffard de Ge Gestion de projets  
Éric Proulx de La Semelle verte

**RÉDACTION :**

Geneviève Hamelin avec la contribution de Catherine Beaulieu

**RÉVISION DE CONTENU :**

Les conférencières et animatrices

**RÉVISION LINGUISTIQUE :**

Pauline Vollering et Geneviève Hamelin

**IDENTITÉ VISUELLE :**

Fleurdelise Dumais

**CONCEPTION GRAPHIQUE :**

Inie Conception

**CRÉDITS PHOTO :**

Fleurdelise Dumais

# Sommaire

<b>ÉQUIPE DE TRAVAILLEUSES DE LA TABLE</b>	<b>2</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>2</b>
<b>MOT DE LA TABLE</b>	<b>3</b>
<b>PRÉSENTATION DE LA TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA MADELEINE</b>	<b>4</b>
<b>CÉLÉBRATION DES 25 ANS DE LA TABLE</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>CONFÉRENCES ET PANELS</b>	<b>7</b>
<b>Panel Justice climatique : Pas de transition énergétique sans égalité</b>	<b>7</b>
Quatre intervenantes présentent les inégalités de genre face à la crise climatique et des pistes de solution pour réaliser une transition énergétique porteuse de justice sociale. Les défis qui toucheront plus particulièrement les peuples autochtones seront également abordés.	
<i>Invitées : Florence St-Germain et Mireille Chartrand, agentes de planification, programmation et recherche à la Direction régionale de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie, Valérie Hamelin, militante, artiste pluridisciplinaire et membre de la communauté de Gespeg, et Maude Prud'homme, militante écologiste.</i>	
<b>Conférence : Femmes et violences systémiques</b>	<b>21</b>
La présidente de la Fédération des femmes du Québec définit les violences systémiques et s'intéresse aux violences basées sur le genre en explorant notamment le phénomène d'oppressions croisées.	
<i>Invitée : Mélanie Ederer, présidente de la Fédération des femmes du Québec</i>	
<b>Panel Santé des femmes : Comprendre et prévenir les inégalités</b>	<b>25</b>
Ce panel présente les travaux récents et à venir du Comité-conseil en santé des femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Les trois panélistes discutent ensuite des déterminants sociaux de la santé et de l'importance d'aborder la santé des femmes avec une approche globale et féministe pour réduire les inégalités de santé vécues par les femmes.	
<i>Invitées : Léa Blouin-Rodrigue, Comité-conseil en santé des femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, Geneviève McCready, infirmière et professeure au Département des sciences de la santé de l'Université du Québec à Rimouski, et Lyda Assayag, directrice du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes</i>	

## **Conférence : Persévérer dans l'égalité** 34

La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine présente des pratiques égalitaires en éducation qui évitent de renforcer les stéréotypes de genre chez les jeunes de la petite enfance, du primaire et du secondaire.

Invitée : Catherine Cyr Wright, Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

## **Conférence : Étudiantes en milieu traditionnellement masculin** 41

Cette conférence traite des enjeux vécus par les femmes qui étudient en Techniques du tourisme d'aventure de même que des raisons pour lesquelles les groupes d'entraide, de discussion et de pratique non mixtes féminins sont des pistes de solutions à ces enjeux.

Invitée : Korinne Le Blanc, enseignante au Cégep de la Gaspésie et des Îles

## **Conférence : Désavantage numérique** 45

Selon Amnesty internationale, trois femmes sur quatre ont déjà vécu de la violence en ligne et, bien plus souvent qu'on le croit, celle-ci a des répercussions dans le monde physique. À mesure que la parole plurielle se démocratise, la cyberviolence se fait présente et contribue à creuser un fossé numérique qui compromet l'intégrité des femmes et des communautés marginales. Pourtant, il règne sur le Web une culture de l'anonymat et de l'impunité, et les outils pour contrer la cyberviolence demeurent nettement insuffisants. Que fait l'industrie de la technologie? Quel rôle y jouent les femmes? Quels sont les tenants et les aboutissants de ce désavantage numérique? Comment faire partie de la solution?

Invitée : Manal Drissi, conférencière, humoriste, scénariste et chroniqueuse

## **ATELIERS** 52

### **Identités de genre** 52

Sous forme de dialogue avec le public, l'intervenante répond aux questions relatives aux identités de genre et aborde le vécu des personnes trans.

Invitée : Élise Cornellier Bernier, intervenante et formatrice

### **Éducation populaire féministe et intersectionnelle** 55

L'atelier s'intéresse à l'éducation populaire autonome comme outil de conscientisation, de mobilisation et de lutte autour d'enjeux de justice sociale et sur les façons dont l'approche féministe intersectionnelle éclaire autrement les démarches d'éducation populaire autonome.

Invitée : Judith Rouan, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

## **MOBILISATION** 58

### **Ateliers** 59

Au choix, parmi les grands thèmes abordés la veille, soit la justice climatique, la santé, les violences systémiques et l'éducation, les ateliers de mobilisation tentent de tirer des constats partagés parmi les participant-e-s, des zones à explorer et des idées d'action de mobilisation.

Invité-e-s : Maude Prud'homme, militante écologiste, Lydya Assayag, directrice du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes, Laszlo Bois, intervenant et militante, Judith Rouan, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, Marie-Andrée Gauthier, coordonnatrice au Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

## **CONCLUSION** 61

N.B : Les pronoms qui se retrouvent dans les Actes sont les pronoms utilisés par les personnes.



# Équipe

## de travailleuses de la Table



**NASTASSIA WILLIAMS-VALOIS,**  
coordonnatrice



**CATHERINE CYR WRIGHT,**  
agente de développement



**SARA TERNOIR,**  
agente de développement



**CATHERINE BEAULIEU,**  
agente de développement  
et de communications



**LÉA BLOUIN-RODRIGUE,**  
agente de développement

ONT ÉGALEMENT  
CONTRIBUÉ AU PROJET :

MIREILLE CHARTRAND,  
agente de développement,  
puis coordonnatrice, 2012-2021

SAMUELLE BOULET STE-CROIX,  
coordonnatrice par intérim, 2021-2022

# Remerciements

## NOS MEMBRES :

Comité régional de la condition féminine CSN Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Maison d'aide et d'hébergement l'Accalmie

Maison d'aide et d'hébergement L'Aid'Elle,

Réseau des répondantes diocésaines à la condition féminine – Diocèse de Gaspé

Calacs l'espoir des Îles

ADIM Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Femmes en mouvement

## Ont également contribué au projet les groupes suivants :

le Regroupement des femmes La Sentin'Elle des Îles, le centre Centr'Elles, comité d'action des femmes d'Avignon et le Centre Femmes Entre-Elles

## NOS PARTENAIRES FINANCIERS :

**Femmes et Égalité des genres Canada**

**Fonds régional en développement social Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine**, porté par le Réseau de développement social Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**Fonds d'engagement social éolien Innergex**, en collaboration avec la MRC d'Avignon

**Fonds d'engagement social éolien Boralex**, en collaboration avec la MRC d'Avignon

**Kristina Michaud**, députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia

**Sylvain Roy**, député sortant de Bonaventure

**Méganne Perry-Mélançon**, députée sortante de Gaspé

**Diane Lebouthillier**, députée de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine

## NOS CONFÉRENCIÈRES, PANÉLISTES ET ANIMATEUR·RICE·S :

**Stéphanie Gauthier**, animatrice

**Florence St-Germain et Mireille Chartrand**, agentes de planification, programmation et recherche à la Direction régionale de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie

**Valérie Ivy Hamelin**, militante, artiste pluridisciplinaire et membre de la communauté de Gespeg

**Maude Prud'homme**, militante écologiste

**Mélanie Ederer**, présidente de la Fédération des femmes du Québec

**Élise Cornellier Bernier**, intervenante et formatrice

**Léa Blouin-Rodrigue**, agente de développement du Comité-conseil santé des femmes de la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

**Geneviève McCready**, infirmière et professeure au Département des sciences de la santé de l'Université du Québec à Rimouski

**Lydia Assayag**, directrice du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes

**Catherine Cyr Wright**, Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

**Korinne Le Blanc**, enseignante au Cégep de la Gaspésie et des Îles

**Judith Rouan**, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

**Laszlo Bois**, intervenant et militant

**Manal Drissi**, chroniqueuse, humoriste et scénariste

**Marie-Andrée Gauthier**, coordonnatrice au Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

**Nous remercions tout spécialement Leïla Sofiane, artiste de scène et slameuse, pour l'animation de l'atelier de création littéraire qui a permis de clore le Forum en douceur. Nous avons fait le choix de ne pas reproduire le contenu de l'atelier dans les actes, afin de respecter l'espace de créativité nécessaire au bon déroulement de l'atelier.**





# Mot de la Table

**Forum régional en condition féminine 2022.**

Depuis la gauche : **Catherine Beaulieu** (agente de développement et de communications), **Catherine Cyr Wright** (agente de développement), **Manal Drissi** (conférencière), **Nastassia Williams** (coordonnatrice), **Léa Blouin-Rodrigue** (agente de développement).

**L**a Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est fière de vous inviter à prendre connaissance des Actes de la toute première édition de son Forum régional en condition féminine.

Depuis plus de 25 ans, la Table travaille à ce que la réalité des femmes de la région soit mieux connue, reconnue et prise en compte. Nous menons des activités d'éducation populaire axées sur les droits et la vie démocratique, une action politique non partisane et des activités de mobilisation et de représentation. Notre mission est essentiellement de rassembler, de concerter et de mobiliser.

L'initiative de mettre en place le Forum s'inscrit dans la continuité de ces pratiques. Pour souligner notre 25<sup>e</sup> anniversaire, nous avons souhaité tendre la main, élargir nos horizons et, à certains égards, explorer nos angles morts, afin de faire de notre organisation un espace où toutes les femmes et les autres personnes vivant des oppressions basées sur le genre ont la possibilité de faire entendre leur voix.

Les activités que nous avons choisies pour ce Forum nous ont permis de nourrir nos intelligences collectives, de faire un tour d'horizon partiel des enjeux féministes contemporains en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine et de cerner des pistes d'action pour atteindre l'égalité.

Nous espérons que vous trouverez dans ces Actes quelques inspirations pour vous joindre au grand mouvement pour l'égalité des genres.

Bonne lecture!

– Les membres et travailleuses de la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

**Note :** La Table souhaite participer au rétablissement de la vérité sur l'état colonial dans lequel nous vivons encore aujourd'hui. Elle désire contribuer à la guérison et agir, au mieux de ses connaissances, en tant qu'alliée pour les femmes autochtones et les personnes bispirituelles. La Table de concertation des groupes de

femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine mène ses activités en territoire mi'gmaq non cédé. La Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine correspondent au Gespe'gewa'gi, ou « les dernières terres », lequel fait partie des sept districts du Mi'gma'gi. La Table remercie les nations de Gespeg, de Gesgapegiag et de Listuguj qui en sont les gardiennes et protectrices.



# Célébration des 25 ans de la Table

«La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine œuvre depuis vingt-cinq ans en tant que réseau féministe d'échange, d'appui, d'information et d'action par lequel les groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine s'outillent et se concertent pour intervenir dans toute situation qui met en jeu les intérêts et les droits des femmes, et ce, au plan local et régional d'abord, mais aussi au plan national et international.

Ses objectifs principaux sont de défendre et promouvoir les droits et intérêts de toutes les femmes afin d'améliorer leurs conditions de vie, de favoriser la prise de pouvoir d'agir des femmes sur leur vie et de conserver les acquis. »

## PLUS DE 40 ANS DE CONCERTATION FÉMINISTE DANS L'EST DU QUÉBEC

En 1982, la Table de concertation des groupes de femmes de l'Est du Québec prend forme. Véritable pionnière, elle sera la première table de concertation du genre à se mettre en place au Québec, avec le soutien du Conseil du statut de la femme Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Née d'un besoin d'échange, de partage d'expériences et de raffermissement de la solidarité entre les groupes, la Table se penche alors sur différents dossiers qui rallient l'ensemble des groupes : le libre choix à l'avortement, les nouvelles structures du réseau de la santé, ainsi que les programmes de formation des adultes.

## NAISSANCE DE LA TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

En 1997, pour mieux répondre aux besoins des femmes et s'ancrer davantage dans la réalité géographique d'un si vaste territoire, la Table se subdivise en deux entités autonomes qui deviennent la Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent et la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

## LA TABLE, UNE ACTRICE INCONTOURNABLE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET DU MOUVEMENT FÉMINISTE QUÉBÉCOIS

Déjà à cette époque, la Table prend part aux grandes mobilisations régionales et s'impose comme une partenaire incontournable du développement régional et de la justice sociale.

Forte de son expertise en condition féminine, la Table siège comme interlocutrice majeure à des comités de travail d'instances tant locales, régionales que provinciales. La Table a collaboré avec des acteur·rice·s de tout horizon : des partenaires issus du réseau de la santé et des services sociaux, les anciennes Conférences régionales des élus, les élus municipaux, les préfets, le milieu scolaire, les

intervenant·e·s en développement social, les organismes communautaires, les municipalités, etc. Son implication dans la Marche mondiale des femmes, depuis ses débuts en 2000, a été une occasion d'unir les luttes régionales à celles portées par des mouvements de femmes partout au Québec et dans le monde entier.

Au fil du temps, la Table a élargi sa portée et elle s'implique maintenant dans les luttes contre l'austérité, pour la sauvegarde des services publics, pour des régions fortes et dynamiques, pour les services de garde, pour la protection de l'environnement, pour le droit à l'avortement, et bien d'autres.

## LES ANNÉES PASSENT, LES LUTTES FÉMINISTES PERDURENT

La Table fait preuve de créativité et de leadership en renouvelant ses stratégies pour porter ses revendications. Certains des enjeux féministes qui mobilisent la Table depuis sa création ont connu des évolutions notables, tandis que d'autres progressent lentement. Au cours des dernières décennies, la Table a acquis de l'expertise dans différents domaines, notamment en matière de santé des femmes, de participation sociale, citoyenne et politique des femmes, d'analyse différenciée selon le sexe, d'intersectionnalité des oppressions, de diversification professionnelle et de stéréotypes de genre, tout en continuant de travailler sur des enjeux transversaux tels que les violences et la pauvreté.

## DES TRAVAILLEUSES DÉTERMINÉES

Tout le travail des 25 dernières années a été abattu grâce à l'assiduité, à l'intelligence et à la mobilisation des nombreuses femmes qui ont fait partie de l'équipe de la Table.

La Table aimerait décerner une mention spéciale à Marie-Thérèse Forest, première travailleuse de l'organisation, qui a porté, défendu et rendu autonome notre organisation. Femme de conviction et fougueuse militante, Marie-Thérèse est, avec les membres de la première heure, la fondatrice de notre organisation.

Une autre personne digne d'une mention spéciale est Mireille Chartrand, qui après plusieurs années comme agente de

développement, a aussi assuré avec intelligence, courage et rigueur la coordination de notre organisation.

Toutes les femmes qui ont travaillé pour la Table depuis ses débuts méritent d'être soulignées pour leurs efforts, leur détermination et leur créativité : Ginette Côté, Andrée Allard, Julie Lacasse, Martine Morin, Catherine Lemieux, Céline Breton, Linda Vaillancourt, Arielle Paiement, Samuelle Boulet Ste-Croix, Nastassia Williams-Valois, Catherine Cyr Wright, Sara Ternoir, Catherine Beaulieu et Léa Blouin-Rodrigue.

## DES GROUPES MEMBRES MOBILISÉS

Les groupes suivants ont été membres de la Table à un moment ou à un autre de son histoire : le Calacs l'espoir des Îles, L'Accalmie

des Îles, le Regroupement des femmes La Sentin'Elle des Îles, le centre Centr'Elles, comité d'action des femmes d'Avignon, le centre Femmes en mouvement, la Maison d'aide et d'hébergement L'Émergence, le Centre Femmes Entre-Elles, le Regroupement des femmes de la Côte-de-Gaspé, la Maison d'aide et d'hébergement L'Aid'Elle, le CALACS La Bôme-Gaspésie, le Centre Louise-Amélie, Évol (anciennement Femmessor), le Comité régional de la condition féminine CSN Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Réseau des répondantes diocésaines à la condition féminine et l'Alliance des intervenantes en milieu familial Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

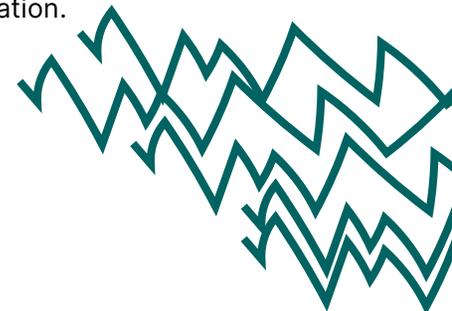
# Introduction

**L**e Forum régional en condition féminine L'égalité, une responsabilité à partager s'est tenu les 26 et 27 octobre 2022, à Carleton-sur-Mer et à distance. La mission du Forum était d'éduquer la population aux enjeux féministes contemporains de la région ainsi que d'établir et de consolider des partenariats bénéfiques pour les femmes du territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Au cours du Forum, cinq thèmes principaux ont été abordés : la justice climatique, la santé des femmes, les identités de genre, l'éducation égalitaire et les violences systémiques.

Plus de 130 personnes et organisations de divers horizons ont participé à nos activités, nous permettant de créer de nouvelles alliances, de faire connaître à nos partenaires et à la population les enjeux féministes contemporains dans une perspective intersectionnelle et de réfléchir collectivement au futur de la concertation féministe en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Élaborés dans la perspective de pérenniser et de diffuser les savoirs échangés lors du Forum, les Actes se veulent un compte-rendu détaillé des présentations et des discussions qui ont eu lieu lors de l'événement. Ils seront un outil important pour la concertation féministe régionale dans les prochaines années, puisqu'ils permettront au plus grand nombre de citoyen·ne·s et de partenaires de se renseigner et de réfléchir collectivement aux grands enjeux de condition féminine.

Les Actes contiennent le compte-rendu du panel Justice climatique : Pas de transition énergétique sans égalité, de la conférence Femmes et violences systémiques, du panel Santé des femmes : Comprendre et prévenir les inégalités, de la conférence Persévérer dans l'égalité, de la conférence Étudiantes en milieu traditionnellement masculin, de la conférence Désavantage numérique, de l'atelier Identités de genre, de l'atelier Éducation populaire féministe et intersectionnelle et des ateliers de mobilisation.



# Conférences & panels





# Panel

## **Justice climatique**

Pas de transition énergétique sans égalité

# Les impacts différenciés des changements climatiques

FLORENCE ST-GERMAIN ET MIREILLE CHARTRAND  
Direction régionale de santé publique du CISSS de la Gaspésie

**P**ourquoi les changements climatiques sont-ils un enjeu de santé publique ?  
Les conclusions tirées par les expert·e·s à l'issue de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Glasgow en 2021 étaient sans équivoque à ce sujet.

« Le changement climatique est la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée. »

« La crise climatique menace de renverser les cinquante dernières années de progrès en matière de développement, de santé mondiale et de réduction de la pauvreté ainsi que d'aggraver encore les inégalités de santé existantes entre les populations et au sein de celles-ci. »<sup>1</sup>

Cette citation illustre l'ampleur des conséquences sur la santé et les inégalités sociales de

santé attendues en lien avec la crise climatique. Bien que les acteurs·rices de santé publique ne soient pas des expert·e·s de climat, les conséquences sur la santé et les inégalités sociales de santé générées sont des enjeux majeurs de santé publique, sur lesquels portera la présentation.

À la lumière de ces déclarations, on ne peut nier l'ampleur de la crise climatique. Il est donc impératif de se questionner sur les causes de cette crise, de se pencher sur les changements climatiques attendus en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, de cerner quelles personnes en seront les plus affectées et de déterminer les conséquences attendues de cette nouvelle réalité. Nous verrons notamment quelques exemples de conséquences générées pour illustrer concrètement les enjeux soulignés.

<sup>1</sup> Traduction libre : World Health Organization. (2021). COP26 Special Report on Climate Change and Health : the Health Argument for Climate Action. World Health Organization. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240036727>

### CAUSES DE LA CRISE CLIMATIQUE

D'abord, si on se penche sur les causes de la crise climatique, on entend souvent que les émissions de gaz à effet de serre, soit le gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et l'ozone (O<sub>3</sub>), arrivent au premier rang, ces gaz emprisonnant la chaleur sur la Terre. Cependant, les causes véritables des changements climatiques résident plutôt dans différents systèmes à l'œuvre dans nos sociétés, des systèmes d'oppression, qui sont interdépendants et interreliés : le capitalisme, le colonialisme et l'extractivisme.

Tout d'abord, le capitalisme est un modèle économique qui préconise une logique de domination de la nature et son appropriation. Puisque l'essence du capitalisme est la recherche du profit et l'accumulation individuelle des richesses, il ne s'agit

évidemment pas d'un régime qui met le développement social et humain, notamment la santé des populations, au centre des préoccupations. On a qu'à penser au dossier de la Fonderie Horne qui a fait les manchettes récemment.

Ensuite, il y a le colonialisme, une idéologie justifiant l'occupation, l'accaparement et la domination politique et économique de territoires par un État (ou par une entreprise mondialisée). Les ressources naturelles et les territoires essentiels à la vie et au bien-être des populations, tels que l'eau ou les terres agricoles, sont monopolisés par des industries de moins en moins humaines, visant le profit avant tout. Cet accaparement se fait généralement au détriment des personnes et populations locales les plus vulnérables.

Enfin, l'extractivisme est un mode spécifique d'accumulation capitaliste, qui consiste en l'extraction de ressources naturelles qui se renouvellent peu,

voire aucunement, et généralement en leur exportation. Il s'agit d'une forme de développement qui n'est pas durable et qui pousse à la surexploitation. L'extraction des ressources ne se traduit pas nécessairement en amélioration du bien-être des populations d'une région donnée, et l'effet de percolation attendu par l'implantation d'une exploitation ne se produit pas toujours.

Ce sont donc ces trois composantes qui sont véritablement à l'origine tant des changements climatiques que des inégalités socio-économiques et genrées qui en découlent. Il existe d'ailleurs un lien clair entre l'oppression des femmes et des personnes en situation de minorité, les pratiques coloniales, l'extractivisme et la crise climatique, soit celui des politiques capitalistes et des rapports de pouvoir qui en sont le corollaire.

## SIMILARITÉ DES MÉCANISMES DE DOMINATION

Les rapports de pouvoir, ou les mécanismes de domination, qui s'exercent sur les femmes sont d'ailleurs semblables à ceux exercés sur la nature. Notre relation à la nature est issue d'une logique de domination de cette dernière et de la conception duelle homme/nature, amenée notamment par Descartes.

Cette conception a été détournée afin de justifier et de servir les intérêts économiques de la logique capitaliste. De la même façon, cette dualité est appliquée aux rapports genrés et aux populations marginalisées selon une pensée hiérarchique; le cadre conceptuel patriarcal se base sur la pensée hiérarchique selon laquelle l'homme est supérieur à la femme, et le capitalisme se base sur une pensée comparable selon laquelle la culture est supérieure à la nature. C'est cette pensée hiérarchique patriarcale qui donne naissance à la logique de domination.

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES ATTENDUS EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Bien que la crise climatique soit une menace planétaire, nous devons tout de même nous pencher sur les particularités territoriales et les conséquences pour notre région.

Sans surprise, les modèles climatiques indiquent une hausse des températures : on prévoit qu'en 2050, on aura enregistré une hausse au thermomètre de 3°C par rapport aux années 2000. Les étés seront aussi plus chauds et plus longs, comptant six fois plus de journées très chaudes dans la région (>30°C). Cette chaleur est difficile à supporter et favorise aussi l'assèchement des sols tout en créant des conditions propices aux feux de forêt.

Le réchauffement climatique affecte aussi la saison hivernale. Selon les prévisions, nos hivers seront plus chauds de 5 °C et les précipitations de neige diminueront de 70 millimètres. On assistera donc à une baisse de la couverture

de glace de 67 %, ce qui aggravera l'érosion côtière, déjà problématique.

La fonte des glaces et la dilatation de la mer feront monter son niveau et rendront cette dernière plus chaude et plus acide (dissolution du CO2 dans l'océan). On prévoit en effet une hausse du niveau de la mer de 30 à 100 centimètres en 2100, ce qui engendra des submersions et aggravera encore une fois l'érosion des côtes. Dans la même lignée, les précipitations s'intensifieront et les journées de pluie torrentielle seront plus nombreuses, surtout au printemps et en hiver, ce qui accroîtra aussi les risques d'inondation.

Enfin, tous ces changements climatiques augmenteront la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes, que ce soit l'érosion des côtes, les tempêtes, les inondations, les vagues de chaleur, les feux de forêt, les sécheresses ou les glissements de terrain, pour ne nommer qu'eux.



### POPULATIONS SENSIBLES

Tout le monde est touché par la crise climatique, mais en raison des rapports de pouvoir et de la distribution inégale des ressources dans notre société, nous n'avons pas tou-te-s les mêmes moyens, le même savoir, le même réseau social et le même état de santé<sup>2</sup>. Autrement dit, nous avons tou-te-s les mêmes droits en théorie (du moins dans notre société), mais dans les faits, il existe toujours une inégalité des chances, qui conduit à une inégalité de fait.

Du point de vue financier, les femmes sont nettement désavantagées, leur revenu étant presque systématiquement inférieur à celui des hommes, peu importe leur âge, leur scolarité et le régime de travail. En outre, les personnes vivant dans les ménages les plus pauvres de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, et celles vivant dans les territoires les plus défavorisés, soit les MRC de la Haute-Gaspésie et du Rocher-Percé, sont lésées à plusieurs égards sur le plan de la santé, et ce, dès la naissance<sup>3</sup>.

Certaines personnes ont donc plus de difficultés à anticiper les changements climatiques et à y faire face. Les personnes en situation de pauvreté et celles qui cumulent

plusieurs oppressions n'ont pas les moyens technologiques et financiers de se protéger des conséquences catastrophiques. Elles sont et seront les plus touchées par les changements climatiques, bien qu'elles soient beaucoup moins responsables de la crise que les riches et les personnes privilégiées.

On comprend donc que certaines populations présentent des sensibilités qui les mettent plus à risque en regard des changements climatiques, sensibilités qui sont liées à divers facteurs, notamment la catégorie sociale, le statut socio-économique, l'état de santé, l'aménagement du territoire et l'emploi<sup>4</sup>.

Sur le plan des catégories sociales, la construction du genre et les stéréotypes de genre conduisent les personnes, notamment les femmes et les hommes, dans des rôles genrés qui les obligent à avoir des comportements associés. Les femmes et les personnes issues de la diversité de genre sont plus souvent en situation de pauvreté, tout comme les personnes racisées ou issues d'une minorité ethnique.

Le statut socioéconomique, quant à lui, représente une cause fondamentale d'inégalités sociales de santé, et différents éléments y contribuent : faible revenu, faible niveau de scolarité, situation d'itinérance ou de précarité résidentielle, autochtonie, faible niveau de littératie, isolement social, situation de handicap, immigration récente, allophonie et insécurité alimentaire.

Un autre facteur de sensibilité notable est l'état de santé. On parle ici d'aspects physiologiques comme les maladies chroniques et préexistantes (maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires, diabète et troubles de santé mentale), les capacités (mobilité réduite ou incapacités sensorielles) et l'âge (personnes âgées et enfants).

L'aménagement du territoire est également à l'origine de certaines sensibilités. Les changements climatiques peuvent avoir des répercussions sur les activités traditionnelles de subsistance, économiques ou culturelles comme la pêche, la chasse et les activités spirituelles. Notre situation géographique peut aussi favoriser la

transmission de maladies, comme les zoonoses, ou être propice aux sécheresses et aux incendies. L'éloignement des services d'urgence est un autre facteur potentiellement problématique. Enfin, les personnes habitant le littoral sont aussi plus susceptibles de vivre directement les effets de la crise climatique (inondations, érosion, etc.).

Finalement, le dernier facteur de sensibilité que nous soulignons est l'emploi. Par exemple, les travailleur-euse-s de secteurs traditionnellement associés aux soins, comme la santé, les services sociaux et l'éducation, sont plus vulnérables aux changements climatiques. D'un autre côté, les personnes travaillant à l'extérieur (construction, pêche, foresterie...) sont plus susceptibles d'être exposées à des allergènes, de subir un accident et de devoir supporter des chaleurs extrêmes. Le type d'emploi est donc aussi une source d'insécurité liée aux changements climatiques.

Ces cinq facteurs, soit la catégorie sociale, le statut socioéconomique, l'état de santé, l'aménagement du

<sup>2</sup> Schnitter, R., et coll. (2022). Changements climatiques et équité en santé. Dans P. Berry et R. Schnitter (éd.). La santé des Canadiens et des Canadiennes dans un climat en changement : faire progresser nos connaissances pour agir. Santé Canada. <https://changingclimate.ca/health-in-a-changing-climate/fr/>

<sup>3</sup> Dubé, N. (Mise à jour 2022). Les inégalités sociales de santé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. <https://www.ciasss-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2022/04/Les-inegalites-sociales-de-sante-en-Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine-Mise-a-jour-2022-1.pdf> | Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 28 pages. (Mise à jour 2022)

<sup>4</sup> Demers-Bouffard, D. (2021). Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2771-aleas-changements-climatiques-effets-sante-vulnerabilite-adaptation.pdf>

territoire et l'emploi, sont individuellement importants à prendre en compte, mais ceux-ci peuvent s'entrecouper, s'accumuler et se renforcer. Les personnes les plus sensibles sont donc surtout celles qui cumulent plusieurs facteurs de sensibilité et d'exclusion, et elles n'auront pas les mêmes capacités pour s'adapter aux changements climatiques ou éviter l'exposition à certains aléas.

Si on part de la question du genre et des catégories sociales, on peut facilement voir que les femmes, les personnes composant les minorités ethniques et les personnes en situation de handicap auront en moyenne un revenu moins élevé. Ainsi, une femme âgée issue d'une minorité ethnique, ayant un faible revenu, et vivant avec un trouble de santé mentale devrait être plus à risque qu'une femme âgée, à l'aise financièrement et autonome. Autre exemple, une personne âgée ayant une maladie

chronique et habitant un territoire éloigné des services sera plus vulnérable aux changements climatiques.

Enfin, le réseau social ainsi que la perception du risque sont d'autres facteurs affectant la sensibilité aux risques de même que la capacité des individus à s'y adapter.

### CONSÉQUENCES ATTENDUES ET EXEMPLES DE CONSÉQUENCES GENRÉES

Les conséquences de la crise climatique sont nombreuses et diversifiées. D'abord, pour la communauté, les changements climatiques peuvent entraîner la perte de milieux de vie et d'infrastructures (routes, bâtiments, maison, lieux), des pannes de services, des perturbations de la vie sociale et économique et une insécurité alimentaire et hydrique.

En ce qui concerne la santé mentale, la crise climatique peut générer de l'insécurité financière, alimentaire et hydrique, des inquiétudes, un manque de sommeil, une baisse de concentration et du sentiment d'appartenance, de l'isolement, des deuils, des comportements agressifs ainsi que des troubles psychologiques (trouble anxieux, dépression, idéation suicidaire, syndrome de stress post-traumatique).

Les changements climatiques augmentent également les risques de développer une maladie chronique (cardiaque ou respiratoire) et de contracter une maladie infectieuse, aggravent l'état de santé des personnes déjà atteintes, favorisent l'apparition de nouvelles maladies (comme la maladie de Lyme) et haussent le nombre d'infections provenant de l'alimentation et de l'eau contaminée.

Une autre conséquence attendue est la hausse du nombre de décès accidentels, de suicides et de morts liées au système

respiratoire ou cardiaque, ainsi qu'une augmentation des chutes, des fractures, des coupures, des brûlures, des électrocutions, des intoxications au monoxyde de carbone et des accidents de la route et de travail.

La dernière conséquence cernée est liée aux problèmes périnataux. On parle ici de stress périnatal sur l'enfant, d'avortements spontanés, de diabète de grossesse, d'accouchements prématurés et de malformations.

Toutes ces conséquences peuvent généralement être perçues et vécues par l'ensemble de la population. Toutefois, elles ne nous touchent pas tous de façon égale. Regardons quelques exemples genrés.

D'abord, les personnes à faible revenu sont plus touchées par l'insécurité financière après un événement météorologique extrême. En effet, un tel événement peut entraîner des coûts,

<sup>5</sup> Demers-Bouffard, D., op. cit.

ce qui ajoute un stress financier important. Or, les femmes sont plus souvent en situation de pauvreté et peuvent donc être touchées de façon disproportionnée.

Cette insécurité financière peut avoir des répercussions notamment sur la santé mentale et la sécurité alimentaire des femmes, qui n'ont pas toujours la capacité de s'adapter<sup>5</sup>.

Les femmes sont davantage affectées psychologiquement et sont plus susceptibles de subir de la violence après un événement météorologique extrême. Comme les femmes ont plus fréquemment la responsabilité de soutenir et de soigner les membres de leur famille, notamment les enfants, elles occupent plus souvent le rôle de proche aidante que les hommes. Cette charge de travail accrue représente un stress supplémentaire qui peut affecter la santé mentale des femmes<sup>6</sup>. Un exemple frappant de cette réalité : à Calgary, après les inondations de 2011, le nombre de prescriptions de somnifères et de médicaments liés aux troubles d'anxiété a doublé chez les femmes<sup>7</sup>. D'un autre côté, on sait que les conflits augmentent

la violence familiale, l'intimidation sexuelle et les viols; d'après plusieurs études, la probabilité de subir de la violence conjugale après un ouragan, une tempête ou un feu de forêt augmente.

Le dernier exemple de conséquence genrée que nous présentons est lié aux problèmes périnataux : les enfants des femmes enceintes fortement stressées de la crise du verglas avaient un risque supérieur de développer des problèmes de santé. Les résultats du Projet Verglas, de l'Université McGill, démontrent que ces enfants étaient plus à risque d'éprouver certains problèmes de santé physique et mentale, comme des troubles alimentaires et du spectre de l'autisme. Il-elle-s étaient aussi plus susceptibles d'avoir un système immunitaire affaibli, de développer des problèmes asthmatiques, de présenter un indice de masse corporelle élevé et, pour les filles, d'avoir leurs premières règles tardivement.

## CONCLUSION

Qu'on le veuille ou non, notre climat sera différent en 2050 et les événements météorologiques extrêmes seront plus fréquents et intenses en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Il importe aussi de prendre conscience que nous ne sommes pas tou-te-s égaux-ales face aux effets des changements climatiques, et ces derniers augmenteront inévitablement les inégalités sociales de santé comme celles vécues par les femmes.

Dès maintenant, il faut planifier les mesures d'atténuation et d'adaptation qui prendront en compte les conséquences genrées de la crise climatique

et une distribution équitable des ressources permettant à chaque personne de surmonter les aléas climatiques.

Pour plus d'information, vous êtes invitées à nous contacter ou à consulter le rapport régional sur les vulnérabilités climatiques au plan de la santé pour la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

### FLORENCE ST-GERMAIN

<Florence.St-Germain.  
cisssgaspesie@ssss.gouv.qc.ca>

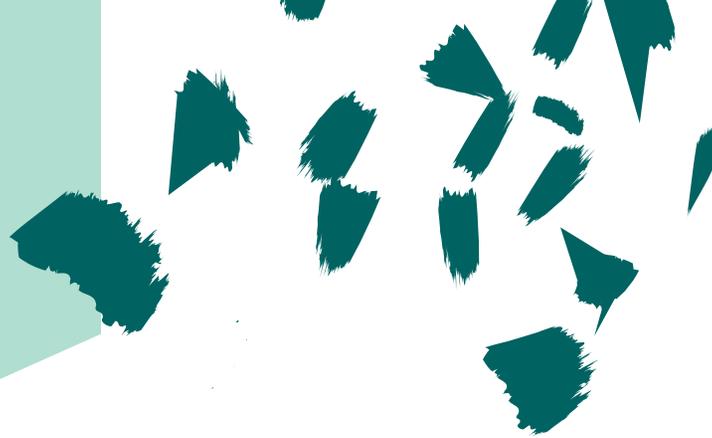
<sup>5</sup> Demers-Bouffard, D., op. cit.

<sup>7</sup> Sahni, V., Scott, A. N., Beliveau, M., Varughese, M., Dover, D. C. et Talbot, J. (2016). Public health surveillance response following the southern Alberta floods, 2013. Canadian Journal of Public Health, 107(2), e142-e148. 10.17269/cjph.107.5188

# Lien au territoire et enjeux des femmes autochtones en lien avec les changements climatiques

VALERIE IVY HAMELIN

Membre de la Nation Micmac de Gespeg



**P**our bien comprendre le lien entre la nation mi'gmaq et les changements climatiques, il est nécessaire de faire un tour d'horizon structurel, géographique, culturel et historique du territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

La Gaspésie se trouve dans le Gespe'gewa'gi, le septième district du Mi'gmagi, le territoire traditionnel mi'gmaq. Dans notre région, on retrouve trois communautés mi'gmaq, deux sur des territoires de réserve, Listuguj et Gesgapegiag, et une sans réserve, Gespeg. Le conseil tribal de ce district du Mi'gmagi est le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi, qui fait les revendications territoriales. Au sein du conseil tribal, le Gardien du territoire, ou Ango'tmeq Nm'tginen, est Scott Metallic, et le chef héréditaire du Grand conseil micmac de la Gaspésie est Gary Metallic. Le Gespe'gewa'gi est un territoire traditionnel partagé, et plusieurs Traités de paix et d'amitié ont été signés avec la Couronne britannique entre 1725 et 1779.

Les Mi'gmaq entretiennent une relation forte et plurielle avec leur territoire. D'abord, ce dernier

regorge d'éléments nécessaires à la subsistance; il abrite de la nourriture, des plantes médicinales et du bois de chauffage. Il agit aussi comme lieu de partage des savoirs traditionnels, d'échanges en famille et en communauté, de culture et de cérémonie, de connexion avec les ancêtres, de paix et de guérison. Pour les Mi'gmaq qui y sont né-e-s, il symbolise la maison. Le territoire est nécessaire à l'harmonie et à la santé, et fait intrinsèquement partie de l'identité autochtone. Les sphères de développement économique des Mi'gmaq du Gespe'gewa'gi touchent principalement le territoire, que ce soit la foresterie axée sur le développement durable, les pêcheries, l'énergie éolienne, les érablières, le tourisme et les PME, comme Salaweg, une entreprise qui transforme des algues de mer cultivées en Gaspésie.

## UN PEU D'HISTOIRE

Faisons rapidement un tour des événements marquants liés aux relations entre les Mi'gmaq et les allochtones. C'est en 1850 qu'est publié l'Acte pour mieux protéger les terres et les propriétés des sauvages dans le Bas-Canada, un des premiers textes de loi qui énumère les différents critères pour être considéré-e « Indien-ne » d'un point de vue juridique. En 1876 est parue la Loi sur les Indiens, toujours en vigueur aujourd'hui. Cette loi place les personnes qui ont le statut juridique d'« Indien » sous la tutelle du gouvernement fédéral.

Le Traité de Paris est signé en 1763, tout comme la Proclamation royale : cette dernière reconnaît les droits territoriaux inhérents aux Autochtones. Ces droits ont ensuite été protégés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

En 1999, un pêcheur mi'gmaq est arrêté et emprisonné pour

avoir pêché des anguilles sur son territoire traditionnel, en dehors de la période permise par la loi. Ce pêcheur a finalement eu gain de cause, ce qui a mené à la décision Marshall, laquelle reconnaît le droit des Premières Nations à la pêche, à la chasse et à la cueillette comme moyen de subsistance. Toutefois, une question reste sans réponse : comment définit-on la subsistance ? S'agit-il seulement de la consommation personnelle ? Le commerce des produits de la pêche peut-il être considéré comme un moyen de subsistance ? La subsistance est une notion qui a changé à travers le temps. La même année, la Cour suprême du Canada reconnaît les droits issus de traités de la Nation Mi'gmaq de pêcher à des fins commerciales dans les eaux du Gespe'gewa'gi.

Le Plan de gestion du Gespe'gewa'gi, une politique provisoire de gestion du territoire, est adoptée, puis en 2007, la déclaration des revendications territoriales globales, le Nm'tginen,

est présentée par le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. En 2013, ce dernier, pour répondre à la demande de la communauté, établit les principes fondateurs de la constitution micmaque.

Le 15 septembre 2016, une résolution rejetant toute opération de fracturation hydraulique et d'utilisation de substances chimiques par les acteur-ric-e-s de l'industrie pétrolière est adoptée. Enfin, le 15 juin 2020, la communauté mi'gmaq conclut une entente avec le gouvernement du Québec au sujet du processus de consultation et d'accommodement concernant l'exploitation des hydrocarbures.

En lisant ce court historique, on comprend à quel point les tentatives d'autodétermination des peuples autochtones ont été difficiles. D'ailleurs, aspect important à souligner, le processus de revendication territoriale peut prendre entre 30 et 40 ans. Un autre problème lié à nos instances est que les peuples autochtones et leur territoire ne sont pas réglementés par le même gouvernement. En effet, les Autochtones sont sous la juridiction fédérale (Loi sur les Indiens) alors que leurs terres

sont de juridiction provinciale. Un exemple flagrant des effets de cette séparation est la contestation du Québec de la loi fédérale C-92, qui permet aux communautés de prendre en charge leurs services à l'enfance et aux familles. Ce conflit ne touche donc pas seulement le territoire, mais l'ensemble des services.

## DES ENTENTES TRIPARTITES ONT EU LIEU

Un autre effet pernicieux de l'ingérence des gouvernements dans les communautés autochtones : la Loi sur les Indiens empêche les femmes de siéger au conseil et même de voter aux élections des conseils de bande, et ce, jusqu'en 1951. Cette restriction est d'autant plus aberrante quand on sait que traditionnellement, les femmes mi'gmaq avaient un pouvoir décisionnel, qui a été perdu avec la colonisation. De plus, avant l'imposition des conseils de bande, ce genre de système hiérarchique était absent des communautés autochtones, et cette nouvelle façon de faire a nécessairement créé des conflits au sein des Nations.

## ENJEUX ENTOURANT LE MI'GMAGI

Le Mi'gmagi est d'un grand intérêt pour l'exploitation des ressources naturelles, qu'on parle de pétrole, de mines, de foresterie ou d'hydroélectricité. Par contre, cette exploitation se fait souvent au détriment des communautés autochtones ou sans respect envers celles-ci. On peut penser aux Cri-e-s de la baie James, aux Inuit-e-s du Nord québécois et aux Algonquin-e-s du Grand-Lac Victoria dont les territoires ont été inondés sans préavis en raison de barrages hydroélectriques. D'ailleurs, la communauté algonquine du Grand-Lac Victoria, ou Kitchisakik, a refusé d'être expropriée et vit toujours sur sa terre ancestrale, mais n'a toujours pas accès à l'eau potable et à l'électricité, ce qui est plutôt ironique considérant qu'un barrage électrique a été construit au milieu de ce village.

Un autre enjeu notable est la grande quantité de baux de villégiature en Gaspésie. La Gaspésie est un petit territoire où les pouvoirs de beaucoup d'acteur-ric-e-s se chevauchent. On peut nommer par exemple les lois fédérales, provinciales et municipales, les traités et les droits ancestraux inhérents, les revendications territoriales mi'gmaq, les réserves, les territoires de chasse familiaux, les pourvoiries et les sites de chasse sportive, les lieux culturels micmacs, les lieux touristiques et l'exploitation des ressources naturelles par les compagnies extractivistes.

Pour illustrer cette augmentation fulgurante du nombre d'acteur-ric-e-s sur le Mi'gmagi, il y avait, en 1950, 74 sites d'exploration pétrolière dans le Gespe'gawa'gi. En 2000, ce chiffre est passé à 212, et en 2015, il a sauté à 254.



**Le système patriarcal, cette vision de domination, est un autre enjeu qui pèse sur le territoire mi'qmaq. Le colonialisme est fondé sur le patriarcat, notamment dans sa structure, sa pensée et ses acteur-ric-e-s. Dans ce système, le genre féminin est opprimé, les rôles des femmes sont peu valorisés et considérés comme inférieurs. Le patriarcat dévalorise aussi les qualités féminines dans la gouvernance, ce qui est contraire aux valeurs traditionnelles des communautés mi'qmaq. L'arme ultime contre les femmes : la violence sexuelle et physique.**

Le mode d'exploitation extractiviste est intimement lié au système patriarcal : le patriarcat favorise le viol du corps de la femme, alors que l'extractivisme favorise le viol du corps de la terre. On cherche à extraire, à posséder et à contrôler. Dans une mentalité extractiviste, la vision de la Terre n'est que matérielle, ses ressources étant perçues comme inépuisables, devant être possédées et vendues.

## **EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE**

D'abord, les effets des changements climatiques sur le territoire et les eaux sont assez connus : réchauffement des océans, des lacs et des cours d'eau, perte d'oxygénation de l'eau, accentuation des effets des polluants présents, fonte

des glaces, répercussions sur le parcours migratoire des animaux, arrivée de nouvelles espèces animales, pollution des cours d'eau, et bien d'autres.

Les effets de la crise climatique sur les communautés autochtones ne sont pas moins grands. La destruction des lieux de partage des connaissances fait en sorte que le mode de vie traditionnel et les savoirs ancestraux ne peuvent plus être transmis et que la culture et l'identité se perdent. De nombreuses autres sphères de la communauté micmaque sont aussi affectées par les changements climatiques, que ce soit la perte des moyens de subsistance, la diminution du développement économique, le dépérissement de la santé et du bien-être des individus, la pollution des territoires et de l'eau, la présence d'animaux malades et toxiques,

la disparition et le déplacement d'animaux, la dégradation des lieux de cueillette de plantes et de fruits ou la perte de territoire.

La crise climatique a des répercussions directes sur les femmes mi'qmaq, avant tout sur leur rôle traditionnel. Les femmes sont notamment responsables de la transmission des connaissances liées aux plantes médicinales, savoir qui risque de tomber en désuétude dans un contexte où la flore est susceptible de changer. Les femmes s'occupent aussi de la logistique derrière les mariages arrangés, de sorte à optimiser et à répartir uniformément la présence sur le territoire. Ce territoire étant menacé par les changements climatiques, cette responsabilité pourrait ne plus exister. Enfin, les femmes étaient aussi chargées d'assurer la subsistance de la famille, mais les ressources sont maintenant menacées par les différents enjeux climatiques.

## **APPROCHE INTERSECTIONNELLE : SEXISME, RACISME ET STATUT INDIEN**

Les femmes autochtones vivent dans une situation

d'intersectionnalité par le fait d'être femme et d'être colonisée. Il s'agit donc d'une double oppression, une liée au genre et l'autre à la race. Ces deux statuts faisaient l'objet de mesures discriminatoires dans la Loi sur les Indiens. Les membres de Premières Nations perdaient leur statut d'Indien s'ils recevaient un diplôme universitaire, et cette loi supprimait les pouvoirs des femmes et leur enlevait le statut d'Indienne si elles se mariaient à un homme non autochtone. En outre, avec les conseils de bande réservés aux hommes jusqu'en 1951, les peuples autochtones ont perdu ce rapport égalitaire entre les hommes et les femmes, ces dernières étant complètement exclues de la sphère politique. Les conséquences du sexisme et du patriarcat étaient ressenties, et se font toujours sentir, par les femmes autochtones dans leur propre communauté, dans leur propre nation.

Il est à noter que le conseil de bande de Gespeg a été créé après 1951; cette communauté a donc moins été touchée par les mesures discriminatoires liées au conseil puisque les femmes étaient incluses dans les processus dès sa mise en place.

## FÉMINISME AUTOCHTONE

Le féminisme occidental est associé à la notion universelle de patriarcat et vise à atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce mouvement découle du colonialisme et de l'impérialisme, et répond uniquement aux intérêts de la classe moyenne, dite « blanche ». Dans cette optique, les femmes autochtones, qui ont comme objectifs de revaloriser les valeurs et les pratiques autochtones traditionnelles, s'éloignent volontairement de ce mouvement, notamment en raison de la

marginalisation qu'elles subissent lorsqu'elles s'y identifient. Ces femmes continuent toutefois de résister aux différentes formes d'oppression liées au genre, qui restent présentes dans leur communauté et qui ont été amplifiées et systématisées par le colonialisme.

## PISTES DE SOLUTIONS VERS UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE PORTEUSE DE JUSTICE SOCIALE

D'abord et avant tout, pour une transition énergétique respectueuse de la justice sociale relativement aux Premières

Nations, des changements d'ordre structurel doivent être apportés, à commencer par la fin des lois discriminatoires comme la Loi sur les Indiens. Il importe d'établir un rapport de Nation à Nation entre les communautés autochtones et les gouvernements provinciaux et fédéral afin d'adopter une vision à deux regards, vision privilégiée par le conseil tribal. Cette façon de faire signifie d'allier les connaissances scientifiques et les connaissances autochtones, ces dernières étant perçues comme holistiques et inclusives.

Ces pistes de solutions sont plutôt axées sur l'aspect législatif, sur les conseils de bande. En ce qui

a trait aux femmes, les outils à notre disposition en dehors de l'appareil politique sont la mobilisation, l'éducation des enfants et de notre entourage, la sensibilisation et la création de ponts entre les communautés. La voix du peuple a toujours une influence sur les décisions du gouvernement. Il faut donc continuer à se mobiliser ensemble, femmes de tout horizon, pour créer un lieu d'harmonie, de sécurité et d'amour sur cette belle planète.

# Femmes, féminismes et crises écologiques :

## Quelques éléments proposés

MAUDE PRUD'HOMME  
Militante et formatrice



**U**ne citation d'Audre Lorde exprime bien une des assises du mouvement écoféministe : « Il n'y a pas de lutte à problème unique, car nous ne vivons pas des vies à problème unique. » On entend souvent des commentaires comme quoi les problèmes sont complexifiés outre mesure lorsqu'on y ajoute la notion de genre, mais les problèmes en soi n'ont pas qu'une seule facette. Les enjeux environnementaux ne font pas exception. Ils ne sont pas exclusivement techniques, environnementaux, genrés; ils sont tout ça à la fois.

Il est important de noter que le fait de parler de « femmes » et d'« écologie » n'a pas comme visée de ramener la femme à une chose, à une seule identité. L'essentialisation des femmes par des discours écologiques existe, mais ce n'est pas l'analyse qui est portée ici. Il est plutôt proposé de célébrer les diversités et les manières d'être, tout en reconnaissant que certaines réalités sont genrées. Ces réalités peuvent se rapporter au corps ou à la division domestique ou internationale du travail, par exemple.

Toutes ces réalités existent, et pourtant, ici au Québec, les politiques climatiques n'incluent pas d'analyse différenciée par

le genre, ce dernier n'étant pas considéré dans les politiques mises de l'avant. Ces complexités, ces points d'intersection sont au cœur des écoféminismes, qui incluent aussi d'autres systèmes outre le patriarcat. Le racisme, le capitalisme ou le capacitisme en sont des exemples.

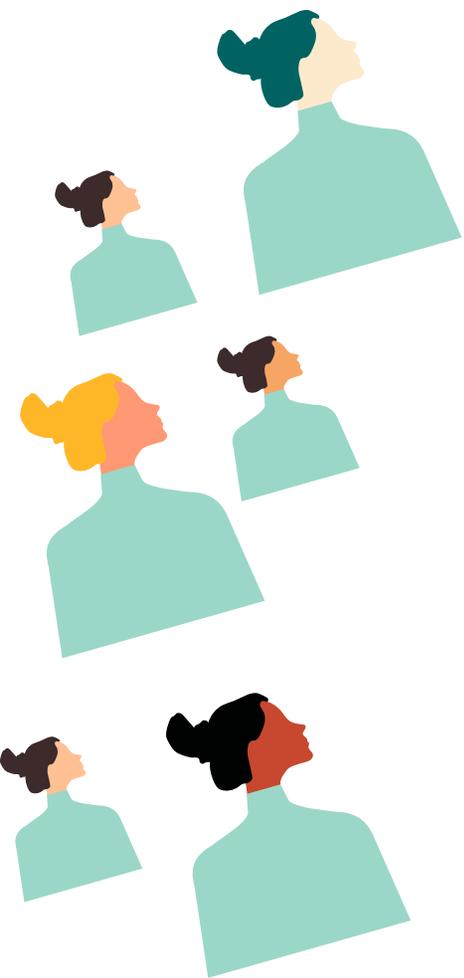
Dans cet esprit de reconnaissance des complexités, prenons un exemple d'actualité. Lorsqu'on parle de changements climatiques, on parle généralement de gaz à effet de serre, mais ce n'est qu'une partie de cet enjeu. La biodiversité, la vie, l'eau... Ce sont tous ces éléments qui doivent être pris en compte et pas seulement le nombre de tonnes de gaz à effet de serre émises.

Le carburant du monde n'est pas que le pétrole ou l'uranium. Le monde carbure au colonialisme, au fait de voler des terres autochtones. L'exploitation des communautés paysannes à travers le monde, l'arrachement des terres, l'écrasement des droits ancestraux, le travail gratuit des femmes, l'exploitation des animaux et les monocultures sont autant d'autres carburants du système actuel. Une autre ressource du système en place est, ironiquement, les générations futures; on hypothèque les ressources de l'avenir pour un profit immédiat, aujourd'hui.

Bien que l'enjeu de la crise climatique soit global, international, on demande à chacun-e de nous de faire sa part, on nous propose « Les 10 petits gestes à adopter pour sauver notre planète ». Il est cependant dur de concevoir que l'achat d'une brosse à dents en bambou suffira à sauver notre planète qui brûle à moyen feu. Il existe donc une incohérence entre les recommandations qui nous sont faites et les mesures que nous savons nécessaires en raison de l'ampleur du problème.

Il faut aussi prendre en compte que 50 % des émissions de dioxyde de carbone sont produites par seulement les 10 % les plus riches de la population – et les Québécois-es font probablement partie de ce groupe –, et qu'inversement, seulement 10 % des émissions de dioxyde de carbone sont produites par les 50 % les plus pauvres. Les disparités sont flagrantes et renforcent davantage l'idée que contrairement aux idées reçues, nous sommes peut-être dans la même tempête, mais nous ne sommes pas tou-te-s dans le même bateau, nous ne sommes pas tou-te-s équipé-e-s de la même façon.

Cette réalité est d'autant plus exaspérante lorsqu'on comprend que les riches sont riches parce que les pauvres sont pauvres. Les riches ne le sont évidemment pas parce qu'il-elle-s travaillent plus fort; aucun-e riche n'est des millions de fois plus vaillant-e qu'une personne pauvre.



**Cette idée que la responsabilité climatique relève de chaque personne n'est pas fautive, au sens où tout le monde devra faire sa part, mais ces parts ne sont pas égales non plus, et il faut donc trouver une façon de les rééquilibrer. Cet aspect n'est pas présent dans tous les discours écologistes. Il y a une véritable diversité des perspectives environnementalistes et écologistes. Certaines sont plus porteuses de justice sociale que d'autres. On rencontre des perspectives d'écologie sociale, décoloniale, ultratechnologique, capitaliste (verte), voire de géo-ingénierie, qui est d'ailleurs terrifiante.**

D'un autre côté, il y a aussi une grande diversité dans les mouvements féministes, et cette diversité donne différentes combinaisons possibles et impossibles, basées sur les compatibilités, les limites, les risques et les forces potentielles.

Des mouvements combinant des perspectives féministes et environnementales ont été mis de l'avant et nourris par de nombreuses initiatives menées par des femmes brillantes partout dans le monde, telles que l'Action au Pentagone, des occupations pour démanteler des usines de matériel militaire et pour bloquer l'envoi de missiles, les manifestations à Love Canal... Ces femmes ont donc pris les devants pour mener à bien leurs luttes, comme Wangari Maathai qui a littéralement fait reculer le désert à force d'actions collectives féministes, ou les premières « Tree Huggers »,

qui ont concrètement défendu la complexité et la vie des forêts. Ces mouvements continuent aujourd'hui, par exemple en tant que mouvements paysans, ou encore les femmes kurdes qui forment des bataillons pour se battre tant pour des perspectives féministes, écologistes et libertaires que contre des oppressions terribles.

Dans ces mouvements, certains éléments sont récurrents et pourraient nous servir d'inspiration. D'abord, les droits de la nature sont des revendications courantes qui consistent à donner des droits à des sujets inanimés de la nature, comme des rivières ou des montagnes. Un mouvement maori en Nouvelle-Zélande a d'ailleurs eu gain de cause quant à l'attribution du titre de personne morale à des cours d'eau.

Un autre élément est la restauration des écosystèmes.

En effet, outre le fait d'arrêter de les détruire, il faut aussi reconnaître que ces écosystèmes ont été appauvris et qu'ils doivent être rétablis.

Une autre revendication fréquente est la gestion communautaire de l'eau. Nous n'en sommes pas encore à la privatisation ici, au Québec, mais il serait présomptueux d'affirmer que nous sommes à l'abri d'une telle éventualité. Nous avons une abondance d'eau qui peut nous faire oublier nos acquis, mais il faut se rappeler aussi que ce n'est pas l'ensemble de la population qui habite le territoire qui y a accès.

Enfin, le dernier aspect souligné aujourd'hui est la souveraineté alimentaire, ou plutôt les souverainetés alimentaires. Ce terme est utilisé au pluriel pour refléter les différentes formes que cette souveraineté peut prendre, que ce soit celle des Premiers Peuples, ancrés depuis des millénaires, ou les différentes souverainetés alimentaires qui peuvent interagir et s'entraider dans des territoires partagés, si ce partage est fait de façon respectueuse.

Il est important de souligner le leadership des femmes autochtones de partout sur la planète qui reflètent ces perspectives dans la rue et dans leur discours. Elles partagent également cette vision de biocentrisme par opposition à l'anthropocentrisme, où elles perçoivent les humain-e-s comme faisant partie du monde, en harmonie avec lui, et non comme étant au-dessus de lui, comme étant extérieur-e-s à lui tel-le-s des extraterrestres.

Cette dernière façon de penser, l'anthropocentrisme, est la vision véhiculée par les Décideur-euse-s, ces personnes qui nous mènent, qui nous dirigent et qui nous exaspèrent. Les changements climatiques ne sont pas arrivés du jour au lendemain, le niveau de l'eau ne cesse d'augmenter et pourtant, les discussions relatives au climat s'éternisent et les mesures concrètes se font attendre ou sont de toute évidence insuffisantes.

On en vient donc à réfléchir à la reconfiguration des pouvoirs, puisque les tentatives de convaincre les Décideur-euse-s semblent vaines. Si ces dernier-ère-s ne portent pas nos visions et nos revendications, les

gens devront le faire et être au centre des décisions.

Par ailleurs, parmi les caractéristiques de l'écoféminisme, on retrouve le soin (le care), où l'on encourage le fait de prendre soin de soi et des autres. On retrouve une perspective collective, une perspective relationnelle au monde qui amène à la reconnaissance du travail invisible et des générations futures. Contrairement au capitalisme qui ampute notre avenir, l'écoféminisme cherche à le soutenir, à améliorer le sort de ceux et celles qui suivront.

Enfin, certains éléments de l'écoféminisme seraient intéressants à explorer davantage. Il y a la notion du « faire avec », de faire avec ce qu'on a. Cette façon de penser implique d'arrêter de vouloir toujours la plus grosse part du gâteau, dans un contexte tant domestique que communautaire. Il s'agit de s'organiser pour en avoir suffisamment, pour tou.t.es. Il s'agit aussi de changer notre notion de « richesse »; ce qu'on appelle richesse dans notre système actuel est plutôt un butin, sale et sanglant, pillé chez les générations futures et les communautés autochtones et dans les écosystèmes. Est-ce vraiment cette richesse que l'on veut partager?

Un autre élément présent chez les écoféministes est l'idée du point de non-retour : une fois que nous avons pris conscience de la situation alarmante, on ne peut l'ignorer. S'ensuit donc un travail de deuil, un travail émotionnel incontournable. Il s'agit de petits deuils et de grands deuils, de façons de faire et de vivre qui ne sont plus possibles dans le monde actuel, si on veut se réconcilier avec les écosystèmes. Il faut apprendre à se passer de certains éléments si on veut opérer une transition écologique juste.

Cela dit, en surmontant ces deuils, on génère une place pour accueillir et célébrer ce qui est effectivement là et possible, et apprendre à en tirer des joies profondes. De toute façon, il faut se l'avouer, le monde n'est pas si rayonnant à l'heure actuelle...

On peut justement trouver des leçons de résilience dans les ouvrages portant sur la subsistance, les féminismes et l'antiracisme. Ces travaux nous amènent à célébrer d'autres richesses, d'autres perspectives qu'on a tendance à ignorer, et nous portent également à conjuguer des luttes. On ne peut, par exemple, nier la crise du logement, mais certaines questions se doivent d'être posées : quels logements veut-on offrir? Comment les construit-on? Où les construit-on? Pour qui? Pour combien de personnes?

Ce sont de grandes questions qui font appel à nos intelligences, à nos sensibilités. Ces questions et ces constats peuvent aussi générer de l'anxiété, un sentiment d'accablement, mais ces émotions ne sont pas mauvaises en soi. Il s'agit d'une relation au monde, sincère et authentique, qu'on doit bâtir collectivement. Il faut apprendre à vivre ces sentiments, apprendre à les apprivoiser et à en tirer des forces. Il est vain d'essayer de les éviter. Cette relation anxiogène au monde demande beaucoup de courage, et c'est pourquoi on peut s'unir et la vivre ensemble.



# Conférence

## Femmes & violences systémiques

**MÉLANIE EDERER**

Présidente de la Fédération des femmes du Québec,  
travailleuse sociale et étudiante au doctorat



## Introduction

**A**vant d'entamer une discussion sur les violences systémiques, il faut d'abord reconnaître que cette conférence est située en territoire Mi'gmaq qui n'a jamais été cédé. C'est important de le reconnaître, de le savoir, d'en prendre conscience pour réfléchir à ce que le fait que nous sommes en territoire non cédé signifie sur notre présence, nos discussions et nos actions quotidiennes. La colonisation a été violente, est encore violente et a instauré un système de violences qui se perpétuent aujourd'hui. Donc, on ne peut pas se passer de réfléchir d'une part à ce territoire qui est non cédé et d'autre part au fait que l'on tient sur ce même territoire des discussions sur les violences systémiques.

Ensuite, il me faut reconnaître que c'est ma position de privilège de présidente de la Fédération des femmes du Québec qui m'amène aujourd'hui à prendre la parole devant vous. Une position de privilège à laquelle j'ai accès notamment parce que je connais les codes sociaux des milieux féministes, parce que je connais le « langage » que les milieux féministes comprennent et parce que je corresponds à ce qu'on s'attend d'une personne féministe

au Québec. Je suis une femme blanche cisgenre, je suis allée à l'université, j'ai pu m'impliquer dans des projets sociaux et des organismes communautaires depuis plusieurs années, je fais partie d'un système dans lequel cette position sociale que j'occupe me permet d'avoir accès à des positions de pouvoir, comme être présidente de la Fédération des femmes du Québec, avec moins d'obstacles ou de défis que d'autres femmes. En effet, si c'est moi qui ai la chance de parler de violences systémiques aujourd'hui, il me faut reconnaître que c'est parce que d'autres femmes qui pourraient occuper ce poste n'y sont pas, en raison des dangers pour elles de l'occuper, parce qu'elles ne correspondent pas aux « normes » des milieux féministes ou parce qu'elles n'ont pas eu le privilège de développer les codes sociaux permettant de se faire reconnaître par le système et par les milieux féministes.

Il me faut également reconnaître le travail, souvent gratuit, fait par nombre de femmes qui m'inspirent et m'ont appris sur les violences systémiques. Si c'est moi qui ai le privilège d'être devant vous, du fait de mon rôle à la Fédération des femmes du Québec, je ne peux passer sous silence le travail, les

prises de parole et les réflexions amenées par Dalila Awada, Emilie Nicolas, Jade Almeida et Marlihan Lopez. J'ai aussi eu des discussions importantes avec plusieurs militantes ou femmes dans mon entourage qui m'ont amenée à mieux comprendre mes privilèges et comment je participe à un système de violences dans les milieux féministes. Et, bien sûr, il me faut nommer l'implication de l'équipe et du conseil d'administration de la Fédération des femmes du Québec dans le contenu présenté.

Enfin, durant cette conférence, j'ai pour objectif d'introduire les violences systémiques et les oppressions croisées, de donner quelques exemples des impacts de ces violences et de discuter de pistes d'actions. Toutefois, il me faut préciser que cette conférence n'est en aucun point complète; il s'agit d'une introduction qui demande de continuer à s'informer, à réfléchir et à effectuer un travail constant d'apprentissage pour vous et vos organisations par la suite. Cette conférence n'est pas non plus exhaustive : je ne vais pas pouvoir nommer toutes les violences, toutes les imbrications entre les différents systèmes d'oppression ou tous les impacts de ces violences; je ne vais pouvoir

en aborder que quelques-unes. Ce faisant, le choix de nommer certaines violences signifie en taire d'autres ; c'est un choix lié au contexte du temps prévu pour cette conférence. Donc, plusieurs violences resteront dans l'ombre de cette présentation, qui n'est pas suffisante pour comprendre les violences systémiques dans leur ensemble et pour faire des changements transformatifs pour vos organisations. Il vous faut faire un travail continu d'apprentissage, de remise en question, de discussions collectives pour espérer changer le système dont nous faisons tou-te-s partie. Enfin, cette conférence n'est pas confortable et ne cherche pas à l'être. Lorsqu'on remet en question des systèmes qu'on pense acquis, intégrés, naturels, ou lorsqu'on apprend que chaque personne joue un rôle actif dans des violences systémiques, il est normal de ressentir un inconfort, mais il faut être capable d'endurer ce malaise pour parler des violences, mais surtout, pour les changer. Les violences qu'on qualifie de « systémiques » ont des racines profondes, ancrées dans nos sociétés et il peut être choquant d'en prendre conscience, mais nécessaire.

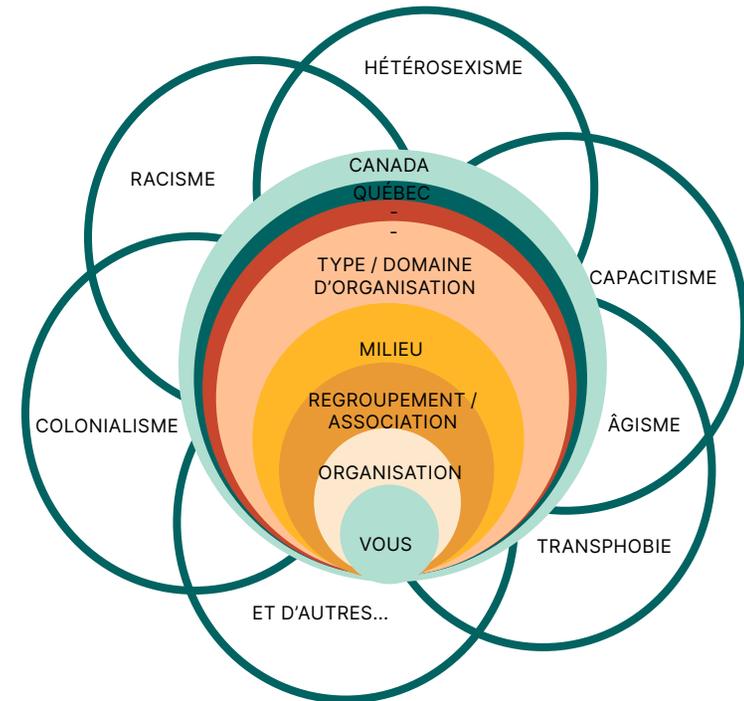
## COMPRENDRE

Pour entamer une discussion sur les violences systémiques, il faut avant tout comprendre que nous faisons tou-te-s partie de systèmes organisés. Par système, j'entends ici un ensemble d'interactions entre différents niveaux de systèmes, d'organisations, d'individus, qui fonctionnent ensemble pour qu'un tout plus grand fonctionne. On peut prendre l'exemple du corps humain : le corps est un excellent système, qui lui-même est composé du système respiratoire, du système cardiovasculaire, etc. des systèmes qui fonctionnent ensemble dans un système plus grand. Parmi les systèmes qu'on retrouve dans la société, on peut nommer le système de santé, le système d'éducation ou le marché du travail : ce sont des systèmes organisés par des politiques, des règles, des normes, des valeurs dans lesquels on s'attend à des attitudes ou à des comportements spécifiques. Par exemple, on peut s'attendre à ce que des personnes s'habillent d'une manière différente pour aller à la plage ou pour aller travailler.

Cette attente, c'est une norme et on tient souvent pour acquis que tout le monde partage cette norme, ce qui n'est pas le cas. Donc, on peut mettre une règle, un code vestimentaire, cette règle qui repose sur la norme du système et qui participe à maintenir ce système. Enfin, il existe différents niveaux de systèmes puisqu'un système peut comporter différents sous-systèmes, eux-mêmes également organisés par des politiques, règles, normes, valeurs, croyances, attitudes et comportements et participer à des systèmes plus grands. Prenons l'exemple de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). La FFQ est une organisation, qui comprend ses politiques, règles, normes, etc.,

et elle fait partie d'autres systèmes organisés dont le G13, un regroupement d'organisations féministes qui, lui, appartient à ce qu'on appelle le milieu féministe québécois. En retour, le milieu féministe québécois fait partie du milieu des organismes à but non lucratif québécois et ainsi de suite, qui finalement fait partie du Québec et du Canada, d'autres systèmes organisés qui comportent des politiques, des normes, des valeurs et des croyances quant aux attitudes et comportements, etc.

À leur tour, ces systèmes reposent sur d'autres systèmes : les systèmes d'oppressions. Quand je parle de systèmes d'oppression, je parle de systèmes de domination



qui privilégient certains groupes ou certaines personnes au détriment d'autres groupes ou personnes. On peut penser au sexisme, au racisme, au colonialisme, à l'âgisme, à la transphobie ou au capacitisme. Ces systèmes d'oppression comportent des normes, des valeurs, des croyances et sont mis en place par des politiques, des attitudes, des comportements, etc.

Ces systèmes d'oppression sont à la base de tous les systèmes existant sur le territoire du Québec. Ainsi, le système de santé, le système d'éducation et le marché du travail reposent sur le sexisme, le racisme, le colonialisme, l'âgisme, la transphobie et le

capacitisme, tout comme les OBNL ou les organismes féministes. En effet, même une organisation qui lutte contre les violences fait partie d'un système organisé sur la base d'oppressions et doit prendre en considération comment ces systèmes d'oppression agissent en permanence, partout, en tout temps. Chacun de ces systèmes est régi par des politiques, des règles, des normes, des valeurs, des croyances, des attitudes et des comportements qui forment un tout, qui s'autoalimentent, qui s'autovalident et qui font en sorte que les systèmes s'effacent, pour qu'on oublie qu'on en fait partie.

### SYSTÈMES D'OPPRESSION

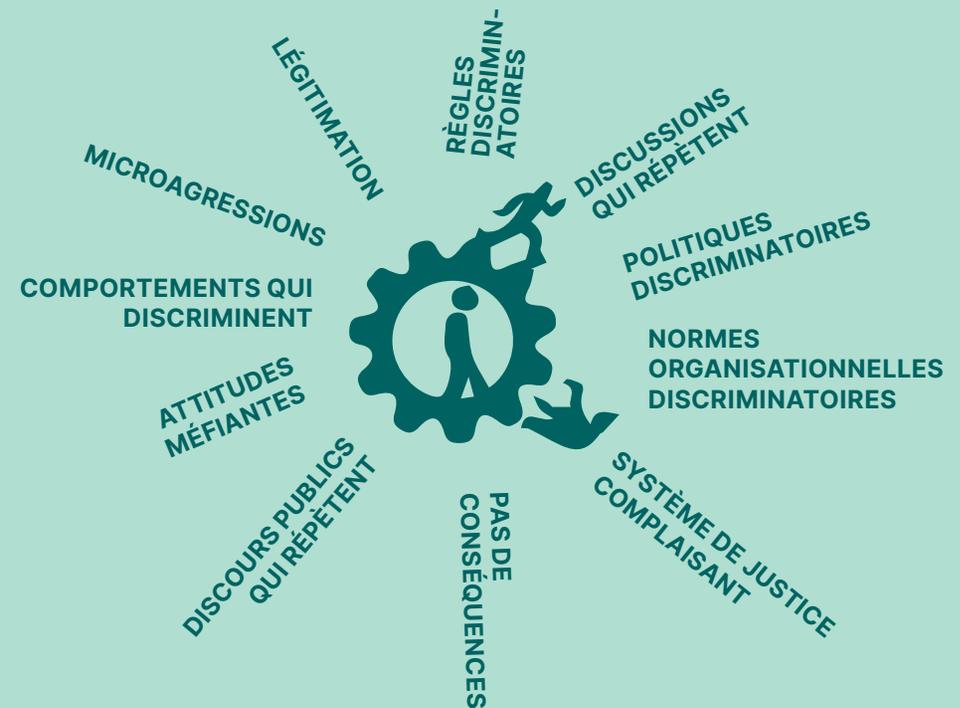
Les systèmes d'oppression existent en filigrane de tous ces systèmes organisés, de façon effacée. On oublie les systèmes dont on fait partie, et on pense à tort qu'on est autonome dans ses actions, que ses valeurs individuelles ne sont pas influencées par ces systèmes. Toutefois, qu'on en ait conscience ou non, on participe tou-te-s à des systèmes dans lesquels on apprend les normes, les valeurs, les comportements ou les attitudes à avoir... des systèmes qui privilégient certaines personnes et qui font violence aux autres. C'est ce qu'on entend ici par violences systémiques : des violences organisées en systèmes. Toutefois, si on parle de violence systémique, cela ne signifie pas que ces violences sont faites seulement par le système. Comme on l'a vu, les systèmes ont des politiques, mettent en place des règles en fonction de leurs normes, encouragent des comportements, des attitudes, etc. Lorsqu'on fait partie du système, on peut reproduire ses comportements et attitudes, appliquer ses règles et perpétuer ses violences. Les niveaux individuels et collectifs sont interconnectés et inséparables.

Ces violences systémiques peuvent avoir des répercussions ou des matérialisations visibles, mais elles reposent toutes sur des pratiques et des croyances qui, elles, sont ancrées dans une structure systémique. Donc, même si on voit seulement une partie de ces violences, on participe à toutes ces violences à certains niveaux et, surtout, elles sont toujours présentes, cachées, sous-jacentes, permanentes.

Les violences systémiques ont donc comme base une structure systémique, mais elles s'inscrivent aussi dans un continuum qui leur permet de perdurer. Par exemple, cette roue structurelle peut contenir un système de justice complaisant à l'égard des violences, qui cible certaines personnes et en pardonne d'autres. Certaines personnes ne vivent pas non plus de conséquences à l'échelle sociale ou organisationnelle, et cette absence de conséquences permet aux discours publics de reproduire ces violences qui, à leur tour, mènent à des attitudes méfiantes envers l'autre et donc à des comportements discriminatoires, puis à des microagressions. On se sent mal à l'aise de dénoncer ces agressions, ce qui peut mener à les légitimer dans certains

milieux. Ces comportements maintenant acceptés peuvent ensuite être inscrits dans des règles discriminatoires. Les discussions discriminatoires sont alors facilitées et mènent à des politiques discriminatoires, puis à des normes organisationnelles discriminatoires, qui justifient donc un système de justice complaisant à l'égard des violences produites par certaines personnes en

position de privilège. Toutefois, de manière simultanée, le système écrase et ostracise certaines personnes parce qu'elles ne répondent pas aux normes établies par ce même système. Donc, pendant que certaines personnes subissent des violences, d'autres personnes ne sont même pas conscientes que ces systèmes existent.



# CONFÉRENCE

## FEMMES & VIOLENCES SYSTÉMIQUES / SUITE

Il est normal de ne pas connaître ce qu'on ne vit pas ou qu'on ne voit pas. Une personne qui ne vit pas de violences sexistes peut entendre des cris ou voir des blessures, mais ne verra peut-être pas l'humiliation, la dévalorisation, le chantage émotionnel qui se cachent derrière. Par exemple, on peut percevoir un partenaire qui offre un bouquet de fleurs comme attentionné, mais sans savoir que ce même bouquet peut être une tentative de contrôle pour montrer à l'autre partenaire qu'on les surveille ou que l'on connaît son lieu de travail. Notre connaissance ou notre compréhension peut être limitée par notre position sociale. On ne peut pas saisir l'ampleur des violences dont on n'est pas victime. Par contre, ce n'est pas parce qu'on ne vit pas de violences ou qu'on ne les connaît pas, qu'on n'y participe pas.

Au contraire, chacun-e d'entre nous participe à des violences systémiques même si on ne le sait pas, et surtout lorsqu'on ne veut pas le savoir. En effet, en général, on pense être, ou on espère être, de bonnes personnes. Donc, apprendre qu'on participe à des violences que vivent d'autres personnes, apprendre qu'on bénéficie d'un système de violences qui marginalise d'autres personnes peut nous rendre inconfortables. Et peut mener à plusieurs réactions qui perpétuent ces mêmes violences : on se victimise, on rejette la faute sur la victime ou on doute d'elle, on se regroupe contre la personne

qui nous a fait sentir mal à l'aise, on tente de se légitimer, et bien d'autres. On choisit d'exclure, de rejeter, d'ostraciser des personnes pour avoir nommé ou dénoncé des violences qu'on ne peut plus prétendre ne pas connaître. S'il est normal de ne pas connaître ce qu'on ne vit pas, c'est tout de même notre responsabilité de perpétuer des violences plutôt que d'accepter qu'on participe à des violences. C'est un choix qui fait qu'on perpétue le système. Qu'on bénéficie du système qui nous permet de légitimer nos choix pour continuer à se sentir comme de bonnes personnes.



### VOICI MAINTENANT UN EXEMPLE DE CE SYSTÈME QUI SE REPRODUIT DANS NOS ORGANISATIONS FÉMINISTES.

Les résultats préliminaires d'une recherche du Centre des organismes communautaires, intitulée « Le "problème" des femmes racisées dans le milieu de travail »<sup>9</sup>, ont révélé une tendance dans l'expérience d'emploi des femmes racisées dans le milieu communautaire. D'abord, une femme racisée est embauchée au sein d'un organisme communautaire et se sent bien accueillie et à sa place. Par la suite, la femme racisée soulève certains problèmes et comportements discriminatoires : par exemple qu'on ne voit que des femmes blanches sur les affiches, qu'il n'y a aucune femme racisée siégeant au comité d'administration ou ayant un poste de direction, etc. En guise de réponse, l'organisme nie, ignore ou accuse la femme racisée, ou encore lui fait porter la responsabilité de régler les problèmes. Enfin, l'organisme reproche à la femme racisée de ne pas être qualifiée, de ne pas convenir à l'emploi ou de ne pas bien « s'intégrer » dans l'organisme.

La femme racisée se fait donc renvoyer ou démissionne, en portant les conséquences de ce système d'exclusion. Sur ce sujet, soulignons la conférence de Marlihan Lopez en compagnie de Jade Almeida sur les parcours des femmes noires dans les milieux féministes québécois lors de l'Université d'été de Trajetvi sur la violence conjugale et la violence faite aux femmes<sup>10</sup>.

L'exemple porte sur une femme racisée dans un milieu communautaire, mais cette réalité peut être transposée dans d'autres contextes, comme une femme embauchée dans un milieu majoritairement composé d'hommes, une personne en situation de handicap dans des milieux non accessibles, etc. Il s'agit de problèmes systémiques qui ont des conséquences réelles et qui permettent aux systèmes de se reproduire indéfiniment. En effet, en excluant les personnes qui ne correspondent pas aux normes dans notre système, on se retrouve dans une situation uniforme, où tout le monde est d'accord. Et là, ça va bien, ça avance vite, tout le monde est

content et confortable... parce qu'on partage les mêmes normes, les mêmes croyances et les mêmes attitudes.

Notre bon fonctionnement repose sur l'exclusion d'autres personnes et sur le fait que les personnes qui pourraient avoir des perspectives différentes sont maintenues au silence par la peur de représailles.

Première piste d'action : si tout le monde pense de la même façon dans votre organisation, c'est un signal d'alarme que tout le monde n'est pas présent, entendu ou pris en compte.

Donc, nous faisons tou-te-s partie de ces systèmes, même si ce n'est pas notre intention, même si nous ne sommes pas conscient-e-s que nous y participons, et ce, même si nous subissons nous aussi des violences systémiques. Parce que, même si on subit des violences systémiques, ça ne signifie pas qu'on a les mêmes impacts que d'autres personnes qui en vivent. En effet, les différents systèmes agissent en synergie : c'est ce qui fait que des systèmes d'oppression peuvent être croisés, que des personnes subissent les contrecoups de systèmes d'oppression qui interagissent ensemble et qui impactent différemment différentes personnes.

Ces différentes notions en amènent donc une nouvelle : celle de privilège. Lorsqu'un système en place nous est bénéfique, nous avantage, ou ne nous opprime pas, nous sommes privilégié-e-s. On peut être privilégié-e en ayant la peau blanche plutôt que noire, en étant propriétaire plutôt que dans un logement précaire, en étant riche plutôt que pauvre, en étant un homme plutôt qu'une femme, une femme cisgenre plutôt que trans, et ainsi de suite. Avoir des privilèges ne signifie pas que nous ne vivons pas de violences, cela signifie que certains systèmes nous protègent alors qu'ils affectent d'autres personnes.

<sup>9</sup> Centre des organismes communautaires. (2018, 8 mars). Le problème des femmes racisées dans le milieu de travail. COCo Highlights. <https://coco-net.org/le-probleme-des-femmes-racisees-dans-le-milieu-de-travail/>

<sup>10</sup> Lopez, M. (s. d.). Les parcours des femmes noires dans le milieu féministe institutionnel québécois. <https://www.marlihanlopez.com/post/les-parcours-des-femmes-noires-dans-le-milieu-f%C3%A9ministe-institutionnel-qu%C3%A9bécois>

#### Voici donc en rafale quelques exemples chiffrés de violences qui viennent de systèmes d'oppression croisés.

- Les femmes en situation de pauvreté ont plus de risque de développer des problèmes de santé ou de voir leurs problèmes de santé s'envenimer<sup>11</sup>.
- Les femmes autochtones ont un risque plus élevé d'être victimes de violence conjugale<sup>12</sup> et d'être assassinées ou de disparaître sans qu'il y ait autant de réactions ou d'empathie que si elles étaient allochtones.
- Le taux d'agressions sexuelles est quatre fois plus élevé chez les femmes en situation de handicap<sup>13</sup>.
- 73 % des femmes musulmanes, 46 % des femmes juives et 86 % des femmes sikhs se sentent moins en sécurité dans les espaces publics depuis la loi 21<sup>14</sup>.
- Les femmes sont particulièrement touchées par la pénurie de logements sociaux et communautaires, et davantage si elles sont aînées, immigrantes, en situation de handicap ou autochtones<sup>15</sup>.

#### IMPACTS

Comme on peut l'imaginer, ces violences systémiques ont des impacts à l'échelle personnelle, organisationnelle et sociétale, des effets qui se cumulent, se croisent et se multiplient. Chez les individus, cela peut prendre la forme de peur, d'isolement, de pauvreté ou de troubles de santé puisqu'ils ont moins accès aux ressources pour prendre soin de leur santé. Dans les organisations, il peut s'agir de harcèlement et de charge supplémentaire (dont raciale) pouvant mener à de l'épuisement professionnel ou à l'exclusion. Les répercussions dans la société, quant à elles, peuvent être le maintien des classes sociales, l'oppression des genres ou les difficultés accrues pour l'obtention du statut de citoyenneté.

Ce sont des impacts des violences auxquels on participe même si ce n'est pas notre intention, même si

on ne sait pas qu'on y participe et même si on subit des violences nous aussi. C'est notre responsabilité de comprendre les impacts de nos choix, de nos actions, les impacts à la fois sur les personnes qui nous entourent, sur les personnes qui ne nous entourent pas et sur les systèmes auxquels on participe, puisque nos choix et nos actions perpétuent des systèmes de violence.

Pour combattre, ou du moins atténuer, ces systèmes, il faut agir à différents niveaux. Du point de vue individuel, une première piste est d'essayer de voir plus loin que son intention afin de déceler, de mettre en lumière et

de dénoncer le système sous-jacent, et ce, même si cette situation peut être inconfortable. Une autre avenue à explorer est de s'informer, d'écouter, d'apprendre, surtout sans se fâcher, même si on peut se sentir déstabilisé-e ou inconfortable. Rappelons-nous : les personnes marginalisées n'ont pas la responsabilité de sensibiliser l'ensemble de la population, de nous apprendre ce qu'on ne sait pas, ni de nous parler des violences qu'elles vivent de la manière qui nous convient (ou qui nous conforte). Finalement, il faut croire les personnes qui parlent de violences, collaborer avec elles et les soutenir, de la manière qu'elles demandent et sans s'en faire une médaille, et prendre des risques. En effet, comme personne qui bénéficie du système, il faut prendre des risques pour dénoncer ces violences, risquer de déranger le système avec les impacts que ça signifie pour notre position, puisque notre position nous permet d'avoir moins de conséquences qu'une personne qui est déjà en position précaire dans ce système.

À l'échelle des organisations, on doit parler des violences, se former et apprendre sur celles-ci afin d'évoluer et d'agir. Il ne s'agit pas juste de se former pour pouvoir cocher qu'on a suivi la formation : on doit se tenir responsables et redevables

que ces apprentissages mènent à des changements concrets. Par exemple, prendre conscience de qui parle, qui embauche, qui décide, qui gravit les échelons au sein de l'organisation, mais aussi, de qui la quitte, sans fermer les yeux et sans se dire que c'est circonstanciel ou trouver des raisons pour légitimer la situation. Enfin, il faut changer les politiques, les habitudes, les règles, les processus et tout autre aspect de la structure aussi souvent que nécessaire pour que le système change.

Au dernier palier, celui de la société, on doit dénoncer les discours et les politiques discriminatoires de manière vocale, démontrer qu'on est en désaccord et que c'est possible de l'être. Par exemple, montrer que le Québec ou les milieux féministes ne parlent pas d'une « même voix » sur certains sujets (par exemple le port du voile). On doit également être solidaires avec les personnes qui ne vivent pas les mêmes réalités que nous. Somme toute, ce qu'on doit faire, c'est agir concrètement, remettre en question et réfléchir. Ne pas agir, c'est accepter le statu quo, c'est accepter qu'on participe à des violences. Nous faisons tou-te-s partie d'un engrenage. Et vous, comment allez-vous agir?

<sup>11</sup> Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, savoirs et société et Regroupement des groupes de femmes de la région de Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix). (2017). *Se mobiliser pour la santé des femmes dans la région de la Capitale-Nationale!* Université Laval, Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, savoirs et sociétés, 54 pages. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4036135>

<sup>12</sup> INSPQ. (2022). *Contexte de vulnérabilité : femmes autochtones*. <https://www.inspq.qc.ca/>

<sup>13</sup> Goudreault, Z. (2022). *Les avancées à « géométrie variable » du mouvement #MoiAussi*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/societe/764447/les-avancees-a-geometrie-variable-du-mouvement-moiaussi>

<sup>14</sup> Taylor, M. (2022). *La loi 21 : discours, perceptions & impacts*. Association d'études canadiennes. [https://acs-metropolis.ca/wp-content/uploads/2022/08/Rapport\\_Sondage-Loi-21\\_AEC\\_Leger-12.pdf](https://acs-metropolis.ca/wp-content/uploads/2022/08/Rapport_Sondage-Loi-21_AEC_Leger-12.pdf)

<sup>15</sup> RQOF. (s.d.) *Dossier : femmes et logement communautaire*. <https://rqof.com/dossiers/femmes-et-logement-communautaire/>

# Panel

## Santé des femmes

COMPRENDRE ET PRÉVENIR LES INÉGALITÉS



## Comité-conseil en santé des femmes

LÉA BLOUIN-RODRIGUE

Agente de développement en santé des femmes à la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine



PANEL  
SANTÉ DES FEMMES /  
SUITE

**L**e Comité-conseil en santé des femmes a pour but de conseiller et de sensibiliser le réseau de la santé et des services sociaux sur les obstacles et les enjeux spécifiques aux femmes en matière de santé dans une perspective intersectionnelle, c'est-à-dire qui tient compte des multiples oppressions que peuvent vivre les femmes de la région. Il a été reconnu comme Comité-conseil du conseil d'administration du CISSS de la Gaspésie à l'hiver 2020, est soutenu par la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine et est accompagné par la Direction de la santé publique.

Le comité santé des femmes rassemble des organisations et des individus qui représentent différent·e·s communautés et secteurs d'activités lié·e·s aux enjeux en santé des femmes. Il cherche à obtenir un tour d'horizon de ce qu'est la santé et à comprendre les différentes facettes de la santé des femmes et de leur bien-être. Ainsi siègent au comité une représentante de la communauté autochtone, une représentante de la communauté anglophone et une personne issue du domaine de la santé mentale, notamment.

Le comité a été mis sur pied pour la première fois en 1998, puis dissous en 2014 lorsque les agences en santé ont été abolies. Il a été par la suite remis sur pied en 2017, la poursuite de la collaboration et de la concertation des intervenantes du comité ayant facilité la procédure.

Au cours des dernières années, l'équipe du comité a travaillé sur un état de la situation régionale concernant l'implantation du service sage-femme par territoire dans le but de faire un suivi de l'avancement des travaux, puis de formuler des recommandations auprès du CISSS. Les recommandations émises portaient entre autres sur l'interprofessionnalité afin d'avoir une meilleure collaboration entre les sages-femmes et le personnel du milieu médical, un choix élargi de lieux d'accouchement afin de permettre aux femmes d'accoucher à la maison ou dans un lieu tiers extérieur aux centres hospitaliers, la possibilité pour les femmes qui accouchent en milieu hospitalier avec une sage-femme de prolonger leur séjour après la naissance de l'enfant pour faciliter la période post-partum, l'amélioration de la rapidité du recrutement par le service des ressources humaines et la consolidation du service, la collaboration et les partenariats avec le milieu communautaire et l'intégration du service de sage-femme au sein du CISSS.

Autre grand chantier, le comité a mis sur pied un curriculum de formations à l'intention du personnel du CISSS de la Gaspésie. Cette formule a été créée afin d'outiller et de former les travailleur·euse·s ainsi que les professionnel·le·s du réseau de la santé et des services sociaux sur des enjeux féministes dans le but de soutenir le personnel du CISSS dans son accueil des femmes du territoire. Le comité a donc recensé les offres de formation qu'il

jugeait pertinentes et appropriées concernant de nombreux enjeux : les actions auprès de la communauté LGBTQ+, la détection des violences, les rôles et le mandat des organismes communautaires, la grossophobie, les violences obstétricales et gynécologiques, et l'allaitement. Le curriculum a ensuite été envoyé au CISSS et à son personnel, et certaines personnes suivent maintenant ces formations.

**Au début d'octobre 2022, le comité a aussi lancé une campagne régionale de sensibilisation sur les interruptions de grossesse, « Ma grossesse. À moi de choisir! En Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ». Ce projet est né d'un constat que, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, il y avait un grand manque d'informations centralisées au sujet de l'avortement et qu'il était difficile, voire impossible, de trouver des renseignements pertinents. Nous avons donc créé un site ([amoidechoisir.ca](http://amoidechoisir.ca)), élément central de notre campagne, qui regroupe toutes les méthodes, options et ressources accessibles aux personnes de ces deux régions.**

Le site de la campagne comporte cinq sections. La première section accueille les visiteur·euse·s sans tenir pour acquis que leur choix est fait relativement à leur grossesse et comprend des exercices d'aide à la prise de décision. La deuxième section porte le nom de « Mon choix et mes options » et présente les deux méthodes d'avortement accessibles en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. On y retrouve également des informations détaillées sur le processus d'interruption de grossesse, notamment sur le déroulement des rendez-vous et les personnes-ressources qui peuvent fournir plus de renseignements. Le but était de rendre le processus

le plus facilitant possible pour les personnes qui décident d'interrompre leur grossesse. La troisième section expose les vérités sur l'avortement afin de déconstruire les mythes encore véhiculés autour de l'interruption de grossesse. La quatrième section porte sur l'après, sur les diverses émotions positives et négatives qui peuvent être vécues et le sentiment de deuil éventuel. Cette section comporte aussi des exercices pour aider à traverser cette période potentiellement difficile et présente des témoignages de personnes ayant eu recours à un avortement. Ce sujet étant toujours tabou dans notre société, l'intégration de ces témoignages sur le site

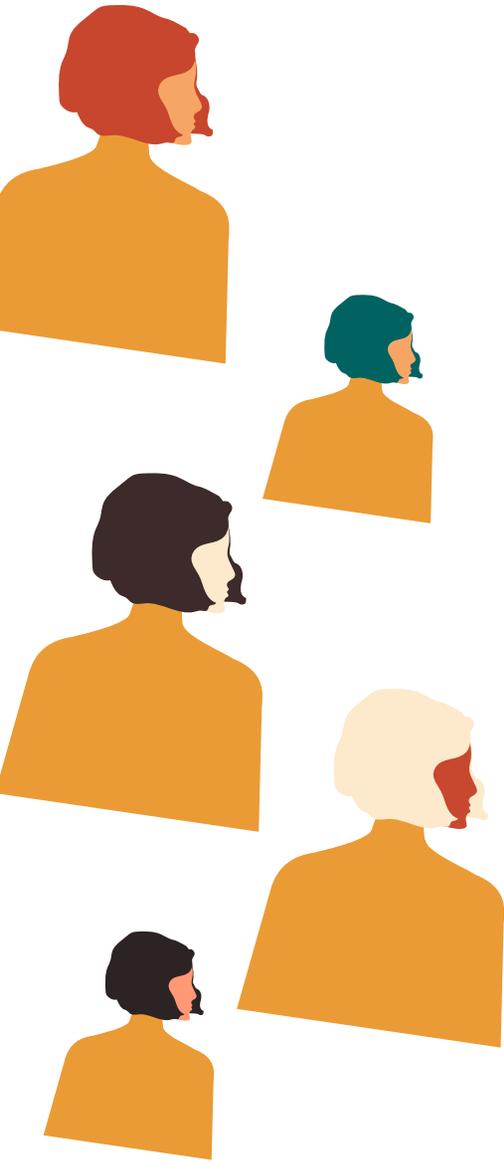
avait pour but de décloisonner le discours, d'exposer les différentes expériences passées et de faire en sorte que les personnes se sentent moins seules avec leur vécu.

Enfin, la dernière section présente l'aide et les ressources offertes au Québec, qui sont neutres et objectives. On y retrouve trois lignes d'écoute, des ressources régionales ainsi qu'un formulaire de remboursement pour les frais de déplacement, étant donné qu'en région, on sait que les distances à parcourir sont souvent grandes.

Le site a ensuite été lancé sur trois réseaux sociaux, soit Facebook, Instagram et TikTok, et une personne a même accepté d'être le visage de la campagne sur cette dernière plateforme. Nous tirons beaucoup de fierté à être sur TikTok, puisqu'il s'agit d'un nouveau média qui s'apparente de plus en plus à un moteur de recherche et qui rejoint une population jeune. Il était donc important pour nous de fournir des renseignements fiables, pertinents et intéressants pour ce public cible.

Une autre grande réalisation du Comité-conseil a été la création de son nouveau logo, et son site Web est aussi en cours de construction. On y retrouvera notamment une présentation du Comité-conseil, ses publications et ses campagnes.

Le comité a par ailleurs de nombreux autres projets à venir. Au cours des dernières années, en collaboration avec le CIRADD, il a travaillé à cerner les domaines pour lesquels il y avait un manque de données régionalisées, et trois enjeux ont été soulevés. Celui sur lequel le comité et le CIRADD travailleront pour 2022-2023 est la proche aidance en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Le projet de collecte aura pour objectif de documenter les réalités et les besoins des proches aidantes dans ces régions. À la lumière des données recueillies, le comité sera outillé pour émettre des recommandations au CISSS de la Gaspésie.



Les deux autres objectifs qui suivront par la suite seront de documenter les besoins des femmes de ces régions en matière de soins et de services en santé mentale, et de collecter des données sur le racisme systémique vécu par les femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Un projet de sensibilisation sur la charge mentale est aussi en cours d'élaboration. Dans le but de sensibiliser le personnel du CISSS et la population en général aux différentes facettes de la charge mentale que les femmes portent, l'équipe du comité créera des capsules sur la charge mentale dans une perspective intersectionnelle. Par exemple, une capsule sur la charge raciale, la charge mentale des mères, des proches aidantes, etc. La diffusion sera étalée dans le temps.

Le comité met actuellement sur pied une initiative visant à cartographier les ressources en périnatalité afin de permettre de colliger les services disponibles et de déterminer les ressources qui pourraient être manquantes sur le

territoire. En fait, tous les projets du comité visent à améliorer l'offre et la prestation de services. Donc, une fois ce travail de terrain effectué, l'idée est de cerner les lacunes et trouver où des améliorations sont possibles. De plus, en collaborant avec le CISSS, le champ d'action du Comité-conseil est décuplé.

Finalement, le dernier projet à venir du Comité-conseil porte sur la littératie chez les femmes et la vulgarisation en santé. Ce sujet est d'une grande importance, puisque le monde médical est hermétique, difficile à comprendre, et qu'il n'est pas donné à tou-te-s de maîtriser le jargon. Les objectifs principaux sont d'informer la population en général des droits en santé et des trois lois liées à la santé mentale, de s'assurer que l'information est accessible dans les deux langues officielles, d'améliorer la vulgarisation en santé ainsi que de rendre le langage plus accessible pour les personnes ayant un niveau de littératie moins élevé. Pour atteindre ces objectifs, le comité publiera des fiches informatives sur les droits en santé et les lois liées à la santé mentale et concevra une boîte à outils pour aider à diversifier la transmission de l'information et à adopter un langage simplifié en santé.

# Les déterminants sociaux de la santé et l'importance de la lutte contre la pauvreté pour l'amélioration de la santé des femmes

GENEVIÈVE MCCREADY

Infirmière et professeure au Département des sciences de la santé de l'Université du Québec à Rimouski

**E**n 2012, le ministère de la Santé et des Services sociaux a publié un cadre conceptuel de la santé et de ses déterminants, qui est le fruit du travail de différent·e·s acteur·rice·s en santé publique. Ce cadre est essentiellement descriptif; il présente les quatre aspects de l'état de santé de la population ainsi que les déterminants qui peuvent l'influencer, soit les caractéristiques individuelles, les milieux de vie et les systèmes et le contexte global. Ce cadre guide les intervenant·e·s vers une meilleure compréhension des facteurs individuels et environnementaux qui expliquent les comportements des gens et facilitent le repérage des problématiques à régler. À l'observation de ce schéma, il y a lieu de se demander : « Comment les inégalités se traduisent-elles en résultats de santé différenciés? »

Dans une vidéo intitulée « Inégaux : inégalités sociales de santé » publiée par la Direction de la santé publique de Montréal<sup>16</sup>, l'organisme met en lumière les effets des inégalités sociales sur la santé des Montréalais·e·s. Les données présentées sont frappantes. Par exemple, les « infortuné·e·s » se partagent 6 % des revenus de la population, alors que les « nanti·e·s » se partagent 39 % des revenus. Autres statistiques :

sur 5000 bébés nés en milieu défavorisé, 70 mourront avant l'âge d'un an, alors que chez les « nanti·e·s », ce chiffre chute à 19. En bref, à la fin de leur vie, les « infortuné·e·s » auront connu plus de décès prématurés, passé plus de temps à l'hôpital, été en moins bonne santé physique, eu une santé mentale plus fragile, fait face à plus d'insécurité alimentaire, eu un niveau d'étude plus bas et vécu plus d'incapacité. Ainsi, les

conditions socioéconomiques dans lesquelles nous naissons influencent grandement notre qualité de vie, notre bien-être et notre santé.

Tournons notre regard vers la Gaspésie et survolons quelques données tirées du rapport de la Direction régionale de la santé publique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine publié en 2018<sup>17</sup>. Dans ce rapport, on apprend

« nanti·e·s » se partagent

**39 %**

des revenus de la population

« infortuné·e·s » se partagent

**6 %**

des revenus de la population

que le taux de faible revenu était peu différencié selon le genre. Toutefois, dans la tranche des 18 à 24 ans, les femmes cheffes de famille monoparentales et les femmes vivant seules étaient plus à risque. En effet, lorsqu'elles sont la source de revenus principale, ces femmes sont deux fois plus nombreuses à se trouver dans une situation de faible revenu que leurs homologues masculins, soit 20 % contre 11 %.

<sup>16</sup> RQOF. (s.d.) Dossier : femmes et logement communautaire. <https://rqoh.com/dossiers/femmes-et-logement-communautaire/>

<sup>17</sup> Dubé, N. (2018). Les inégalités sociales de santé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

**Toujours dans ce rapport, on constate que les femmes vivant dans un ménage à faible revenu étaient considérablement moins susceptibles de passer un test de dépistage du cancer du col de l'utérus que les femmes vivant dans les autres ménages (63,7 % et 74,6 % respectivement)<sup>18</sup>. Cet écart entre ces deux groupes nous laisse supposer une certaine barrière à l'accès aux soins de santé, le dépistage du cancer du col de l'utérus étant perçu comme un indicateur fiable de l'accès aux soins préventifs.**

Il est intéressant de se pencher sur d'autres considérations relatives à la situation sociale et économique des femmes en lien avec les multiples interfaces qu'elles ont avec le système de santé, notamment parce qu'elles recourent davantage à des services, qu'ils soient de nature préventive ou liés à leur santé reproductive, qu'elles sont

plus susceptibles d'y travailler et qu'elles sont aussi plus susceptibles de prendre soin d'autrui sans être rémunérées. Ces réalités nous amènent à réfléchir à la valeur que l'on accorde collectivement à ce que les femmes produisent pour la société, comme le care, ou le fait de prendre soin d'autrui et de notre environnement afin de soutenir la vie. Historiquement, le rôle des femmes a toujours été crucial pour la survie des populations en raison du care qu'elles produisent.

Durant la pandémie, une étude a été menée pour mesurer les effets directs et indirects de la COVID-19, ces effets étant entre autres causés par les mesures de confinement et les mesures sanitaires nécessaires pour ralentir la transmission de la maladie. Parmi ces effets, on peut nommer le stress, l'ennui, la perte d'emploi, la perte de revenu, une difficulté à répondre aux besoins

de base, des coûts additionnels liés au confinement à domicile, une surexposition à la violence domestique, un isolement social et des comportements de santé néfastes<sup>19</sup>. Ce qui est rapporté dans cette étude, c'est que les effets indirects de la pandémie perdurent pendant plusieurs années, voire des décennies.

Suite à une recension d'écrits, l'Alliance Revenu de Base Régions Est a découvert un modèle de revenu de base provenant du Royaume-Uni qui met de l'avant l'idée selon laquelle un revenu minimum réduirait les inégalités sociales et permettrait une certaine prévisibilité. Puisque les personnes ont une entrée d'argent régulière et récurrente et n'ont plus à se soucier de ce stress financier, elles commencent à modifier leurs comportements et adoptent des habitudes de santé plus saines. Elles peuvent investir dans une meilleure alimentation, accéder

à plus d'opportunités pour faire de l'activité physique, participer à des activités sociales et culturelles et déboursier un montant pour obtenir des services de santé non publics (p. ex. : dentiste, physiothérapie). Ce modèle nous montre donc comment un revenu de base peut aider à produire de la santé.

Par ailleurs, à long terme, ce modèle de revenu de base s'autofinance. D'une part, il y a une réduction des dépenses publiques liées aux hospitalisations et aux services de santé publique puisque les gens sont en meilleure santé. D'autre part, il y a une augmentation de l'entrée d'argent puisque plus une population est en santé, plus elle travaille et obtient des emplois avec des salaires élevés, améliorations qui se traduisent par des taxes plus importantes pour le gouvernement.

<sup>18</sup> Dubé, N. (2018). op. cit.

<sup>19</sup> Douglas, M., Katikireddi, S. V., Taulbut, M., McKee, M., & McCartney, G. (2020). Mitigating the wider health effects of covid-19 pandemic response. <https://doi.org/10.1136/bmj.m1557>

On note aussi une augmentation de l'entrepreneuriat et de la production au travail du fait qu'il y a moins de congés de maladie.

Les bénéficiaires d'un revenu de base seraient décuplés pendant une situation pandémique. En effet, la pandémie a exacerbé les iniquités sociales de santé<sup>20</sup>, alors la création d'un revenu de base permettrait d'atténuer ces écarts. Un tel revenu aiderait aussi à réduire les effets directs et indirects liés à la COVID-19 et augmenterait la capacité de résilience de la société en permettant à la fois de se prémunir contre la maladie et d'atténuer les conséquences néfastes des mesures de confinement.

Finalement, les coûts de l'inaction, notamment en perte de participation sociale, pourraient être supérieurs à l'instauration d'un tel revenu<sup>21</sup>.

Une autre façon de diminuer les iniquités sociales que vivent les femmes serait notamment de leur offrir de meilleures conditions. Dans cette optique, un nouveau projet en cours d'élaboration, « Prendre soin des soignantes : Laboratoire d'expérimentations politiques pour améliorer les conditions des travailleuses du care » (LE-PACT), a pour objectif de rapprocher les productrices du care des personnes qui prennent les décisions sur les manières de dispenser le care à l'aide d'actions politiques ascendantes afin de

transformer les structures et politiques gouvernant l'organisation du care. Ces actions seraient menées sous forme de recherche-action participative auprès de quatre types d'acteur·rice·s, soit des citoyen·ne·s et usager·ère·s, des travailleuses du care, des gestionnaires des réseaux de la santé et des décideur·euse·s politiques. Concrètement, ces quatre groupes seraient préparés séparément puis participeraient à un scénario de théâtre législatif utilisant le slam, où les différentes parties se rencontreraient en vue d'une transformation structurelle.

En conclusion, les femmes ont toujours été majoritaires dans le domaine de la prestation de soins, mais leur apport à

la société n'a souvent pas été reconnu à sa juste valeur. Malgré le contexte pandémique où le soin est devenu prioritaire et omniprésent dans l'espace médiatique, la reconnaissance du care se fait encore attendre. Deux solutions principales s'offrent à nous pour reconnaître le travail féminin : la création d'un dispositif de rapprochement entre les décideur·euse·s politiques et les travailleuses du care, et l'instauration d'un revenu de base, lequel bénéficierait à la santé de la population et permettrait de reconnaître l'implication de citoyen·ne·s dans le travail de care.

<sup>20</sup> Douglas, M., Katikireddi, S. V., Taulbut, M., McKee, M., & McCartney, G. (2020)., op. cit.  
<sup>21</sup> Haagh, L. & Rohregger, B. (2019). Universal basic income policies and their potential for addressing health inequities: transformative approaches to a healthy, prosperous life for all. World Health Organization. Regional Office for Europe. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/346040>

## Changeons de lunettes : pour une santé qui nous ressemble

LYDYA ASSAYAG  
Directrice du Réseau québécois d'action  
pour la santé des femmes



**L'**approche globale et féministe de la santé est un sujet très vaste. Avant de s'y plonger, il est important d'entrée de jeu de discuter des menstruations et de l'équité menstruelle ainsi que du modèle biomédical et de la médicalisation, pour enfin pouvoir parler de l'approche globale elle-même. Il est à noter que bien qu'on oppose souvent le modèle biomédical à l'approche globale et féministe, ces deux systèmes sont complémentaires. À noter également : les critiques à l'égard du modèle biomédical ne sont en aucun cas dirigées envers le personnel qui travaille avec ladite approche.

Pour commencer, faisons un survol des avantages du système biomédical. Ce modèle fonctionne à l'intérieur d'un système public, qui a été un facteur majeur de l'émancipation des femmes, et est financé par nos impôts; il y a donc une répartition plus ou moins équitable des coûts. Le système biomédical est aussi efficace pour traiter les accidents et les crises aiguës et permet d'offrir des chirurgies de pointe tout comme un accès à de nombreux-ses spécialistes. Dans ce système, il est relativement facile de se procurer des médicaments, et les services sont généralement de qualité lorsqu'ils sont accessibles.

Pour beaucoup de personnes ayant un utérus, la première entrée dans le monde biomédical est l'arrivée des menstruations. En général, dans la société, les règles sont synonymes de douleur, de sang, de cycle, de vagin, de l'absence de fécondation, de ce qui est normal et anormal, de système reproducteur, de maladies, comme l'endométriose... La société dans laquelle nous vivons a une vision des menstruations très biologisante, associée aux femmes, car elles sont perçues comme le symbole de la féminité. Par ailleurs, une grande majorité des femmes renoncent totalement ou en partie à leur vie sexuelle pendant leurs

règles, celles-ci étant considérées comme impures.

Pour diaboliser encore plus les menstruations, le trouble dysphorique prémenstruel est considéré comme un trouble dépressif dans le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DMS-5), la bible des psychologues et des psychiatres. Parmi les symptômes de ce trouble, on retrouve l'irritabilité, la colère, une interférence avec notre travail ou notre activité scolaire et l'anxiété, « symptômes » que présentent beaucoup de femmes pendant leurs règles.

Si on analyse ce discours, on peut y voir plusieurs failles. D'abord, on voit qu'il est très autoritaire, véhiculé par des expert·e·s, incontestable. Il est aussi spécifique, au sens où il ne considère pas la personne dans son ensemble, mais plutôt l'organe en question seulement. Ce discours est également mécaniste, rigide; on parle d'organe, de symptômes, de traitement, sans jamais aborder l'identité, le vécu ou la situation de vie de la personne. On coupe donc l'individu de son contexte et, par le fait même, on fait fi des inégalités en agissant comme si elles n'existaient pas.

Autre critique : l'approche biomédicale est exclusivement curative. La dernière donnée obtenue indiquait que moins de 2 % du budget de la province était attribué à la prévention et rien n'indique que cette proportion ait changé. Bref, le modèle biomédical s'occupe de la maladie et non pas de la santé. L'approche biomédicale véhicule donc l'idée que le système de santé est à la base de la santé elle-même alors qu'il ne représente qu'entre 15 % et 35 % de ce qui joue véritablement sur la santé.

Dans le même ordre d'idées, le modèle biomédical est uniformisant, puisqu'il ne prend pas en compte les multiples vécus des individus et nie donc tout ce qui a trait aux différences et à l'intersectionnalité. On peut aussi le qualifier d'interventionniste : l'expert·e en santé sait mieux que ses patient·e·s et que leur corps ce dont il·elle·s ont besoin. On met de côté le phénomène d'homéostasie et on opte pour la prise en charge du corps, de ses mécanismes et des cycles normaux de la vie. On n'accepte pas les limites du corps et de l'esprit, on n'accepte pas la douleur, le deuil, la perte. On cherche à tout perfectionner, à tout améliorer, au prix d'interventions qui créent parfois plus de problèmes que ceux qu'on veut régler.

Enfin, ce système est extrêmement coûteux, que ce soit en matériel, en médicaments ou en tests, ce qui soulève des questions éthiques importantes. Par exemple, on

peut choisir d'acheter un outil de diagnostic ultrasophistiqué qu'on utilise quelques fois par année alors qu'avec cet argent, on pourrait offrir des services de base auxquels une partie de la population n'a pas accès.

L'approche biomédicale fait donc l'objet de nombreuses critiques, lesquelles peuvent s'appliquer à l'ensemble de la population. Toutefois, une autre sphère de ce système touche particulièrement les femmes : la médicalisation, ou l'approche par laquelle on médicalise des phénomènes normaux de la vie des femmes. Contrairement à ceux des hommes, tous les éléments du parcours de vie des femmes font l'objet d'une visite médicale, qu'on parle de puberté, de contraception, de fécondité, de périnatalité, de maternité ou de ménopause. Dans l'approche biomédicale, ces cycles féminins doivent être contrôlés, suivis, voire supprimés.

À la lumière de ces critiques, il n'est pas surprenant que le modèle biomédical ait de nombreuses répercussions, qu'on parle des obstacles à l'accessibilité, de la perpétuation des inégalités sociales, du caractère iatrogène de la médecine, de son utilisation d'une science dépassée ou encore de la négation des savoirs féminins. Mais que faire pour réparer le système? D'abord, est-ce ce système que l'on veut réparer? Ou souhaitons-nous faire autrement?

Comme l'a dit Einstein, on ne

peut résoudre un problème en utilisant le même mode de pensée que celui qui l'a créé. Les savoirs médicaux des femmes ont longtemps été ignorés, mais ils peuvent peut-être nous offrir une piste de solution. En fait, les savoirs médicaux des femmes sont avant tout humanistes, holistiques et préventifs, trois caractéristiques qui s'insèrent, sans surprise, dans l'approche globale et féministe de la santé, composée de huit axes. Survolons chacun de ces axes en observant le phénomène des menstruations.

Le premier axe est la conception que l'être humain est un tout. Dans cette optique, les règles sont une preuve de la sagesse du corps. Elles prennent aussi la forme d'un rituel de passage, d'une symbolique, et nous rappellent que nous sommes cycliques, au même titre que la lune, les saisons, la vie. Les menstruations peuvent aussi servir d'outil de gestion du temps; elles reviennent chaque mois et nous permettent de reconnaître les quatre phases des règles. Il s'agit donc d'un outil de connexion à soi.

L'approche globale adopte une vision intersectionnelle des menstruations et prend donc en compte la précarité menstruelle, la charge mentale et les dictats de l'image personnelle et des performances. Les différents vécus des femmes prennent aussi une place prédominante dans ce système, vécus que le système actuel ignore complètement.

Un autre axe essentiel de l'approche globale et féministe : l'influence des déterminants sociaux. Ceux-ci comprennent notamment les facteurs environnementaux, les perturbateurs endocriniens, le rapport négatif au corps, les pressions relatives à l'image corporelle, et bien d'autres. Tous ces éléments sont pris en compte afin d'acquérir une vision holistique des menstruations.

On ne peut parler de vision globale sans parler de prévention et de promotion de la santé. Aspects méconnus des règles, celles-ci protègent la santé cardiovasculaire, les os et le système nerveux, et diminuent les risques de cancer. Plus encore, la façon dont les personnes vivent leurs menstruations influence la ménopause; il est donc préférable

de se pencher sur ce dossier dès maintenant!

Un autre axe de l'approche globale est l'autosanté. Cette notion différencie « santé » et « soin » et offre d'autres options de prise en charge que les pilules et les médicaments, que ce soit des plantes médicinales ou d'autres méthodes douces.

Cette approche humaniste met aussi de l'avant le principe d'autonomie et de consentement éclairé. Ce qu'on entend ici, c'est que les individus reçoivent ou recherchent toutes les informations nécessaires à la prise de décision. Pour y arriver, les patient-e-s doivent parfois jouer le rôle de détective...

Même si on reçoit toutes les informations dont on a besoin,

il faut toutefois aiguïser son sens critique, que ce soit par rapport à la culture dominante, à la médicalisation des étapes de vie féminines ou à la négation des savoirs des femmes. L'approche globale insiste sur le fait de se questionner sur la source des informations reçues, surtout considérant que 70 % des études cliniques sont produites par les industries médicales et pharmaceutiques.

Finalement, le dernier axe porte sur l'ouverture à d'autres approches médicales, comme les médecines millénaires. Il existe une grande variété d'outils et de façons de faire, et les individus sont libres de choisir ce qui leur convient le mieux.

En conclusion, l'approche globale et féministe en santé offre une vision holistique du corps et redonne aux individus le pouvoir de gérer le leur. L'approche biomédicale, bien qu'elle présente certains avantages, pourrait sans doute bénéficier de l'apport d'une approche humaniste et préventive, qui respecte, met en lumière et célèbre les savoirs médicaux des femmes, et ce, au bénéfice de l'ensemble de la société.

# Conférence

## Persévérer dans l'égalité

CATHERINE CYR WRIGHT

Agente de développement à la Table de concertation  
des groupes de femmes de la Gaspésie et des  
Îles-de-la-Madeleine





ette présentation porte sur les pratiques égalitaires en éducation qui évitent de renforcer les stéréotypes de genre chez les jeunes de la petite enfance, du primaire et du secondaire.

**La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine travaille depuis plus de quatre ans sur un projet portant sur les pratiques égalitaires en éducation. Faisons un tour d'horizon du projet et du contenu qui sera présenté aux acteur-ric-e-s du milieu de l'éducation.**

Le projet « Des pistes pour persévérer dans l'égalité » en est un de persévérance scolaire qui vise à déconstruire les stéréotypes de genre, de la petite enfance jusqu'au collégial. Puisqu'une autre conférence tenue dans le cadre du Forum porte sur la place des femmes dans les milieux traditionnels masculins au niveau collégial, nous nous arrêterons au secondaire pour cet exposé. Le projet a été financé par le Secrétariat à la condition féminine pendant trois ans, soit de 2018 à 2021. Par la suite, la Table de concertation a obtenu un financement de la Fondation Solstice qui lui permettra de poursuivre le projet jusqu'en mars 2023 auprès des communautés anglophones et autochtones de notre territoire.

Le projet couvre d'ailleurs le territoire de Gespe'gewa'gi, donc toutes les MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, et a réussi à rejoindre des communautés anglophones, francophones et mi'gmaq dans chacune d'elles.

Pour comprendre l'importance d'un projet portant sur les pratiques

égalitaires en éducation, il est nécessaire de fournir une mise en contexte. En fait, le projet est né de trois constats : certaines idées reçues sur le décrochage scolaire persistent dans l'espace public, les plans d'engagement de la réussite comportent des cibles genrées et, bien que le décrochage soit plus fréquent chez les garçons, les conséquences sont plus lourdes pour les filles.

En effet, les conséquences économiques du décrochage marquent davantage les trajectoires de vie des femmes, lesquelles connaîtront plus fortement la précarité et la pauvreté. Par ailleurs, les hommes seraient aussi plus susceptibles que les femmes de reprendre leurs études après un décrochage, les femmes ayant souvent des responsabilités familiales ou un emploi moins bien rémunéré qui ne leur permet pas de retourner aux études et de travailler à temps partiel tout en subvenant à leurs besoins.

De tous ces constats est né un projet en collaboration avec Réseau Réussite Montréal, Complice - Persévérance scolaire Gaspésie-

Les Îles et la Table de concertation pour créer un guide intitulé « Persévérer dans l'égalité », diffusé dans différents milieux éducatifs afin de déconstruire les mythes qui perdurent, comme celui que l'école n'est pas adaptée aux garçons, que c'est normal que les garçons décrochent au primaire puisque le corps enseignant est composé seulement de femmes, ou encore qu'il devrait y avoir une pédagogie propre aux garçons et une autre propre aux filles.

C'est après la publication de ce guide qu'a commencé le projet « Des pistes pour persévérer dans l'égalité », puisqu'au-delà de la prise de conscience des mythes et stéréotypes genrés, les actions concrètes à poser n'étaient pas encore définies. La Table a donc élaboré des formations et effectué des visites dans les maisons de la famille, les centres de la petite enfance, avec les responsables en milieu familial ainsi que dans les écoles primaires et secondaires. Lors de ces rencontres, le premier thème exploré portait sur les stéréotypes de genre et la persévérance scolaire, le lien entre les deux notions n'étant pas nécessairement évident. D'abord, les stéréotypes de genre sont des clichés qui assignent des caractéristiques distinctes aux femmes et aux hommes, aux filles et aux garçons, de sorte à

les séparer dans deux univers distincts. Ces stéréotypes ne sont pas innés, mais plutôt inculqués par la société; les filles ne naissent pas avec une propension à aimer le rose et les garçons le bleu.

Pourtant, ces stéréotypes ont des répercussions réelles sur le développement de l'enfant. Par exemple, de 0 à 5 ans, les garçons développent davantage leur motricité globale et les filles leur motricité fine. Autre exemple, à leur entrée à la maternelle, les filles sont moins vulnérables sur les plans du langage et de la maturité affective que les garçons<sup>22</sup>. Dernier exemple, dès la petite enfance, les enfants savent reconnaître les jouets « de filles » et « de garçons », distinction apprise de leur entourage et dans leur environnement. Ces différences genrées entraîneront des répercussions à long terme sur les aptitudes, que ce soit d'avoir une belle écriture (motricité fine) ou de bonnes performances sportives (motricité globale).

Justement, si on avance un peu dans le temps et qu'on observe les comportements des enfants au primaire, on constate que les garçons croient devoir devenir sportifs, indisciplinés, indifférents aux résultats scolaires et capables de se défendre<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> Direction de la santé publique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2017

<sup>23</sup> Gagnon, C. (1999). Pour réussir dès le primaire : filles et garçons face à l'école, Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 173 pages.



D'un autre côté, les filles ont moins confiance en elles, sous-estiment leurs compétences et sont insatisfaites de leur apparence<sup>24</sup>.

Les garçons adhèrent d'ailleurs davantage aux stéréotypes de genre que les filles. Cette tendance s'explique d'une part par le fait que les stéréotypes visant les garçons (force, confiance, autonomie) sont plus valorisants que ceux visant les filles (discretion, gentillesse, assiduité), et d'autre part par le fait que les transgressions sont beaucoup moins tolérées chez les garçons. Par exemple, un garçon qui joue avec une poupée ou qui se déguise en princesse pourrait créer un certain malaise dans son entourage, malaise

qu'on remarquera plus rarement lorsqu'une fille joue avec un camion.

Au secondaire, on voit que l'adhésion aux stéréotypes se poursuit. Les garçons vont chercher à prouver leur virilité, notamment en rejetant tout ce qui est féminin ou qui pourrait être associé à l'homosexualité<sup>25</sup>. Les filles, quant à elles, font preuve d'une plus grande ouverture, sont plus à l'écoute du monde des adultes et sont animées par la volonté de se faire accepter des autres<sup>26</sup>. Sans surprise, les garçons adhèrent encore davantage aux stéréotypes de genre que les filles<sup>27</sup>.

Malheureusement, même si nous connaissons ces stéréotypes, que nous savons qu'ils sont construits et non pas naturels, ceux-ci ont des effets mesurables sur les enfants, de la petite enfance jusqu'au secondaire. Mais en quoi les stéréotypes de genre sont-ils liés à la persévérance et au décrochage scolaire?

Une étude du Conseil supérieur de l'éducation menée en 1999, et dont les conclusions ont par la suite été reprises, a démontré que « les élèves qui adhèrent le plus aux stéréotypes de genre sont aussi celles et ceux qui décrochent le plus ». Ce constat peut sembler surprenant, mais lorsqu'on regarde

les raisons évoquées par les jeunes qui décrochent, le lien devient évident.

Chez les garçons, les principales raisons sont le désir ou le besoin de travailler<sup>28</sup>, des conflits avec le personnel enseignant, des suspensions ou des expulsions liées à des difficultés comportementales<sup>29</sup>, un désintérêt envers l'école (plus fréquent que chez les filles)<sup>30</sup>, des problématiques extériorisées<sup>31</sup>, et des frustrations relatives au travail scolaire<sup>32</sup>. Dans les communautés mi'kmaq, ces frustrations étaient d'ailleurs plus souvent soulevées.

<sup>24</sup> BBC. (2018). No More Boys & Girls: Can Our Kids Go Gender Free? <https://www.youtube.com/watch?t=306&v=3Y4IgKnmWSk&feature=youtu.be> | Secrétariat à la condition féminine. (2018). « Identité de fille? Identité de garçon? », Portail Sans Stéréotypes, article consulté le 30 décembre 2018.

<sup>25</sup> Jeffrey, D. (2016). « Identité masculine et épreuves de virilisation à l'adolescence ». Educere et Educare. | Richard, G. (2019). Hétéro l'école? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité, les éditions Remue-Ménage

<sup>26</sup> Conseil supérieur de l'éducation. (1999). Pour une meilleure réussite scolaire des garçons et des filles. 119 pages.

<sup>27</sup> Bouchard P, St-Amant, J. (1996). Garçons et filles, stéréotypes et réussite scolaire, Éditions du Remue-Ménage.

<sup>28</sup> Raymond, Mélanie, (2008). Décrocheurs du secondaire retournant à l'école, Division de la culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2008.

<sup>29</sup> Lessard, Anne. (2004). «Le genre et l'abandon scolaire», Mémoire. Sherbrooke (Québec, Canada), Université de Sherbrooke, Maîtrise en éducation.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Réseau Réussite Montréal. (2018). Lecture et persévérance scolaire, Page consultée le 13 juillet 2020.

<sup>32</sup> McIntyre, L., Wien, F., Ruddherham, S., Etter, L., Moore, C., MacDonald, N., Johnson, S & Gottschall, A. (2001). An Exploration of the Stress Experience of Mi'kmaq On-Reserve Female Youth in Nova Scotia, Maritime Centre of Excellence for Women's Health. [https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/diff/ace-women-health/ACEWH\\_stress\\_mikmaq\\_on\\_reserve\\_female\\_youth\\_NS.pdf](https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/diff/ace-women-health/ACEWH_stress_mikmaq_on_reserve_female_youth_NS.pdf)



Du côté des filles, les raisons évoquées sont la fragilité des dimensions relationnelles<sup>33</sup>, l'adversité familiale (que ce soit l'absence de soutien parental, les violences, les comportements judiciairisés des parents, les responsabilités familiales, etc.)<sup>34</sup>, une détresse psychologique ou des problèmes de santé mentale<sup>35</sup>, des problématiques intériorisées<sup>36</sup>, une grossesse<sup>37</sup> ou des responsabilités familiales<sup>38</sup>. Chez les filles mi'gmaq, c'est cette dernière raison qui est le plus souvent évoquée.

On constate donc que les raisons du décrochage diffèrent chez les filles et chez les garçons. Le problème n'est donc pas d'avoir des cibles d'engagement genrées, mais il faut avant tout se pencher sur les stéréotypes derrière les causes du décrochage pour mieux le prévenir, et c'est ce sur quoi la

Table travaille depuis quatre ans. La Table de concertation a donc cerné deux chantiers principaux : le rapport à l'apprentissage différencié et l'expérience scolaire. Le premier porte sur la façon dont les jeunes perçoivent l'apprentissage, l'école, les matières et leur tâche d'élève, et le deuxième, sur la façon dont l'école, le programme et le système scolaire traitent les élèves.

Le rapport à l'apprentissage a donc été étudié dès la petite enfance. Déjà à cet âge, les enfants préfèrent les jouets traditionnellement associés à leur genre, notamment parce qu'il·elle·s comprennent que c'est ce qui est attendu d'eux·elles. Dans le cas des « jouets pour fille », ce sont la motricité fine et le langage qui sont développés, alors que les

« jouets pour gars » sont plutôt liés à la violence, aux sports, à la motricité globale et aux habiletés visuospatiales.

Au primaire, on constate que les filles éprouvent un sentiment de compétence plus fort en français et plus faible en mathématiques, et ce, même avant d'avoir commencé leur apprentissage. Elles ont aussi un rapport positif à l'égard de l'école et un seuil de satisfaction très élevé par rapport à ce qu'elles considèrent comme un bon résultat scolaire. Les garçons, pour leur part, perçoivent l'école de façon plus négative et préfèrent les sports et les loisirs. Ils s'investissent moins à l'école et ont moins tendance à comparer leurs résultats que les filles. Enfin, ils surestiment leurs capacités à

résoudre les problèmes présentés. Finalement, au secondaire, on voit que les filles attribuent une valeur intrinsèque aux résultats scolaires, c'est-à-dire qu'elles associent la note reçue à leur propre valeur. Elles accordent plus de valeur que les garçons à l'obtention d'un diplôme, et leur performance est affectée par la « menace du stéréotype », concept selon lequel les personnes visées par un stéréotype négatif éprouvent de l'anxiété à l'idée de s'y conformer. Du côté des garçons, ils perçoivent plus d'avantages à l'abandon scolaire que les filles, et continuent de s'éloigner des attitudes perçues comme féminines, comme aimer l'école, lire ou collaborer avec l'enseignante. Ces attitudes, on le remarque bien, sont utiles pour bien réussir dans un milieu scolaire...

<sup>33</sup> Raby, A. (2014). Recourir à une variété de modèles d'enseignement. Le Tableau, 3. [https://pedagogie.quebec.ca/sites/default/files/documents/numeros-tableau/le\\_tableau-vol.3-numerospecial-2014\\_0.pdf](https://pedagogie.quebec.ca/sites/default/files/documents/numeros-tableau/le_tableau-vol.3-numerospecial-2014_0.pdf)

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> Direction de la santé publique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2012

<sup>36</sup> Réseau Réussite Montréal, op. cit.

<sup>37</sup> McIntyre et coll., op. cit.

<sup>38</sup> Perron, M. & Côté, É. (2015). « Mobiliser les communautés pour la persévérance scolaire : du diagnostic à l'action », Revue de la persévérance et de la réussite scolaires chez les Premiers Peuples, 1, 12-16. <http://colloques.uqac.ca/prscpp/files/2015/01/Revue-PRSCPP-vol.-1.pdf>

# CONFÉRENCE

## PERSEVÉRER DANS L'ÉGALITÉ / SUITE

La Table s'est aussi penchée sur le rapport à l'institution scolaire chez les Mi'gmaq. D'abord, dans ces communautés, l'école se pose en rupture par rapport à la culture et aux enseignements traditionnels; il s'agit donc d'un tout autre système que celui utilisé traditionnellement pour l'éducation des enfants. Un autre aspect qui a affecté négativement le rapport à l'institution scolaire chez les peuples autochtones est, évidemment, le système colonial et les pensionnats. Les traumatismes intergénérationnels créés par ceux-ci ne favorisent pas la construction d'un rapport positif à une telle institution. Ensuite, chez les Mi'gmaq, l'apprentissage se faisait surtout par la modélisation, par l'observation et non par la coercition. Par exemple, on faisait des démonstrations, on donnait l'exemple, mais on n'imposait pas une liste de notions à apprendre. Enfin, la réussite scolaire pour les communautés autochtones se définit différemment que dans notre culture, nos objectifs de performance ne s'insèrent donc pas dans la culture micmaque.

Le second chantier mentionné plus haut se penchait sur l'expérience scolaire différenciée, c'est-à-dire la différence dans la façon dont les filles et les garçons sont traité-e-s dans leur parcours éducatif.

D'abord, en service de garde éducatif, on voit que les éducateur-ric-e-s et les parents complimentent davantage les filles sur leur apparence (« Tu as une belle nouvelle robe! ») et les garçons sur leurs habiletés (« Tu pourras courir vite avec tes

nouveaux souliers! »), tendances qu'on observe aussi au primaire et au secondaire. Dans un conflit, on demande plus souvent aux filles de faire des compromis et des concessions puisqu'on suppose que les filles sont plus aptes à gérer leurs émotions. Dans les services de garde éducatifs, on remarque aussi que les jouets sont souvent répartis selon le genre, et on tolère davantage la prise de risques sécuritaires chez les garçons.

# 76 %

des personnes sondées pensent que les garçons préfèrent naturellement les activités mobilisant les habiletés techniques et mathématiques

# 73 %

croient que les filles sont plus appliquées et disciplinées

# 72 %

considèrent que les élèves ont des modes d'apprentissage distincts en fonction de leur sexe

Pour les niveaux primaire et secondaire, une étude a été menée par le Conseil du statut de la femme en 2016 auprès de 77 futur-e-s enseignant-e-s dans le cadre de laquelle on invitait ces dernier-ère-s à commenter des dossiers scolaires fictifs identiques, mais présentant un nom féminin ou masculin. Les conclusions qui en ont découlé étaient limpides : pour les dossiers « féminin », les difficultés étaient perçues comme étant liées à la compréhension générale de l'élève alors que pour les dossiers ayant un nom masculin, ces mêmes difficultés étaient perçues comme étant liées au comportement de l'élève.

Ces idées préconçues peuvent avoir des conséquences directes. Par exemple, si une fille n'a pas fait son devoir, on considérera qu'elle n'a pas compris les questions et on prendra le temps de lui expliquer. Par contre, si un garçon ne fait pas son devoir, on tiendra pour

acquis qu'il ne voulait simplement pas mettre les efforts et on ne prendra pas le temps de s'asseoir avec lui, alors qu'il aurait peut-être eu besoin de ces explications. Le garçon est donc, en fin de compte, moins outillé, ce qui ne favorise pas sa persévérance scolaire.

Toujours au primaire et au secondaire, dans cette même étude du Conseil du statut de la femme, les enseignant-e-s devaient répondre à des questions concernant les attentes envers les élèves. Encore une fois, les réponses sont probantes. Les principales observations : 76 % des personnes sondées pensent que les garçons préfèrent naturellement les activités mobilisant les habiletés techniques et mathématiques, 73 % croient que les filles sont plus appliquées et disciplinées, et 72 % considèrent que les élèves ont des modes d'apprentissage distincts en fonction de leur sexe.



Par ailleurs, les attentes que nous avons envers les élèves influencent leurs résultats. Cette corrélation porte le nom d'effet Pygmalion : lorsqu'on croit aux aptitudes d'une personne, on favorise inconsciemment sa réussite.

### COMMENT CES ATTENTES SE MANIFESTENT-ELLES EN PRATIQUE?

Dans les corrections des travaux, les filles reçoivent plus de commentaires et de félicitations par rapport à la forme (une belle écriture, une présentation soignée, une bonne conduite...) alors que les garçons ont proportionnellement plus de commentaires liés au contenu et à la performance (leurs habiletés, leur intelligence, leur créativité...)<sup>39</sup>.

Que ce soit dans les manuels scolaires, dans la structure des programmes ou dans les politiques des établissements, l'école est un lieu de reproduction des stéréotypes. Lors de la sélection des manuels scolaires, la mise en valeur de l'apport des femmes à l'histoire pourrait être considérée à peu de chose près comme « optionnelle ». Plus encore, non seulement les filles sont peu représentées dans leurs livres d'école, mais la majorité des scientifiques à l'étude en sciences est composée d'hommes. Malgré cette lacune flagrante, certains contenus disciplinaires laissent

croire que l'égalité est atteinte. On pourrait toutefois arguer que les politiques dans les écoles n'en sont pas la preuve, qu'on parle des codes vestimentaires, des activités parascolaires, des codes de vie ou des plans d'engagements vers la réussite.

Le milieu scolaire perpétue donc sournoisement des stéréotypes genrés. Évidemment, le blâme ne tombe pas sur le corps enseignant; nous véhiculons à notre insu ces idées préconçues. Nous souhaitons tou-te-s traiter les élèves, garçons et filles, de la même manière, mais pour ce faire, nous devons avant tout prendre conscience des biais auxquels nous avons été exposé-e-s depuis la petite enfance, qui influencent et influenceront toujours nos mentalités.

Nous avons beaucoup parlé jusqu'à maintenant des stéréotypes genrés, mais quand on considère le territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, on ne peut faire fi du racisme et du colonialisme envers les Mi'gmaq, notamment dans le système scolaire. Dans les contenus d'apprentissage, on ne parle des peuples autochtones que dans un contexte de colonisation, puis ceux-ci disparaissent au 18<sup>e</sup> siècle pour revenir au milieu du 20<sup>e</sup> siècle. On ne parle jamais de ce qui s'est passé entre ces deux périodes et de la réalité d'aujourd'hui<sup>40</sup>. Autre constat : le

corps enseignant s'attend à ce que les élèves autochtones performant moins bien que les élèves allochtones<sup>41</sup> ce qui, comme nous l'avons vu avec l'effet Pygmalion, influence négativement leurs résultats. Enfin, les élèves Mi'gmaq sont marginalisés et exclus par la conduite raciste de leurs pairs, de leurs enseignant-e-s et du système éducatif oppressif<sup>42</sup>, ce dernier étant conçu par et pour la population occidentale.

### ALORS, QUE PEUT-ON FAIRE?

Comme mentionné précédemment, la Table a mis sur pied de nombreuses formations, mais l'équipe a aussi élaboré énormément d'outils pour permettre à toutes les personnes qui interviennent auprès des jeunes d'agir. Les enseignant-e-s sont déjà surchargé-e-s, alors l'objectif derrière ces outils était de faciliter les changements dans leurs pratiques. La Table a donc conçu un site Web ([enseignerlegalite.com](http://enseignerlegalite.com)), à la fois bilingue et adapté aux

communautés Mi'gmaq, dans lequel on retrouve des notions théoriques et des activités adaptées aux quatre niveaux scolaires (petite enfance, primaire, secondaire et collégial).

Finalement, la compétence en lecture étant un déterminant de la persévérance scolaire, l'équipe de la Table a élaboré, en collaboration avec le Réseau BIBLIO Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, les Trousses Kaléidoscope. Celles-ci sont classées par âge et comportent 5 ou 6 livres, chacun ayant une activité à réaliser avec les enfants. L'objectif derrière cette initiative était que partout sur le territoire, les enfants de 0 à 12 ans, francophones et anglophones, aient accès à des livres présentant une perspective égalitaire, qui déconstruit les stéréotypes. Ces troussees sont disponibles dans toutes les bibliothèques municipales et peuvent également être empruntées pour une durée de deux mois à partir du site Web (<https://www.reseaubibliogim.qc.ca/fr/troussees-kaleidoscope>).

<sup>39</sup> Duru-Bellat, M. (2010). Ce que la mixité fait aux élèves. *Revue de l'OFCE*, 114(3), 197-212. | Solar, C. (2018). Nous devons élever nos filles et nos fils autrement, les conférences du consensus, 10 octobre 2018.

<sup>40</sup> Bories-Sawala, H. E. et Thibeault, M. (2019a). EUX et NOUS. La place des Autochtones dans l'enseignement de l'histoire nationale du Québec (Vol.1). [http://classiques.uqac.ca/contemporains/Bories-Sawala\\_Helga\\_Elisabeth/Eux\\_et\\_Nous\\_vol\\_1/Eux\\_et\\_Nous\\_vol\\_1.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Bories-Sawala_Helga_Elisabeth/Eux_et_Nous_vol_1/Eux_et_Nous_vol_1.html)

<sup>41</sup> McIntyre et coll., op. cit.

<sup>42</sup> Getty, G. (2013). An Indigenist Perspective On The Health/Wellbeing And Masculinities Of Mi'kmaq— Mentet-pagi-tel-sit: Perceiving Himself To Be A Strong Balanced Spiritual Man [thèse de doctorat], Dalhousie University, <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.941.4283&rep=rep1&type=pdf>

# Conférence

## Étudiantes en milieu traditionnellement masculin

KORINNE LE BLANC,  
enseignante au Cégep de la Gaspésie et des Îles

**P**our les femmes, étudier en milieu traditionnellement masculin comporte son lot de défis. Dans leurs témoignages, les étudiantes ont notamment mentionné le sentiment d'avoir à se prouver, le sentiment d'être inférieures ou d'être un fardeau, la nécessité de s'empêcher d'être elles-mêmes et de montrer leurs vulnérabilités, les conseils non sollicités, les commentaires paternalistes et infantilisants des étudiants, une culture marquée par la compétition et la performance, le doute par rapport à leurs capacités et la peur de se mettre en situation de défi en raison de la pression du regard des autres. Elles ont aussi remarqué que leurs camarades et collègues accomplissent parfois leurs tâches à leur place. Dans un tel contexte, on ne peut qu'imaginer les répercussions sur le bien-être et les résultats scolaires des étudiantes. C'est en raison de tous ces enjeux qu'est né le groupe Plein air au féminin (PAF).

## PRÉSENTATION DU GROUPE PLEIN AIR AU FÉMININ

Créé il y a quatre ans, le PAF est un groupe destiné aux femmes qui étudient, travaillent et enseignent en tourisme d'aventure ; il cible particulièrement les étudiantes en techniques du tourisme d'aventure, à l'attestation d'études collégiales en guide d'aventure et en Aventure-études. L'objectif du PAF est de créer des moments entre enseignantes, professionnelles et étudiantes qui cheminent dans un domaine traditionnellement masculin. Il s'agit d'un espace bienveillant et sans jugement, créé pour cette communauté afin de continuer à perfectionner leurs habiletés, compétences et aptitudes en matière de plein air et de tourisme d'aventure. Somme toute, le groupe vise à contribuer à l'épanouissement personnel et professionnel de ces femmes.

## AXES DU PAF

Le groupe PAF fonctionne sous quatre axes.

Le premier est l'axe de la visibilité. On parle ici de la visibilité dans les médias, comme sur les réseaux sociaux, au moyen de l'écriture, dans des journaux de bord ou à l'aide de communiqués, et de la visibilité sur le terrain, par exemple avec des photographies, des vidéos, des montages et des entrevues.

Le deuxième axe consiste en l'organisation d'un projet d'envergure. Dans cette optique, on planifie tout au long de l'année scolaire une expédition qui se concrétise au mois de juin. L'organisation du voyage comprend entre autres les objectifs, le type d'expédition, le menu, le financement, l'itinéraire, la durée et la gestion des risques. Dans la planification du voyage, on cible des objectifs et on travaille sur un sujet spécifique à travers l'activité. La portée est donc plus large que l'activité sportive elle-même.

Le troisième axe, quant à lui, englobe toutes les activités. On retrouve d'une part les activités de sports et de plein air, qui peuvent être d'une durée d'une heure ou s'étendre sur deux jours, et d'autre part les activités intellectuelles, telles que des causeries, des conférences et des visionnements de films et de documentaires.

Le dernier axe est celui de la participation, que ce soit celle des femmes directement visées par le PAF, celle des étudiantes et des étudiants du cégep ou celle de la communauté générale de Gaspé.

## FONCTIONNEMENT DU PAF

Le comité principal organisateur, appelé le comité noyau, se réunit chaque semaine. Durant ces rencontres, les membres discutent de ce qu'elles ont vécu ou observé durant leurs cours et au quotidien, tiennent des causeries et s'occupent de l'organisation de projets, entre autres. Les activités organisées par le PAF tiennent compte des intérêts du comité noyau.

Dans le programme de techniques d'aventure, on compte 100 étudiant-e-s, dont 40 femmes. De ces étudiantes, 16 font partie du comité noyau lors de la session d'automne 2023. Cette grande implication démontre bien le besoin d'un groupe comme le PAF pour les étudiantes.

## ATELIER LUNE

Dans le programme de techniques du tourisme d'aventure, le corps professoral est en grande majorité composé d'hommes. Un aspect qui était donc auparavant absent du cursus du programme était la gestion des menstruations en expédition de plein air. Pour pallier ce manque, la professeure Korinne Le Blanc a mis sur pied l'atelier Lune au cours duquel les enseignant-e-s et les étudiant-e-s discutent de la gestion des menstruations en fonction des activités de plein air, des tampons, des serviettes hygiéniques et des coupes menstruelles afin d'expliquer quel produit est le mieux adapté pour une activité donnée (en eau salée, en eau douce, pour une expédition de plusieurs jours, etc.). Elle aborde aussi la gestion des déchets menstruels en plein air.

Dans cet atelier, les enseignant-e-s expliquent comment un-e guide doit se préparer à une expédition en ce qui a trait aux menstruations, ce qui implique de connaître le niveau d'énergie des participant-e-s et de demander qui aura ses menstruations pendant le voyage. Lors de la rencontre préparatoire avant une expédition, une bonne pratique consiste à demander aux femmes si elles sont à l'aise de gérer leurs règles pendant l'expédition et à discuter avec chacune d'entre elles pour lui offrir du soutien au besoin. Si le guide est un homme, l'important est d'avoir une approche ni trop exacerbée, ni trop indifférente.

Cet atelier est une belle occasion pour les hommes de prendre conscience de la réalité des menstruations et offre beaucoup d'outils aux femmes, qui peuvent elles aussi apprendre de ces notions. Après tout, le but de l'expédition est de vivre une expérience de l'être humain. Il est donc normal, dans les rencontres préparatoires, de parler d'où les femmes se situent dans leur cycle et de construire l'expédition en fonction du niveau d'énergie de tou-te-s les participant-e-s.

## RÉALISATIONS

Pour créer des moments de rapprochement entre enseignantes, professionnelles et étudiantes, le PAF organise chaque année des activités ponctuelles, des sorties avec nuitées et une expédition finale (le projet d'envergure). Parmi ses réalisations, on peut nommer des sorties de ski de montagne, des séances de yoga, de snowga et de méditation, des activités sportives (plongée sous-marine, vélo, canot, escalade de glace, ski de fond, ski hors-piste), des causeries sur les enjeux et défis des femmes dans le domaine du plein air, la visite de conférencières et des randonnées pédestres. Les deux projets d'envergure organisés dans le passé portent bien leur nom : en 2019, il s'agissait d'une expédition de cyclotourisme à Hawaï et en 2022, d'une expédition de bike packing sur des routes forestières à Terre-Neuve.

# CONFÉRENCE

ÉTUDIANTES EN MILIEU  
TRADITIONNELLEMENT MASCULIN / SUITE

## RETOMBÉES DU PAF CHEZ LES ÉTUDIANTES

Le groupe PAF contribue grandement à l'épanouissement des participantes.

IL FAVORISE **LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET L'IMPLICATION** DES ÉTUDIANTES DANS UN PROJET PÉRISCOLAIRE.

IL ÉLIMINE LES TABOUS, LES BARRIÈRES DES STÉRÉOTYPES DE GENRE ET L'INTIMIDATION, ET INCITE À **L'ENTRAIDE**, À LA COOPÉRATION ET AU TRAVAIL D'ÉQUIPE.

IL PRÉSENTE DES **MODÈLES FÉMININS** PROPRES AU DOMAINE DES PARTICIPANTES ET DIVERSIFIE LES REPRÉSENTATIONS DES MODÈLES ET DES CORPS.

IL PERMET AUX FEMMES D'ÊTRE ENCORE **PLUS CONFIANTES** QUANT À LEURS FORCES ET À LEURS APPROCHES LORS DES COURS THÉORIQUES ET SURTOUT PRATIQUES.

IL FAVORISE **LE RÉSEAUTAGE** DES FEMMES DANS LEUR DOMAINE.

IL FAVORISE L'AUTONOMIE PROFESSIONNELLE ET **VALORISE** LES COMPÉTENCES (habiletés techniques et interpersonnelles).

## LE PAF COMME ÉLÉMENT DE SOLUTION

Plusieurs éléments du groupe PAF favorisent l'égalité dans les milieux traditionnellement masculins. D'abord, les notions qu'il transmet amènent une meilleure compréhension et une meilleure sensibilisation quant à la force et aux avantages que les femmes apportent dans un domaine perçu comme « masculin ». Le PAF permet également de nourrir et de diversifier les méthodes et les démarches pédagogiques et sur le terrain dans le programme d'étude, et encourage un échange d'idées et des réflexions sur les pratiques.

Par sa simple présence, le groupe ouvre le dialogue sur l'enseignement égalitaire et sur les approches pédagogiques féministes. Les changements qu'apporte le PAF encouragent l'expérimentation de nouvelles pratiques, voire une transition complète vers un nouveau modèle. Il ne faut pas non plus oublier les répercussions du groupe sur les approches pédagogiques du corps professoral.

Enfin, le PAF contribue à l'optimisation des efforts pour que les femmes prennent leur place dans un programme d'études et dans un métier traditionnellement masculin.

Il est à noter qu'il existe une panoplie d'autres communautés de pratique comme le PAF, telles que les Chèvres de Montagne, Les Poules qui Roulent, Pink Water et Vieilles Po, pour ne nommer qu'elles.

## APPORT DES GROUPES NON MIXTES À L'ÉDUCATION ÉGALITAIRE

Une des critiques souvent lancées à l'égard des groupes non mixtes est le principe de la séparation des sexes, qui renforcerait les disparités et nuirait à la communication. Démystifions ces idées préconçues. D'abord, la création d'espaces non mixtes permet aux femmes de se soustraire à une approche dominante, de se définir autrement que par le regard et le jugement des hommes et de se construire par elles-mêmes. Ensuite, ces espaces ont des effets bénéfiques sur le renforcement de la confiance, de l'estime de soi et du leadership des femmes. Il s'agit aussi d'un espace essentiel pour prendre la parole, engager des actions et redéfinir les rapports sociaux.

Les espaces non mixtes permettent aux femmes de s'outiller, de mieux réagir dans des situations fâcheuses et d'élaborer des stratégies pour se tailler une place. Ces espaces sont basés sur le plaisir et non sur la performance.

Il est important de noter que la non-mixité n'empêche pas des va-et-vient avec des comités mixtes ni la création d'alliances de collaboration. D'ailleurs, un projet sur la masculinité saine pour et par les hommes est en cours, et cette initiative ne brime pas pour autant les femmes. Il s'agit de se renforcer, d'apprendre à se connaître, de développer des outils pour qu'ensemble, tout le monde puisse briller.

## **PISTES POUR ATTEINDRE L'ÉGALITÉ**

**De nombreuses mesures, actions et mentalités peuvent être adoptées pour s'approcher de l'égalité, voire l'atteindre.**

- Avoir une meilleure représentativité des modèles, proposer des représentations originales et s'éloigner des modèles traditionnels;
- Accroître la présence des femmes, exercer une influence au sein des groupes et auprès des hommes, oser afficher ses propres couleurs et son propre style, et incarner sa masculinité de façon différente et libérée;
- Souligner que les hommes font partie de la solution et sont de précieux alliés;
- Faire preuve d'ouverture et de curiosité quant aux stéréotypes de genre encore véhiculés (souvent de manière inconsciente) dans les cours, dans les relations entre les enseignant-e-s et les élèves et entre élèves;
- Pour les enseignant-e-s, être à l'affût des propos, comportements et attitudes qui nuisent à l'inclusion et intervenir dans une optique de tolérance zéro;
- S'assurer d'une répartition équitable des tâches (souvent genrées) lors des expéditions pour que chaque élève effectue à son tour chacune d'entre elles;
- Valoriser l'importance d'essayer une variété de tâches et de rôles.

## **PROJETS DU PAF À VENIR**

L'équipe du PAF a plusieurs chantiers en cours. En matière d'activités, il y a avant tout le projet d'envergure en préparation pour juin 2023, mais aussi l'organisation des activités mixtes (dans un espace bienveillant de partage et de discussion) pour démontrer les approches et les objectifs du groupe ainsi que le renforcement du PAF par la diversité des activités proposées. Le groupe vise également à créer des partenariats et des réseaux hors campus, et continuera d'approfondir les interrelations entre la documentation et la communauté de pratique. En dernier lieu, l'équipe souhaite concevoir et offrir des activités à la communauté élargie de Gaspé.

# Conférence

## Désavantage numérique

PAR MANAL DRISSI :

conférencière, humoriste, scénariste et chroniqueuse



**O**n peut tou-te-s imaginer que ce n'est pas évident d'être une femme dans l'espace public, et la conférencière Manal Drissi l'a vécu et le vit encore quotidiennement. En fait, elle a découvert ce que c'est que d'être une femme grosse et immigrante sur la sphère publique numérique. Son premier constat, c'est que peu importe son contenu, même si elle fait une erreur, les gens interagissent avec elle de façon courtoise. Par contre, attention, s'il y a une divergence d'opinions, alors on attaque tout, sauf le contenu : le physique, l'origine ethnique, l'identité de genre...

Même si ces comportements sont en principe inacceptables, il était rendu normal pour elle, comme pour beaucoup de femmes et de gens marginalisés, de recevoir des commentaires désobligeants, voire violents, de personnes inconnues. Selon la loi, il y a bien des propos considérés comme illégaux, comme les appels au suicide et les menaces de mort. Mais que se passe-t-il quand le commentaire n'est pas considéré comme criminel?

Comme on a pu le voir pendant la pandémie, la ligne entre la vie professionnelle et personnelle est très floue. Imaginez ce que ces propos haineux peuvent avoir comme effet sur la vie de tous les jours quand n'importe qui n'importe quand peut être violent-e de manière non crimi-nelle. En fait, c'est à se demander : comment est-ce possible que ce soit encore possible? Comment se fait-il que des algorithmes détectent le sein féminin, mais ne puissent pas contrôler ces violences? Les femmes et les personnes marginalisées, qui sont déjà peu présent-e-s dans la sphère publique, la quittent en raison de menaces. Comment se fait-il que ce soit si facile pour cette violence-là de foisonner?

On ne dit pas ici que les hommes blancs cisgenres hétérosexuels ne vivent pas de violence sur le Web, loin de là. Mais...

Selon une étude d'Amnistie internationale, seulement le tiers de la planète est sur Internet, mais trois filles ou femmes sur quatre vivent de la violence sur Internet. Une étude du Guardian a

révélé que les chroniqueur-euse-s qui reçoivent le plus de menaces sont les femmes et les personnes marginalisées. Selon une autre étude, les robots de conversation ayant reçu un pseudonyme féminin recevaient 27 fois plus de menaces ou de commentaires à caractère sexuel que les robots « hommes ».

On comprend donc que le monde virtuel est loin d'être accueillant pour les femmes. Pourtant, historiquement, ce sont les femmes qui occupaient les postes dans le domaine de la technologie. En fait, de nombreuses femmes ont fait progresser les sciences informatiques. Voyons quelques exemples.

**En 1843, une femme de 27 ans du nom d'Ada Lovelace a écrit le premier langage logiciel au monde, des décennies avant l'invention du premier ordinateur.**

Durant la Deuxième Guerre mondiale, alors que les hommes étaient partis au front, six femmes ont été embauchées pour opérer l'énorme calculatrice servant à

calculer la trajectoire des missiles, l'ENIAC, sans que les dirigeants eux-mêmes sachent l'utiliser. Ces femmes ont non seulement réussi sans guide à programmer la calculatrice, mais elles ont aussi appris à faire des opérations de diagnostic et de dépannage, ainsi qu'à la réparer.

On ne cite ici que ces deux exemples, mais on pourrait en nommer un nombre impressionnant, que ce soit Mary Allen Wilkes et la création de code par trous, Grace Hopper et ses avancées en traduction automatique, Margaret Hamilton, mathématicienne et programmeuse d'Apollon 11... La liste est longue.

Dans les années 50 et 60, les ordinateurs sont devenus des outils administratifs, de secrétariat, et c'était donc logique de recruter des femmes pour les utiliser. D'ailleurs, à l'époque, la programmation était comparée à une recette de cuisine, et on disait même que le fait que les femmes tricotent les prédisposait à faire de la programmation!

C'est ici que l'histoire tourne au vinaigre. À force de vanter les sciences informatiques aux femmes, la perception de ce domaine commence à changer. On pensait que les programmeuses étaient en fait des secrétaires, mais les hommes commencent à trouver ce métier prestigieux. Une étude est donc menée pour déterminer les qualités d'un-e bon-ne programmeur-euse, mais sur les 1378 participant-e-s, 87 % sont des hommes. Il n'est donc pas surprenant que sur les 82 pages que compte la recherche, on ne retrouve pas une seule fois le mot « femme ». L'étude conclura donc que pour exceller en programmation, on doit aimer résoudre des énigmes et des casse-têtes, mais surtout, être antisocial-e, un luxe alors réservé aux hommes. Ce dernier point aura des conséquences insoupçonnées sur le paysage de la technologie, encore visibles aujourd'hui.

Dans le domaine des sciences informatiques, on passe donc du recrutement sur la base des compétences au recrutement sur la base des traits de personnalité. En plus d'être antisocial-e-s,



on ajoute que les candidat-e-s doivent être égocentriques et un peu névrosé-e-s. En 1967 seulement, 700 000 hommes passent le test d'aptitude. Au cours des années 70, les conclusions de l'étude sont une prophétie autoréalisée, et le cliché du nerd envahit le milieu informatique. Avec un peu de recul, on ne peut pas être surpris de ce dénouement : on a établi la fausse croyance que les hommes sont meilleurs en informatique, on a mis en place une structure qui les favorise, et on se conforte dans ses croyances puisqu'on trouve une majorité d'hommes dans le domaine. Voilà un parfait exemple de l'effet Pygmalion.

Moment marquant suivant : la sortie du premier ordinateur personnel Macintosh en 1984. Cette année-là, le pourcentage de femmes qui étudient en informatique est de 37 %, taux qui n'a jamais été dépassé depuis. Dans les années 1990, à la Carnegie Mellon University, on remarque que les femmes comptent pour moins de 10 % des diplômées et qu'elles sont deux fois plus nombreuses que les hommes à abandonner leurs études.

## POURQUOI?

Allan Fischer, chercheur au département des sciences informatique, se pose la même question, et décide d'engager la sociologue Jane Margolis pour lever le voile sur cet exode. En 1999, le duo publie Unlocking

the Clubhouse : Women in Computing. Leur conclusion : les femmes abandonnent parce que les hommes arrivent à l'université mieux préparés qu'elles. Mais, encore une fois, pourquoi? La réponse courte, c'est la culture du nerd, cette image construite de toute pièce par le milieu de la technologie. Cette culture renforce l'idée que l'informatique n'est pas faite pour les femmes, que celles-ci ne sont pas des amies ou des collègues, mais des trophées. Ces clichés sont véhiculés dans les publicités, et le marché des ordinateurs vise alors exclusivement les hommes et les garçons.

Pourtant, à cette même époque, une étude menée auprès d'adolescent-e-s montre que les femmes ont autant d'aptitudes que les hommes, mais qu'elles ont moins confiance en elles, et que les femmes qui quittent le programme en informatique avaient toutefois de bonnes notes. Un élément important soulevé alors, c'est que les ordinateurs personnels appartenaient souvent aux membres masculins du foyer. Il était donc difficile pour les femmes d'arriver préparées à l'université alors qu'elles n'avaient qu'un accès limité à l'ordinateur.

À la lumière de cette étude, Allan Fisher crée donc un cours préparatoire destiné aux femmes pour compenser l'éducation informatique qu'elles n'ont pas reçue avant. Après quelques années, le nombre de femmes diplômées en sciences

informatiques quadruple. Dans le reste du pays et du monde cependant, la situation reste inchangée.

Le changement de paradigme dans les années 60 et 70 a eu pour effet de créer une culture au sein du programme de sciences informatiques, celle de la méritocratie, la croyance selon laquelle les gens haut placés sont plus compétents, travaillent plus fort et réussissent généralement mieux. La plus grosse faille de ce mythe, c'est qu'il ne tient aucun compte des inégalités sociales. Dans les faits, les critères de recrutement ont peu à voir avec les compétences et l'expérience; on recrute surtout sur la base de la culture, sur les biais d'affinité. Dans ce système, les femmes peinent à être représentées, même avec des compétences égales ou supérieures aux hommes. Saviez-vous que seulement 24 des 500 plus grandes entreprises du monde sont dirigées par une femme?

L'arrivée de Steve Jobs secoue ensuite tout ce qu'on sait du monde de la technologie. Social et charismatique, il entre en contact avec les médias et le monde du marketing. On découvre alors que deux types d'hommes peuvent réussir dans le domaine : l'antisocial et la superstar!

Le nombre d'entreprises en technologie explose, et on a maintenant besoin de beaucoup de main-d'œuvre, rapidement. On présente donc une nouvelle facette de la technologie, on se met à

engager de belles jeunes femmes blanches et on fait du recrutement de culture. L'idée était d'utiliser comme appât la seule chose que les nerds n'arrivaient pas à avoir : de jolies femmes. Autre tactique : les énigmes impossibles. Celles-ci consistent à poser une question dont la réponse est pratiquement introuvable (« combien de billes peut-on placer dans ce stade? »). Les études montrent que la seule différence entre une personne qui tentera une réponse et une personne qui s'abstiendra est l'estime de soi, une confiance que les femmes n'ont habituellement pas le luxe de développer dans un monde qui les condamne au doute et à l'humilité.

En 2008, après le krach boursier, un chercheur du nom de Geoff Trickey affirme que la méthode de recrutement en finance, qui repose sur la capacité d'une personne d'appartenir à une culture masculine arrogante et non pas sur les compétences, a contribué à l'effondrement de l'économie. Selon lui, pour que ses décisions soient optimales, une équipe doit être constituée de membres dont les rapports au risque sont différents. Il découvre aussi que lorsque le personnel d'une entreprise est composé à 30 % de femmes, les profits grimpent de 6 %. Imaginez si nous étions paritaires...

Avec l'explosion du milieu de la technologie et le recrutement de masse, la Silicon Valley est devenue le paradis du jeune décrocheur arrogant de Harvard.



C'est ainsi qu'en 2010, Mark Zuckerberg remplace Steve Jobs et devient le nouveau modèle de réussite, le troisième type d'homme à pouvoir percer en technologie. On commence donc à reconnaître que plusieurs types de personnalités peuvent réussir dans ce domaine, à condition d'être un homme blanc arrogant qui aime prendre des risques. Il ne faut pas non plus oublier : un homme qui commence dans le domaine est prometteur, alors qu'une femme, elle, n'a simplement pas d'expérience.

Avec Facebook, on assiste à l'avènement des réseaux sociaux, et de la PayPal Mafia, laquelle influencera grandement notre relation à ces nouveaux médias. Il s'agit d'un petit groupe de personnes à la tête de grandes entreprises de technologie et qui s'appellent eux-mêmes The Brilliant Jerks (« Les brillants salauds »).

Des 150 entreprises de technologie évaluées à un milliard de dollars ou plus, seulement deux sont dirigées par des femmes.

En 2017, 67 milliards \$ US ont été investis dans les entreprises de technologie dirigées par des hommes contre 1,9 milliard \$ US pour les femmes. En plus, lorsque ces hommes ultrariches décident d'investir dans d'autres entreprises, ils le font auprès de leurs amis et de leur cercle rapproché. Très vite, les Brilliant Jerks contrôlent Silicon Valley. Ce n'est toutefois pas seulement le nombre d'hommes dans ce cercle qui écrase les femmes, c'est aussi leur philosophie.

Pour ne donner qu'un exemple, l'ancien chef des opérations de PayPal, David Sacks, a publié pendant ses études universitaires des articles qui dénoncent la sensibilisation au viol sur le campus et un guide pour éviter d'être accusé de viol. Plus tard, il copublie avec Peter Thiel le livre *The Diversity Myth* dans lequel il avance que les campus universitaires sont gangrenés par le féminisme, la diversité et les personnes LGBT+, et que les hommes blancs hétérosexuels sont les victimes de ce coup monté contre leur existence.

Et alors, quand ces hommes ont enfin réussi à se hisser au sommet, il leur apparaissait évident qu'il fallait s'entourer des meilleurs, soit les gens qui leur ressemblent, en pensant à tort qu'il s'agit de gens qui ont travaillé plus fort et qui sont plus compétents. La méritocratie commence à prendre la forme d'une dynastie. Selon ces hommes haut placés, s'il manque de femmes dans leurs entreprises, c'est parce qu'elles ne s'intéressent pas aux sciences. Étrange raisonnement quand on sait qu'elles constituent la moitié des diplômés en sciences, en technologie, en génie et en mathématiques...

Pour mieux comprendre la place des femmes sur le marché de la technologie, une étude a été menée en 2014 auprès de 1 400 femmes dans le domaine. La conclusion : le virage qui s'est opéré dans les années 1980, lorsque la programmation a été mise entre les mains des garçons, a créé un cycle qui s'autoperpétue. Plus on engage un certain type de personnes, plus on est convaincu que ces personnes sont là parce qu'elles sont plus compétentes.

Autre conclusion, le monde de la technologie n'exclut pas autant les femmes qu'il inclut seulement un type de personnes : les hommes blancs ou asiatiques, célibataires, cisgenres, hétérosexuels.

D'autres études démontrent aussi, sans surprise, que les milieux de travail où règnent des idées conservatrices ne conviennent pas aux femmes. C'est pourquoi, même lorsqu'elles sont recrutées, beaucoup de femmes finissent par quitter leur emploi non pas parce qu'elles sont incompetentes, mais parce qu'elles sont malheureuses et esseulées. Cette mentalité conservatrice se traduit par des chiffres frappants : il y a 45 % plus de femmes que d'hommes qui quittent le domaine de la technologie, et les femmes sont huit fois plus promptes à délaisser ce milieu que n'importe quel autre.

De nos jours, on peut recenser d'innombrables histoires sexistes dans cette industrie. La mutation des femmes en cas de conflit chez Google, les compétences des femmes remises en question même chez les haut placées, l'exclusion

des dirigeantes des événements organisés par l'industrie, des hommes accusés de harcèlement sexuel qui reçoivent des indemnités de millions de dollars, la position privilégiée de Peter Thiel sur le conseil d'administration de Facebook alors qu'il est ouvertement contre une société démocratique et les luttes LGBTQ+, et bien d'autres. D'ailleurs, dans la communauté de logiciels GitHub, les logiciels écrits par des femmes sont plus souvent approuvés que ceux écrits par des hommes... mais seulement si le genre des créateur·rice·s est caché.

L'histoire de Lydia Fernandez, une femme trans, illustre aussi parfaitement le sexisme présent dans l'industrie d'aujourd'hui. Lydia a travaillé 20 ans dans le domaine de la technologie en se présentant comme homme avant de faire son coming out, et jamais avant on n'avait remis en question ses compétences. Du jour en lendemain, en tant que femme,

elle était soudainement perçue comme moins compétente.

Dans le monde des jeux vidéo, cette misogynie est aussi bien établie depuis longtemps, qu'on parle du viol d'une femme autochtone dans Custer's Revenge 1982 ou de la possibilité de violer et de tuer des travailleuses du sexe dans Grand Theft Auto. Par contre, gare à vous si vous êtes une femme et osez dénoncer le sexisme dans les jeux vidéo, car vous risquez des menaces et des réactions brutales, disproportionnées. Brianna Wu, une designer de jeux vidéo, l'a appris à ses dépens; après avoir dénoncé le sexisme dans le milieu, une campagne de haine a été lancée contre elle, et des messages d'une violence inouïe lui ont été envoyés, comme : « Ton corps mutilé sera en première page du Jezebel demain et si tu as des enfants, ils vont mourir aussi. »

Après toute cette analyse, pourquoi donc tolère-t-on la

violence en ligne? La réponse : parce que bien que ces utilisateurs aient des comportements répréhensibles, ils sont quand même rentables pour les grandes entreprises, et tant que celles-ci n'auront rien à perdre, elles n'auront pas de raison d'intervenir.

Au-delà de cette réalité, il y a aussi une nouvelle culture qui s'installe, où on boit de la bière durant le jour, on tient des séances de travail dans des bars de danseuses, on met l'accent sur la fête. Ce genre d'environnement fait ressortir les jeux de pouvoir et encourage les gestes déplacés, lesquels ne sont pas encadrés. Les femmes se retrouvent donc dans une situation difficile : soit elles tentent de se tailler une place, participent à ces événements et s'exposent à du harcèlement, soit elles s'excluent elles-mêmes des rencontres et ternissent leur réputation. Si les entreprises souhaitent vraiment recruter plus de femmes, pourquoi n'instaurent-elles pas une culture

plus accueillante? Les efforts de diversité et d'inclusion ne peuvent fonctionner si la culture reste centrée sur les hommes.

Toute cette réflexion peut donc se résumer à l'effet Henry Higgins, tiré de la comédie musicale My Fair Lady, où la phrase suivante est prononcée avec frustration : « Why can't a woman be more like a man » (pourquoi une femme ne peut-elle pas être plus comme un homme?). Cette façon de penser est au centre de la question : l'homme est la valeur neutre, la norme. On essaie davantage de changer les femmes que le système qui les opprime.

Quand on dit homme, on dit aussi femme, mais jamais femme ne veut dire homme. Dans cette logique, on peut appliquer les résultats d'une étude menée sur des hommes à l'humanité entière. Le monde est conçu pour les hommes, et les études sont menées sur les hommes. Il n'est donc pas

surprenant que les applications de santé comme Apple Health ne prennent pas en compte les menstruations, qu'on ne connaisse pas les effets réels des produits toxiques et des médicaments sur les femmes ou qu'une femme a 71 % plus de chances qu'un homme de se blesser dans un même accident de voiture.

Toutes ces réalités sont, pour le moins qu'on puisse dire, accablantes, mais il est important de souligner également les bons coups.

D'abord, plusieurs initiatives ont fait leurs preuves. Par exemple, Cheryl Sandberg a rassemblé des femmes afin qu'elles puissent parler de leur expérience dans le milieu de la technologie, et ces

femmes ont pu prendre conscience qu'une partie de leur vécu était systémique. Autre exemple : un site de jeu en ligne a constaté que les femmes quittaient en grand nombre la plateforme en raison de la violence et de la misogynie qu'elles y vivaient. Le site a mis en place un tribunal entre pairs et en seulement quelques mois, la violence sur le site a été éliminée.

C'est sur ces initiatives réussies que se termine le tour d'horizon des technologies du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours. Ce survol visait à comprendre d'où vient ce monde de la technologie tel qu'il est aujourd'hui et à constater à quel point les inégalités qu'on y vit sont enracinées profondément. Les femmes se font présenter une histoire qui n'est pas la leur.

Nous n'avons pas de pouvoir sur ce qui se passe à Silicon Valley, mais l'idée est de prendre conscience des rouages derrière le système, des biais de la technologie, afin d'adapter la façon dont nous la consommons.

Une autre façon d'exercer notre pouvoir est en encourageant les jeunes filles intéressées par la science à poursuivre leur passion. Ces filles risquent de perdre cet intérêt par manque de modèle et d'encouragement dans la société. Il faut être conscient-e de cette inégalité et pallier activement ce manque.

Enfin, il ne faut pas minimiser l'importance que de petits gestes peuvent avoir à long terme et à grande échelle. Plus il y aura de personnes qui agiront sur leur environnement immédiat, plus il y aura de changements et d'espoir pour l'avenir. En encourageant les filles, en faisant des achats éclairés et en prenant conscience de l'histoire de la technologie, peut-être arriverons-nous à créer un monde dans lequel la science arrêtera d'ignorer les femmes.

# Atelier

## Identités de genre

ÉLISE CORNELLIÉ BERNIER  
Intervenante et formatrice



L'intervenante lance l'atelier en discutant de l'étanchéité du milieu féminin et de la difficulté, quand on est garçon, de le comprendre et d'apprendre sur cette réalité. Pour rapprocher les membres d'une société, elle souligne l'importance d'avoir une compréhension de l'autre et la nécessité d'opérer un croisement entre la notion

de femme et d'homme pour réellement se retrouver dans notre cheminement de genre et en prendre conscience.

Sous forme de dialogue avec le public, l'intervenante répond aux questions relatives aux identités de genre et aborde le vécu des personnes trans.

## **COMMENT ÊTRE ALLIÉ·E SANS PRENDRE LA PLACE DES PERSONNES TRANS? COMMENT POUVONS-NOUS TOU·TE·S CONTRIBUER COLLECTIVEMENT?**

Être un·e allié·e revient souvent à s'éduquer soi-même afin d'éviter que les personnes trans aient le fardeau de faire cette sensibilisation. Il existe d'ailleurs des organismes dont le but est justement de renseigner la population sur les enjeux d'identités de genre et de sensibiliser les gens, comme l'Association LGBTQ+ Baie-des-Chaleurs.

Dans un contexte social, être un allié·e signifie aussi de dénoncer les propos discriminatoires, que la personne trans soit présente ou non. En effet, même si les gens font des efforts pour être respectueux lorsqu'une personne trans est présente, on remarque un grand laisser-aller lorsque cette personne est absente. Intervenez lorsque vous êtes témoin de situations transphobes, que ce soit l'utilisation des mauvais pronoms ou du morinom, ou la tenue de propos haineux. Il est important d'être intransigeant·e et proactif·ve à cet égard.

## **QU'EST-CE QUE LA NON-BINARITÉ? COMMENT ABORDER CETTE NOTION AUPRÈS DES PARENTS?**

D'abord, il n'y a pas qu'une seule forme de non-binarité. Pour une personne, le genre peut être important ou ne pas l'être du tout. Il faut avant tout se rappeler que le fait de mégenrer une personne constitue une microagression. Cette dysphorie est difficile à comprendre pour les personnes qui n'ont jamais ressenti d'incongruence entre leur sexe assigné et la façon dont elles se sentent. Une analogie utilisée par un médecin expliquait bien cette réalité : « Le genre, c'est comme un pancréas. Si on n'a jamais eu de problème avec lui, on ne sait même pas qu'on en a un. » Pour les gens qui ont vécu ou qui vivent cette dysphorie, l'oppression est constante puisque le genre est imprégné dans tous les aspects de la vie.

Il va sans dire qu'un coming out demande énormément de courage, et peut-être même plus pour une personne non binaire. En effet, nous vivons dans une société hétéronormative qui aime catégoriser. Par ailleurs, les différences qu'on ne voit pas, qui ne paraissent pas, ne représentent aucun enjeu. Si on se fonde dans la masse, il est plus facile d'être accepté·e. Il est plus difficile d'entrer dans un moule lorsqu'on ne se reconnaît dans aucun des deux genres, comme les personnes non binaires.

## **IL N'Y AVAIT AUPARAVANT QUE TRÈS PEU DE CHEMIN TRACÉ POUR LES PERSONNES TRANS. DANS VOTRE EXPÉRIENCE, AVEZ-VOUS RENCONTRÉ DES GENS DE 50, 60 OU 70 ANS QUI TROUVENT MAINTENANT LE COURAGE DE FAIRE UNE TRANSITION?**

Par le passé, les gens qui avaient une dysphorie très, très grande effectuaient quand même une transition, malgré le mépris de la société. J'ai entendu l'histoire d'une femme qui a fait sa transition dans les années 1960, alors que la transidentité était encore perçue comme une maladie mentale. À cette époque, être trans, c'était donc ne pas être apte à prendre soin de ses biens, et elle a perdu tout ce qu'elle avait. Dans cette société, il était quasi impossible de faire un coming out. Encore aujourd'hui, au sein du GRIS, des personnes nous disent que dans leur pays, dans leur culture, il n'y a pas de personnes homosexuelles ou transgenres. Pourtant, on sait bien que l'identité de genre ne se « soigne » pas, elle se vit.

## **J'AI DANS MON ENTOURAGE UNE PERSONNE QUI A FAIT UNE TRANSITION. PAR ERREUR, IL M'ARRIVE PARFOIS D'UTILISER SON MORINOM. J'ÉPROUVE BEAUCOUP DE FIERTÉ ENVERS CETTE PERSONNE ET JE RECONNAIS SON COURAGE, MAIS C'EST L'HABITUDE QUI REVIENT PAR MOMENT.**

Il n'est évidemment pas facile de s'habituer du jour au lendemain à utiliser un nouveau nom et de nouveaux pronoms. Une des techniques utilisées pour faciliter la transition est de « modifier ses souvenirs » : réfléchissez à des moments passés avec cette personne, et modifiez votre souvenir pour que le genre de la personne dans votre souvenir concorde avec son identité de genre. Il n'y a pas de formule magique, mais en mettant à jour votre mémoire, il sera plus facile de vous adapter au présent. En fin de compte, ce sont vos souvenirs qui sont erronés et qui ont besoin d'être rectifiés!

**AVEC L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE, ON VOIT DE PLUS EN PLUS LES MENTIONS DE PRONOM. EST-CE UNE BONNE IDÉE DE LE FAIRE? EST-CE QUE LE FAIT D'IMPOSER AUX GENS DE NOMMER LEUR PRONOM PEUT PARAÎTRE INTRUSIF? DANS UN CONTEXTE OÙ IL N'EST PAS NÉCESSAIRE DE LE SAVOIR, DEVRIONS-NOUS QUAND MÊME LE MENTIONNER?**

En un mot : oui. Si on vivait dans un monde qui était peu genré, il ne serait peut-être pas nécessaire de le faire, mais ce n'est pas le cas. On se fie souvent à l'apparence pour juger, mais une transition n'est pas toujours spectaculaire; il n'y a pas toujours d'augmentation mammaire, de prise de testostérone ou d'électrolyse.

À chacun·e sa transition. Nommer son pronom, en visioconférence comme en personne, amène une ouverture d'esprit et donne de la visibilité aux minorités, qui en retour seront plus à l'aise de prendre la parole.

Il est éclairant d'ailleurs de regarder la différence entre le fait de mégenrer une personne cisgenre et une personne trans ou non binaire. Lorsqu'une personne cisgenre se fait mégenrer, la pression est mise sur la personne qui s'est trompée. Inversement, quand une personne trans ou non binaire se fait mégenrer, celle-ci se questionne sur ses agissements, sur la façon dont elle a « performé » son genre. L'agression est donc considérablement plus lourde. C'est pourquoi il est important de mettre en place le plus d'outils possible pour diminuer les risques qu'une telle situation se produise, et la présentation des pronoms en visioconférence en est un.

**MON ENFANT S'HABILLE DE FAÇON PLUTÔT DIVERSIFIÉE, FÉMININE ET MASCULINE, MAIS J'AI PEUR DE CE QU'IL-ELLE SE FERA DIRE À L'ÉCOLE. JE NE VEUX PAS LE-LA BRIMER, MAIS JE VEUX AUSSI QU'IL-ELLE SOIT BIEN.**

C'est une situation plutôt fréquente, et il n'y a pas de solution unique. L'important est de l'appuyer, de lui faire confiance et de l'épauler s'il-elle reçoit des commentaires désobligeants. Une autre façon de l'aider est de lui expliquer les normes sociales et de l'avertir qu'il-elle pourrait recevoir des attaques, mais surtout, de le-la préparer à y répondre.

Il faut outiller les enfants. De plus, il est nécessaire de créer des zones où ils-elles peuvent essayer, explorer sans jugement. Avant les années 1970, les vêtements pour enfants, comme les salopettes, n'étaient pas nécessairement genrés. Les familles pouvaient ainsi passer les vêtements à la génération ou à l'enfant suivant, fille ou garçon. Aujourd'hui, le genre s'est infiltré dans les codes vestimentaires et cela contribue à la ségrégation des genres et au manque d'expérience et de compréhension du vécu de l'autre.

**DEPUIS MARS 2020, LES GENS SONT PLUS ISOLÉS. QUELLES ONT ÉTÉ LES DIFFICULTÉS DANS VOS INTERVENTIONS? Y A-T-IL EU UNE RUPTURE PAR RAPPORT À L'OUVERTURE DES GENS?**

Ce qui a été le plus frappant, c'était la polarisation des idéaux; on remarque une fermeture d'un côté et une ouverture de l'autre. Par exemple, lors d'une intervention en milieu entrepreneurial, le personnel était favorable aux changements de noms et de pronoms, mais il était très difficile de changer la mention de genre, puisqu'il s'agit d'un gros enjeu interconnecté à de nombreux dossiers.

Une des grandes difficultés découlant de la pandémie était que les interventions se faisaient en mode virtuel; il était donc moins facile de tâter le pouls du groupe.



**J'ÉPROUVE BEAUCOUP DE RECONNAISSANCE POUR L'APPORT DES VÉCUS DES PERSONNES TRANS. NOUS AVONS UNE VASTE DIVERSITÉ, ET C'EST UN SOULAGEMENT QUE DE VOIR UNE ZONE FLOUE ENTRE LES GENRES. JE NE SUIS PAS VICTIME DES VIOLENCES ET DES OPPRESSIONS QUE VIVENT LES PERSONNES TRANS, MAIS CES DERNIÈRES ONT TOUT DE MÊME RÉUSSI À TRACER UNE VOIE D'OUVERTURE VERS L'AVENIR.**



**DEVRAIT-ON ARRÊTER D'UTILISER « MADAME, MONSIEUR » DANS LES CORRESPONDANCES?**

Avant, cette formule marquait le respect, mais maintenant, on se la fait imposer, même si ce n'est pas tout le monde qui veut l'utiliser. En plus, il existe d'autres façons de commencer une lettre qui ne sont pas dans la binarité et qui ne font pas mention de genre. Pourquoi alors l'utiliser?

Notre société véhicule des stéréotypes, et certaines personnes binaires ne sont pas non plus en accord avec les comportements sociaux attendus selon le genre. Les personnes cisgenres ne sauront jamais vraiment ce que c'est que la transidentité, mais les discussions comme celles-ci servent à approfondir la compréhension et à ouvrir une porte pour les personnes qui ne se sentent pas en cohérence avec ce qui est attendu d'elles dans la société. Plus l'avenir permettra aux gens cisgenres de sortir des comportements genrés, plus la vie des personnes trans sera allégée.

# Atelier

## Éducation populaire féministe et intersectionnelle

JUDITH ROUAN

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

« L'éducation populaire autonome, c'est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyen·ne·s mènent ensemble des actions [...] »

### MISE EN CONTEXTE

**D**ans le cadre du forum, la théorie du féminisme a beaucoup été abordée, mais le féminisme intersectionnel pourrait permettre de propulser notre formation populaire.

D'abord, pourquoi avons-nous adopté une approche en éducation populaire, et pourquoi aimons-nous travailler avec cette approche? L'éducation populaire autonome, c'est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyen·ne·s mènent ensemble des actions qui provoquent une prise de conscience au sujet de

leurs conditions de vie et qui visent à court ou à long terme une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. Il s'agit d'une démarche de réappropriation des savoirs, différente des approches plutôt axées sur la « charité ». Cette approche est concrète et encourage les gens à être partie prenante en mobilisant l'intelligence citoyenne.

La visée de l'éducation populaire est justement de mobiliser pour réaliser une transformation sociale qui vient de la mise en commun de nos expériences et qui s'attaque à la façon dont nous changerons les choses.

Prenons l'exemple de la Marche mondiale des femmes, initiative de la Fédération des femmes

du Québec née en 2000. Avant la marche elle-même, il y a eu un grand volet d'éducation pour que la population s'approprie le thème et une série d'ateliers pour comprendre le lien, par exemple, entre nos corps et nos territoires. Ce genre de rencontres permettent à tou·te·s de comprendre les injustices présentes dans la société, de se mettre en action par rapport à celles-ci et de verbaliser ce qu'on fait pour lutter contre elles. Avant tout, elles nous unissent. Et plus on agrandit le cercle de personnes détenant ces connaissances, plus on agrandit aussi le champ d'action.

Un autre exemple qui illustre la force de l'éducation populaire féministe et intersectionnelle est le Comité Leclerc. En 2016, les femmes incarcérées dans la

prison Tanguay sont transférées à la prison Leclerc, à Laval, un ancien pénitencier fermé pour cause d'insalubrité. Rapidement, un comité d'action est créé pour dénoncer les mauvaises conditions de détention. Lorsque les femmes se rencontrent, de nombreuses questions sont soulevées par rapport au féminisme en milieu carcéral. Les femmes tiennent donc des discussions pour prendre conscience des vécus des autres, et elles se rendent compte que l'expérience en prison est bien différente lorsqu'on est une femme blanche cisgenre et lorsqu'on est trans ou migrante, par exemple. Elles adoptent un féminisme intersectionnel, qui prend en compte les différentes sources de discrimination, comme la classe sociale, la situation socioéconomique et l'ethnie.

## **LE FÉMINISME INTERSECTIONNEL EST COMPLEXE, DIFFICILE À COMPRENDRE : POURQUOI?**

Le féminisme intersectionnel est tentaculaire. Il y a tellement de types de femmes, de personnes et tellement d'aspects qui les caractérisent, alors il peut être ardu de définir ce qui est important à prendre en compte. Bien sûr, on pense au genre, à l'orientation sexuelle, à l'ethnie, mais qu'en est-il de la situation financière? Ou du niveau d'éducation?

Ce n'est pas évident de représenter toutes ces conditions, de faire en sorte que les gens s'y identifient puisque nous sommes toutes différentes. Ce n'est pas tout le monde non plus qui a la possibilité de s'informer sur tout et qui a la sensibilité de savoir sur quoi se renseigner. Certaines formes d'oppression sont d'ailleurs invisibles et sont donc méconnues.

Enfin, avec l'approche intersectionnelle, il faut être en mesure de reconnaître nos privilèges, ce qui peut parfois être confrontant. Nous n'en sommes pas toujours conscientes, mais

nous faisons partie de systèmes qui avantagent certaines personnes au détriment d'autres personnes. Certaines femmes, par exemple, peuvent ne jamais avoir été en contact avec une forme d'oppression et nier son existence, ce qui peut créer des différends. On regarde le vécu des autres comme un miroir, mais il faut comprendre que nous ne faisons pas partie de cette réalité.

Somme toute, l'approche populaire féministe et intersectionnelle vise l'inclusion au lieu de l'intégration et implique de modifier nos structures et nos façons de faire pour y arriver.

## **QU'EST-CE QUI FONCTIONNE DANS NOS GROUPES, DANS NOS FAÇONS DE FAIRE POUR AVOIR DES APPROCHES ÉGALITAIRES? QU'EST-CE QU'ON MET EN PLACE POUR ARRIVER À L'INCLUSION?**

La première étape vers l'inclusion est de créer des espaces de dialogue et des occasions de rencontrer l'autre dans le respect.

Évidemment, nous pensons toujours être respectueux-ses, mais ce respect passe d'abord par l'adoption d'une posture d'humilité; il faut admettre lorsqu'on ne comprend pas, on doit poser des questions, on doit se renseigner. Si on pense être la source d'un inconfort, on doit prendre le temps d'analyser pour comprendre ce qu'on a fait de déplacé. L'inclusion de l'autre commence avant tout par soi-même.

Du point de vue des aptitudes personnelles, on doit être patient-e-s, le processus d'inclusion pouvant être long. On doit aussi faire confiance aux connaissances des gens, faire preuve d'ouverture, être curieux-euse-s et accepter de se tromper.

Pour ce qui est des mesures mises en place qui ont fait leurs preuves, on peut notamment écrire nos communications dans un langage clair, utiliser différents canaux de communications, adopter un langage épicène, aller vers les gens au lieu d'attendre qu'ils viennent vers nous, offrir des repas, des services de garde et des services de traduction, défrayer les frais de transport, s'intégrer à d'autres activités pour faire de la

sensibilisation et élargir le public, mais surtout, laisser la parole à ceux et celles qui vivent des oppressions lorsque nous-mêmes ne les vivons pas.

## **CONCLUSION**

Le sujet de l'approche populaire féministe et intersectionnelle est vaste, et l'atelier très court. L'idée était donc de retourner aux bases de cette approche, de se rappeler que nous avons des connaissances communes, que nous pouvons agir ensemble. Cette approche, bien qu'elle ait une visée globale, est aussi applicable à l'échelle individuelle. On peut sensibiliser notre entourage à l'intersectionnalité pour qu'il en prenne conscience. Comme mentionné précédemment, c'est en agrandissant le cercle de personnes sensibilisées que notre champ d'action croît.



# Mobilisation

**L**es objectifs de l'activité de mobilisation étaient de créer ou de consolider des liens avec les personnes et les organisations de la région pour travailler en condition féminine, et de cerner les préoccupations des partenaires pour les intégrer à notre prochaine planification stratégique.

## ATELIER MOBILISATION

Les participant-e-s ont assisté à un atelier de leur choix portant sur l'un des grands thèmes abordés au cours du Forum, soit la justice climatique, la santé des femmes, les violences systémiques et l'éducation égalitaire. Dans chacun des ateliers, les animateur-ice-s avaient le mandat de faire ressortir sur un support visuel, avec les participant-e-s, des constats soulevés par rapport aux enjeux vécus par les femmes et les personnes vivant des oppressions basées sur le genre, des pistes à explorer ou peu documentées, des obstacles à la mobilisation, ainsi que des idées d'action de mobilisation. Étant donné le temps restreint, l'ensemble des éléments demandés n'est pas ressorti de tous les ateliers. Vous pouvez consulter la retranscription des supports visuels des ateliers de mobilisation en [annexe](#).



# Plénière

ANIMÉE PAR MARIE-ANDRÉE GAUTHIER,  
coordonnatrice au Réseau des Tables régionales de groupes  
de femmes du Québec

**L**ors de la plénière, les supports visuels créés lors de chacun des ateliers étaient installés sur des chevalets. Les animateur·ice·s les ont utilisés pour présenter un résumé de leur atelier respectif à l'assemblée.



# PLÉNIÈRE / SUITE

## JUSTICE CLIMATIQUE

MAUDE PRUD'HOMME

Militante écologiste et formatrice

Au cours de l'atelier, les participant-e-s ont surtout discuté de leurs émotions et déposé différentes idées, réalités, incertitudes, espoirs et désespoirs.

Le groupe a tenu des échanges très riches et variés, mais un élément principal en est ressorti : le temps. Le besoin de temps est partout. Les solutions sont longues à concevoir et à mettre en place, mais les impératifs liés

à l'environnement sont urgents. On cherche donc à être efficaces, mais l'élaboration d'une stratégie efficace prend du temps. Nous sommes donc pris-es dans ce cercle vicieux, cette aporie.

Les enjeux liés à la justice sociale sont accablants, voire déprimants. Les participant-e-s en sont venu-e-s à la conclusion qu'il fallait se donner du temps pour réfléchir et pour définir des actions précises qui honoreront les luttes et qui tiendront compte du fait que les violences systémiques sont une partie intégrante du problème.

## SANTÉ

LYDYA ASSAYAG

Directrice du Réseau québécois d'action en santé des femmes

Les enjeux définis comme prioritaires étaient le décroisement entre le milieu communautaire et le système de santé, entre les différentes classes sociales ainsi qu'entre les femmes et les hommes. En d'autres mots, il faut cesser de travailler en silos.

Deux idées de mobilisation ont été proposées pour mettre ces enjeux de l'avant. La première consistait à se présenter le 28 mai, à l'occasion de la Journée internationale d'action pour la santé des femmes,

au conseil d'administration du CISSS avec des événements médiatiques pour se faire voir, se faire entendre et se faire connaître. Il s'agirait aussi d'une occasion de collaborer, de définir les obstacles et de trouver des façons de travailler ensemble.

La deuxième idée était de mettre en place un kiosque ambulant dans les pharmacies, dans les hôpitaux ou dans tout autre lieu stratégique afin de rejoindre les gens qui ne fréquentent pas nécessairement le milieu communautaire. Ces rencontres permettraient de bâtir des ponts, de multiplier les effets de solidarité et de transformer l'intime en collectif.



# PLÉNIÈRE / SUITE

## VIOLENCES SYSTÉMIQUES

LASZLO BOIS  
Intervenant et militante

Durant la séance, les participant-e-s ont discuté de la difficulté de parler des violences systémiques, de tourner le regard vers soi et de cerner nos propres actions qui renforcent les systèmes d'oppression.

Les enjeux soulevés étaient nombreux et variés, et les participant-e-s ont ensemble regroupé trois priorités : l'inclusion des minorités, le tabou entourant la santé des femmes et des personnes avec utérus, et l'accès et le droit au logement.

Pour chacun de ces enjeux, des pistes de solution ont été proposées. D'abord, pour l'inclusion des minorités, le groupe a suggéré l'élaboration et la conception d'outils politiques d'inclusion et de sensibilisation. Pour l'enjeu lié au

logement, les participant-e-s ont souligné la nécessité de fournir des ressources en santé mentale et ont avancé l'idée d'un partenariat avec les MRC. Enfin, pour le tabou entourant la santé des personnes avec un utérus, le meilleur outil selon le groupe serait une campagne de sensibilisation.

## ÉDUCATION

JUDITH ROUAN  
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Trois constats sont ressortis des discussions : le manque de ressources et de liens entre les organismes et les différentes unités d'éducation, l'inégalité dans l'accès à l'éducation (vécue par les communautés anglophone et autochtone) et les trous de services en éducation créés par le manque de liens entre le système formel et les organismes communautaires.

Pour pouvoir agir concrètement, les participant-e-s ont nommé le besoin de données genrées et de données qualitatives du milieu communautaire. Comme obstacles à l'éducation, les grandes distances et le cloisonnement des mondes – dont on parle peu – ont été soulevés.

La conclusion principale qui a été tirée de cet atelier concernant la mobilisation est qu'il n'y a pas, et qu'on ne veut pas, de gabarit préformaté; il faut trouver une façon d'inonder le système scolaire de ce que le milieu communautaire peut lui apporter.

- Les participant-e-s ont été invité-e-s à faire le tour des supports visuels et à indiquer leur intérêt à participer aux actions de mobilisation discutées dans les autres ateliers. Plusieurs participant-e-s ont manifesté l'envie de se mobiliser sur les différentes propositions qui ont émergé des ateliers.

Un élément commun des thèmes explorés, c'est qu'ils sont tous intrinsèquement liés à des systèmes d'oppression, notamment le colonialisme, le racisme et le patriarcat. Bien qu'on aspire tou-te-s à créer et à offrir un espace sécuritaire global, il est difficile d'y arriver étant donné les microagressions que l'on perpétue en raison de nos biais découlant de ces systèmes. La première étape pour réduire les inégalités se situe donc au niveau personnel : nous devons apprendre à reconnaître nos privilèges.

Il apparaît évident qu'une action concertée entre les différents secteurs est nécessaire pour faire face aux enjeux actuels et futurs en condition féminine et que l'égalité est véritablement une responsabilité à partager.



# Conclusion

**L**es diverses activités du Forum ont permis aux participant-e-s de constater que les différentes thématiques, soit la justice climatique, les violences systémiques, les identités de genre, l'éducation et la santé, s'entrecoupent et que les luttes féministes qui les traversent sont interreliées.

**Dans le panel Justice climatique : Pas de transition énergétique sans égalité**, les panélistes ont présenté les changements climatiques qui sont attendus en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine dans les prochaines années. Il a été question de la hausse des températures, de l'augmentation du niveau de la mer et de l'intensification des précipitations et des événements météorologiques extrêmes. Elles ont également présenté les causes de la crise climatique, parmi lesquelles nous retrouvons de multiples systèmes d'oppression qui sont indépendants et interreliés, comme le capitalisme, le colonialisme et l'extractivisme. Elles ont de plus démontré que certaines personnes seront plus vulnérables aux changements climatiques et vivront des impacts différenciés, notamment les femmes, et encore davantage celles étant à la croisée des oppressions, comme les femmes mi'gmaq. Les panélistes ont enfin insisté sur le fait que les

solutions qui seront mises en place pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter devront être collectives et tenir compte de la responsabilité et des besoins de chacun-e-s.

**Dans la conférence Femmes et violences systémiques**, Mélanie Ederer a défini les systèmes d'oppression et expliqué comment ils traversent les différentes structures qui composent la société, comme le marché du travail et le système d'éducation. Elle a insisté sur le fait que tout le monde participe à ces systèmes et perpétue des oppressions, consciemment ou non. Pour combattre les violences systémiques, il est nécessaire d'apprendre sur le sujet, de reconnaître comment elles se perpétuent et de les dénoncer.

**Les panélistes du panel Santé des femmes : Comprendre et prévenir les inégalités** ont présenté le Comité-conseil en

santé des femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, qui sensibilise et informe le CISSS de la Gaspésie au sujet des enjeux spécifiques aux femmes en santé, dans une perspective qui prend en compte les inégalités entre les femmes. Ensuite, les panélistes ont présenté les déterminants sociaux qui peuvent influencer l'état de santé d'une population, soit les caractéristiques individuelles, les milieux de vie, les systèmes et le contexte global. Ces déterminants sont producteurs d'inégalités en matière de santé dans la population. Les panélistes ont discuté d'une approche qui tient compte des déterminants sociaux de la santé, soit l'approche globale et féministe de la santé, qui offre une perspective plus holistique que le modèle actuellement dominant fondé sur une vision principalement biomédicale.

**Dans la conférence Persévérer dans l'égalité**, Catherine Cyr Wright a présenté des pratiques égalitaires en éducation qui évitent de renforcer les stéréotypes de genre chez les jeunes du préscolaire, du primaire et du secondaire. Les stéréotypes de genre affectent le développement des enfants dès la petite enfance, et ceux-ci développent très tôt un rapport à l'apprentissage différencié selon le genre, renforcé par les programmes et systèmes scolaires. Elle a expliqué pourquoi l'adhésion aux stéréotypes de genre est un facteur de risque pour le décrochage scolaire. Son intervention appelle à un

changement de paradigme dans l'éducation des enfants.

**Dans la conférence Étudiantes en milieu traditionnellement masculin, Korinne Le Blanc a présenté le** groupe Plein air au féminin (PAF), né du besoin des étudiantes en techniques du tourisme d'aventure, à l'attestation d'études collégiales en guide d'aventure et en Aventure-études au campus de Gaspé de se regrouper pour faire face aux enjeux qu'elles vivent en raison de leur genre au sein de leur programme. Les participantes affirment que le groupe contribue à leur épanouissement scolaire et professionnel, en plus d'être un espace de réseautage et de coopération. Le PAF a une influence positive sur les approches pédagogiques du corps professoral.

**Dans la conférence Désavantage numérique**, Manal Drissi a dressé le portrait des cyberviolences dont sont victimes en plus grande proportion les femmes et les filles, ainsi que les personnes marginalisées, et a dénoncé l'insuffisance des outils pour contrer ces violences, qui sont bien ancrées dans l'industrie technologique.

**Dans l'atelier Identités de genre**, Élise Cornellier Bernier a animé une discussion autour des identités de genre. Un des constats principaux qui ont émergé de la discussion est qu'être un-e allié-e revient souvent à s'éduquer soi-même

# CONCLUSION / SUITE

afin d'éviter que les personnes trans aient le fardeau de faire cette sensibilisation. Dans un contexte social, être un allié-e signifie aussi de dénoncer les propos discriminatoires.

## **Dans l'atelier Éducation populaire féministe et intersectionnelle,**

Judith Rouan a expliqué les bases de l'éducation populaire féministe intersectionnelle, une démarche de réappropriation des savoirs qui encourage les femmes à être partie prenante en mobilisant l'intelligence citoyenne et qui prend en compte la pluralité des expériences vécues par les femmes, qu'elles vivent d'autres formes de discrimination ou non.

## **Dans les activités de mobilisation,**

plusieurs constats ont été dégagés. D'abord, dans celui sur la justice climatique, les participant-e-s ont constaté un manque de temps généralisé ainsi qu'une urgence d'agir et de rendre la justice climatique transversale à toutes les autres préoccupations. Les participant-e-s ont constaté en éducation un manque d'échange

entre les milieux communautaires et institutionnels, des inégalités d'accès à l'éducation, particulièrement pour les communautés anglophones et mi'gmaq, et des bris de service en éducation. Sur la thématique des violences systémiques, les participant-e-s ont relevé le manque d'information et d'éducation, la persistance de certains mythes, préjugés et tabous, le manque de femmes dans les sphères de pouvoir, un isolement des minorités, la difficulté à se remettre en question et un manque de concertation. En santé, les participant-e-s ont constaté qu'il était nécessaire de rejoindre les femmes de toutes les classes sociales, notamment celles qui n'utilisent pas les services, ainsi que de décroiser les milieux communautaires et institutionnels en santé.

Les deux jours d'échanges et d'apprentissages foisonnants qui ont caractérisé le Forum ont permis un tour d'horizon de différentes thématiques qui animent le mouvement féministe au Québec et dans notre région. Si les revendications historiques de la lutte à la pauvreté, aux violences et aux inégalités basées sur le genre restent la trame de notre mouvement, nous tissons des liens plus complexes et plus nuancés en intégrant, non sans défis, les perspectives intersectionnelles et écoféministes. Nous apprenons collectivement à lire et à percevoir les liens qui rapprochent les différentes luttes. L'un des constats centraux qui se dégagent des échanges est que les luttes féministes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine doivent prendre en compte notre passé colonial, la classe sociale, l'origine ethnique, l'âge et l'ensemble des autres oppressions et discriminations qui déterminent les conditions d'existence des femmes de notre territoire.

Il est indéniable que le mouvement féministe majoritaire n'a pas toujours su prendre en compte le croisement des différentes oppressions. Devant l'ampleur et la diversité des défis actuels et à venir, il est souhaitable de former de larges alliances avec de multiples acteur-ric-e-s de tous les milieux pour atteindre l'égalité des genres. Il est maintenant de notre responsabilité collective de sortir de nos zones de confort, de remettre en question nos idées et de transformer nos pratiques pour qu'elles soient le reflet des voix de toutes les femmes et personnes vivant des oppressions basées sur le genre.





## ÉDUCATION

### Constats

1- Manque de liens entre les différents univers d'éducation (système formel et milieu communautaire). L'école n'a donc pas accès aux ressources mises en place par le communautaire et il n'y a pas de formation et de mise à jour des enseignants sur les enjeux de genre et d'inégalité

2- Manque d'égalité dans l'accès à l'éducation, surtout pour certaines communautés, comme les communautés anglophones et autochtones

3- Trous de services en éducation qui ne permettent pas de remplir les déterminants sociaux de l'éducation

### Obstacles

1- Distance

2- Cloisonnement des mondes

### Éléments à creuser

1- Besoin de données genrées sur les inégalités

2- Besoin de données qualitatives sur les ressources qu'apportent le communautaire

### Moments pour se mobiliser

1- Besoin de continuer de se parler

## VIOLENCES SYSTÉMIQUES

### Constats

Santé des femmes et des personnes avec un utérus et gestion des menstruations

1- Droit à l'avortement

2- Accès à un.e gynécologue

3- Bris de service en accouchement

4- Le réseau de la santé et des services sociaux manque d'amour et d'argent et il y a un manque d'information sur la façon d'obtenir de l'aide.

5- Manque de transport en commun

6- Manque de lieux de rencontre

### Obstacles

1- Manque d'information et d'éducation

2- Existence de mythes, de préjugés et de tabous

3- Résistance sociale à reconnaître qu'il reste beaucoup à faire

4- Manque de femmes dans les sphères de pouvoir

### Moments pour se mobiliser

1- Création d'une campagne de sensibilisation et d'information similaire à la campagne À moi de choisir. La campagne actuelle serait la première étape d'une grande campagne sur la santé des femmes.

2- Création d'une variété d'outils et de moyens pour faire connaître les enjeux, par exemple des capsules, du théâtre, des infographies et des vignettes sur les médias sociaux.

### Constats

1- Difficulté d'accès au logement et atteinte aux droits des locataires

### Éléments à creuser

1- Parler avec les MRC

2- Établir des partenariats

3- Santé des personnes âgées (stress, anxiété)

### Moments pour se mobiliser

1- Conférence de presse

### Constats

1- Besoin que nos organisations soient plus inclusives et plus confortables pour les minorités

### Obstacles

1- Isolement

2- Manque de concertation

3- Lourdeur des processus (p. ex. : devoir faire des changements aux règlements généraux)

4- Nos propres préjugés

5- Difficulté de se remettre en question

### Moments pour se mobiliser

1- Présenter au grand public des personnes issues des minorités

2- Doter les organismes communautaires et les milieux de travail d'outils d'animation sur les préjugés et de politiques d'accueil et d'embauche inclusives.

3- Avoir des pratiques innovantes.

4- Midis discussions et/ou journée thématiques

## JUSTICE CLIMATIQUE

### Constats

1- Voir la présentation de la Direction régionale de santé publique sur les impacts différenciés des changements climatiques, dans le Panel Justice climatique : Pas de transition sans égalité.

### Obstacles

1- Individualisme, habitudes de confort et insuffisance réelle du nécessaire

2- Temps (d'une journée, des urgences, recherche d'efficacité et d'action)

3- Trouver du concret bien visé et agir à une échelle significative, sans écoblanchiment.

### Éléments à creuser

1- Rendre la justice climatique vraiment transversale

### Moments pour se mobiliser

1- Cibler les municipalités, instances clés pour le changement, souvent très décevantes

2- Se donner du temps pour «faire», lors de la journée mondiale du climat

3- Participer à Collectivité ZeN Gaspésie

## SANTÉ

### Constats

1- Décloisonnement entre le milieu communautaire et le système de santé, les différentes classes sociales, les femmes et les hommes

### Moments pour se mobiliser

1- Le 28 mai (Journée internationale d'action pour la santé des femmes), réaliser une action flamboyante pour interpeller le CA du CISSS et les médias, et mettre en valeur notre expertise

2- Tenir un kiosque ambulant dans les pharmacies, les hôpitaux et autres lieux stratégiques

# BIBLIOGRAPHIE

**BBC. (2018).** No More Boys & Girls: Can Our Kids Go Gender Free? <https://www.youtube.com/watch?t=306&v=3Y4lgKnmWSk&feature=youtu.be>

**Berry, P., et Schnitter, R. (éd.). (2022).** La santé des Canadiens et des Canadiennes dans un climat en changement : faire progresser nos connaissances pour agir. Santé Canada. <https://changingclimate.ca/health-in-a-changing-climate/fr/>

**Bories-Sawala, H. E. et Thibeault, M. (2019a).** EUX et NOUS. La place des Autochtones dans l'enseignement de l'histoire nationale du Québec (Vol.1). [http://classiques.uqac.ca/contemporains/Bories-Sawala\\_Helga\\_Elisabeth/Eux\\_et\\_Nous\\_vol\\_1/Eux\\_et\\_Nous\\_vol\\_1.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Bories-Sawala_Helga_Elisabeth/Eux_et_Nous_vol_1/Eux_et_Nous_vol_1.html)

**Bouchard P, St-Amant, J. (1996).** Garçons et filles, stéréotypes et réussite scolaire, Éditions du Remue-Ménage.

**Centre des organismes communautaires. (2018, 8 mars).** Le problème des femmes racisées dans le milieu de travail. COCo Highlights. <https://coco-net.org/le-probleme-des-femmes-racisees-dans-le-milieu-de-travail/>

**Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, savoirs et société et Regroupement des groupes de femmes de la région de Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix). (2017).** Se mobiliser pour la santé des femmes dans la région de la Capitale-Nationale! Université Laval, Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, savoirs et sociétés, 54 pages. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4036135>

**Conseil supérieur de l'éducation. (1999).** Pour une meilleure réussite scolaire des garçons et des filles. 119 pages.

**Demers-Bouffard, D. (2021).** Les aléas affectés par les changements climatiques : effets sur la santé, vulnérabilités et mesures d'adaptation. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2771-aleas-changements-climatiques-effets-sante-vulnerabilite-adaptation.pdf>

**Douglas, M., Katikireddi, S. V., Taulbut, M., McKee, M., & McCartney, G. (2020).** Mitigating the wider health effects of covid-19 pandemic response. <https://doi.org/10.1136/bmj.m1557>

**Dubé, N. (Mise à jour 2022).** Les inégalités sociales de santé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. <https://www.ciass-gaspesie.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2022/04/Les-inegalites-sociales-de-sante-en-Gaspesie-iles-de-la-Madeleine-Mise-a-jour-2022-1.pdf>

**Dubé, N. (2018).** Les inégalités sociales de santé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

**Duru-Bellat, M. (2010).** Ce que la mixité fait aux élèves. Revue de l'OFCE, 114(3), 197-212.

**Gagnon, C. (1999).** Pour réussir dès le primaire : filles et garçons face à l'école, Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 173 pages.

**Getty, G. (2013).** An Indigenist Perspective On The Health/Wellbeing And Masculinities Of Mi'kmaq—Mentet-pagi-tel-sit: Perceiving Himself To Be A Strong Balanced Spiritual Man [thèse de doctorat], Dalhousie University, <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.941.4283&rep=rep1&type=pdf>

**Goudreault, Z. (2022).** Les avancées à «géométrie variable» du mouvement #MoiAussi. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/societe/764447/les-avancees-a-geometrie-variable-du-mouvement-moiaussi>

**Haagh, L. & Rohregger, B. (2019).** Universal basic income policies and their potential for addressing health inequities: transformative approaches to a healthy, prosperous life for all. World Health Organization. Regional Office for Europe. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/346040>

**INSPQ. (2022).** Contexte de vulnérabilité : femmes autochtones. <https://www.inspq.qc.ca/>

# BIBLIOGRAPHIE

**Jeffrey, D. (2016).** «Identité masculine et épreuves de virilisation à l'adolescence». Educere et Educare.

**Lessard, Anne. (2004).** «Le genre et l'abandon scolaire», Mémoire. Sherbrooke (Québec, Canada), Université de Sherbrooke, Maîtrise en éducation.

**Lopez, M. (s. d.).** Les parcours des femmes noires dans le milieu féministe institutionnel québécois. <https://www.marlihanlopez.com/post/les-parcours-des-femmes-noires-dans-le-milieu-f%C3%A9ministe-institutionnel-qu%C3%A9bécois>

**McIntyre, L., Wien, F., Ruddherham, S., Etter, L., Moore, C., MacDonald, N., Johnson, S & Gottschall, A. (2001).** An Exploration of the Stress Experience of Mi'kmaq On-Reserve Female Youth in Nova Scotia, Maritime Centre of Excellence for Women's Health. [https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/diff/ace-women-health/ACEWH\\_stress\\_mikmaq\\_on\\_reserve\\_female\\_youth\\_NS.pdf](https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/diff/ace-women-health/ACEWH_stress_mikmaq_on_reserve_female_youth_NS.pdf)

**Perron, M. & Côté, É. (2015).** "Mobiliser les communautés pour la persévérance scolaire : du diagnostic à l'action", Revue de la persévérance et de la réussite scolaires chez les Premiers Peuples, 1, 12-16. <http://colloques.uqac.ca/prscpp/files/2015/01/Revue-PR-SCPP-vol.-1.pdf>

**Raby, A. (2014).** Recourir à une variété de modèles d'enseignement. Le Tableau, 3. [https://pedagogie.quebec.ca/sites/default/files/documents/numeros-tableau/le\\_tableau-vol.3-numerospecial-2014\\_0.pdf](https://pedagogie.quebec.ca/sites/default/files/documents/numeros-tableau/le_tableau-vol.3-numerospecial-2014_0.pdf)

**Raymond, Mélanie, (2008).** Décrocheurs du secondaire retournant à l'école, Division de la culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2008.

**Réseau Réussite Montréal. (2018).** Lecture et persévérance scolaire, Page consultée le 13 juillet 2020.

**Richard, G. (2019).** Hétéro l'école? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité, les éditions Remue-Ménage

RQOF. (s.d.) Dossier : femmes et logement communautaire. <https://rqoh.com/dossiers/femmes-et-logement-communautaire/>

**Sahni, V., Scott, A. N., Beliveau, M., Varughese, M., Dover, D. C. et Talbot, J. (2016).** Public health surveillance response following the southern Alberta floods, 2013. Canadian Journal of Public Health, 107(2), e142-e148. 10.17269/cjph.107.5188

**Santé Montréal. (2014).** Inégaux : inégalités sociales de santé. [Capsule vidéo]. Récupéré à l'adresse <http://www.santemontreal.qc.ca/iss/>.

**Secrétariat à la condition féminine. (2018).** « Identité de fille? Identité de garçon? », Portail Sans Stéréotypes, article consulté le 30 décembre 2018.

**Solar, C. (2018).** Nous devons élever nos filles et nos fils autrement, les conférences du consensus, 10 octobre 2018.

**Taylor, M. (2022).** La loi 21 : discours, perceptions & impacts. Association d'études canadiennes. [https://acs-metropolis.ca/wp-content/uploads/2022/08/Rapport\\_Sondage-Loi-21\\_AEC\\_Leger-12.pdf](https://acs-metropolis.ca/wp-content/uploads/2022/08/Rapport_Sondage-Loi-21_AEC_Leger-12.pdf)

**World Health Organization. (2021).** COP26 Special Report on Climate Change and Health : the Health Argument for Climate Action. <https://www.who.int/publications/item/9789240036727>



**Table de concertation  
des groupes de femmes**

GASPÉSIE • ÎLES-DE-LA-MADELEINE

## Contactez-nous

(581) 886-4650

[contact@femmesjim.qc.ca](mailto:contact@femmesjim.qc.ca)

[femmesjim.qc.ca](http://femmesjim.qc.ca)



tableconcertationfemmesjim



tableconcertationfemmesjim